



Les envois de fonds des tunisiens résidents à l'étranger



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les envois de fonds des tunisiens résidants à l'étranger



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Pour commander des exemplaires de "*Les envois de fonds des tunisiens résidants à l'étranger*" veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
Avenue Menelik II
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél: +251-11- 544-9900
Télécopie: +251-11-551-4416
Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Web: www.uneca.org

© 2017 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés
Premier tirage : septembre 2017

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Conception et impression: Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004.
Imprimé sur du papier sans chlore.

Photos de couverture: Shutterstock.com

Table des matières

Avant-propos	vi
1. Introduction	1
2. Profils et déterminants structurels de la migration en Tunisie	3
2.1 Le profil de la diaspora tunisienne	3
2.2 Migration et facteurs économiques structurels en Tunisie	3
3. Les envois de fonds comme sources de financement	9
3.1 Les dispositifs réglementaires des envois de fonds	9
3.2 Les envois de fonds provenant des salaires	10
3.3 Les envois de fonds au titre des parts des tunisiens de l'étranger sur le marché financier	13
4. Analyse des marchés formels et la logique des acteurs	16
4.1 Une taxinomie des coûts de transferts	16
4.2 Une généralisation des envois de fonds en espèces par les circuits informels	19
5. Produits bancaires et non bancaires : impacts sur la bancarisation et l'inclusion financière et sociale	21
5.1 Les retards dans l'inclusion bancaire et financière : positionnement comparatif	21
5.2 Les disparités régionales du réseau de bancarisation en Tunisie	24
6. Les déterminants de la faible attractivité des investissements de la diaspora	26
6.1 Les déficiences du climat des affaires et de la compétitivité	26
6.2 La faible qualité des institutions et de la gouvernance	27
6.3 Les obstacles à la liberté économique	27
6.4 La lourdeur du système fiscal	28
6.5 Les contraintes réglementaires pesant sur l'efficacité du marché du travail	29
6.6 Des retards dans la facilitation du commerce	32
7. Les résultats d'enquêtes internationales dédiées.	33

8. Les obstacles majeurs à la canalisation des envois de fonds vers des investissements productifs	34
8.1 Pourquoi l'environnement du système productif et le cadre actuel d'entrepreneuriat n'incitent pas la diaspora à créer des entreprises ?	34
8.2 La complexité du dispositif de tarification des services bancaires	37
8.3 Les rigidités de l'environnement financier de l'investissement	39
8.4 Les contraintes réglementaires liées au marché financier	44
9. Recommandations transversales et pistes d'actions prioritaires pour une stratégie nationale	46
9.1 Le cadre global : rétrospective des initiatives internationales	46
9.2 Une meilleure mobilisation des dépôts bancaires de la diaspora	47
9.3 Le desserrement du contrôle de change	47
9.4 Mobiliser les investissements et l'entrepreneuriat de la diaspora par le développement du secteur privé	49
9.5 Réformes pour l'accès aux sources de financement	53
9.6 Pour des produits et services financiers innovants et des réformes financières	53
9.7 Pour de nouvelles politiques d'investissement productif au profit de la diaspora en Tunisie : options pour le renforcement des capacités	56
Références	59
Annexes	63

Note

Cette étude prend en compte, entres autres, les conclusions et recommandations de la réunion d'experts. Cette dernière porte sur le thème suivant : « Renforcer les capacités pour une meilleure utilisation des transferts de fonds pour financer le développement en Afrique du Nord ». Organisée par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique et sociale de l'Asie occidentale (CESAO), la réunion s'est tenue à Tunis les 21 et 22 avril 2015 sous la direction de Mme Karima Bounemra Ben Soltane, alors Directrice du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord. L'étude a été conduite par le Professeur Sami Mouley (consultant) et coordonnée par M. Omar Ismael Abdourahman, Fonctionnaire chargé des affaires sociales au Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord.

Avant-propos

Les envois de fonds représentent une importante source de financement extérieur pour les pays récipiendaires. Toutefois, deux facteurs interdépendants semblent présager d'une baisse, voire une stagnation des envois de fonds aux membres des familles des migrants : la tendance à l'installation définitive des nouvelles générations dans les pays d'accueil et la disparition, du moins le relâchement progressif des liens familiaux directs avec leur pays d'origine. Ces deux facteurs font courir aux envois de fonds, le risque d'amenuisement dans le temps.

Conscients de ces problèmes, les pays d'origine des tunisiens ont entrepris de mobiliser l'épargne et les envois de fonds, afin de les canaliser plus efficacement vers le développement et les investissements productifs, par une amélioration i) des stratégies et politiques nationales en direction de la diaspora, ii) de l'infrastructure financière et institutionnelle d'appui aux envois de fonds, iii) des opportunités d'investissements et de placements et iv) des statistiques et données/informations sur les envois de fonds des travailleurs.

Le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la CEA et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont organisé à Tunis les 21 et 22 avril 2015 une réunion d'experts. Celle-ci avait pour objectif d'analyser et d'échanger les expériences et les bonnes pratiques sur une utilisation optimale de l'épargne et des envois de fonds des migrants pour financer le développement économique et social. Des experts choisis sur la base de leur savoir-faire et expérience dans le domaine, ont participé à cet atelier au cours duquel ont été présentés les résultats d'une étude sur la situation et l'apport des transferts de fonds des migrants au développement économique de la Tunisie. Les contributions des participants ont enrichi ledit rapport.

1. Introduction

Les envois de fonds des migrants vers les pays en développement représentent des flux financiers importants. Ils sont passés de 336 milliards de dollars des États-Unis en 2008 à 316 milliards de dollars des États-Unis en 2009. Cette baisse de 6 % est imputable essentiellement aux conséquences de la crise financière mondiale sur les flux de capitaux privés¹. Par la suite, le volume des envois de fonds est demeuré relativement stable. Par ailleurs, il affiche une dynamique de croissance². Initialement estimée à 8 % en 2011, la croissance s'est poursuivie, en dépit de la conjoncture économique mondiale, pour atteindre 515 milliards de dollars des États-Unis en 2014, dont 441 milliards pour les seuls pays en développement. Dans le même temps, les envois de fonds ont montré plus de résilience pendant la crise financière que d'autres flux de ressources tels que la dette privée, les capitaux propres et les investissements directs étrangers.

Plusieurs travaux ont mis en exergue l'importance des envois de fonds pour la réduction de la pauvreté. Consacrés essentiellement aux dépenses d'éducation, de santé et de consommation courante, les transferts d'argent des migrants jouent en effet, un rôle essentiel dans le financement du développement, aux côtés de l'aide publique au développement. Selon certaines estimations, une augmentation de 10 % des envois de fonds entraînerait une baisse de 2,9 % du niveau de pauvreté³.

Certaines analyses, quant à elles, ont mis l'accent sur les obstacles au développement des envois de fonds⁴, en recentrant le débat sur leur faible canalisation vers les investissements productifs dans les pays d'origine⁵. D'autres études récentes ont porté sur l'importance des envois de fonds dans l'inclusion financière des bénéficiaires des pays en développement. Elles ont par ailleurs identifié les liens entre la mobilisation des ressources, les envois de fonds et les performances bancaires. Une meilleure inclusion bancaire des bénéficiaires des transferts de fonds pourrait contribuer à une baisse significative des crédits non performants. Ce constat résulte d'une récente étude du Fonds monétaire international (FMI 2014)⁶. Cette dernière montre que la bancarisation des bénéficiaires de ces fonds pourrait non seulement réduire l'attrait aux circuits informels mais aussi le taux des créances non performantes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'étude sur les envois de fonds des tunisiens résidant à l'étranger. À cet effet, les profils de la diaspora tunisienne ainsi que les déterminants de leur migration ont d'abord été analysés, en rapport avec les caractéristiques structurelles de l'économie tunisienne, les problèmes d'emploi, l'informalité et les retards en termes de facteurs d'inclusion sociale par rapport aux pays d'accueil (section 2). Les progrès réalisés par les envois de fonds en tant que sources de financement sont ensuite déclinées (section 3). Ces progrès concernent les dispositifs réglementaires des envois, leurs natures, les revenus et les envois au titre de participations sur le marché financier. La section 4 développe la logique des acteurs et les fonctionnements des marchés formels des envois de fonds. Une taxinomie des coûts des envois permettra d'appréhender la question de la généralisation des envois d'espèces par les circuits informels et ses impacts, non seulement sur l'inclusion bancaire et financière, mais aussi sur les performances bancaires en général (section 5). La section 6 traite

1 Ratha, D., Mohapatra, S. et Silwal, A. 2010. Outlook for Remittance Flows 2010-11, Migration and development brief, 12, Avril, Banque Mondiale, Washington DC (<http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief12.pdf>).

2 Banque mondiale, 2014-a. Global Economic Prospect

3 Anyanwu, J.C. et A.E.O. Erhijakpor, 2010. Les transferts de fonds internationaux ont-ils un impact sur la pauvreté en Afrique ? African Development Review, 22 (1): 51-91.

4 Jorge Mora et J. Edward Taylor, 2006. Determinants of Migration, Destination, and Sector Choice: Disentangling Individual, Household, and Community Effect» in C. Özden & M. Schiff (dir) International Migration, Remittances, and the Brain Drain. Ouvrage de la direction de la recherche de la Banque mondiale.

5 Banque mondiale, Banque africaine de développement (2008), Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU, 2006. Fonds international du développement agricole (FIDA) et Banque Africaine de Développement (2007).

6 Christian Ebeke, Boileau Loko et Arina Viseth, 2014. Credit Quality in Developing Economies: Remittances to the Rescue? IMF Working Paper N°144.

des déterminants et enjeux de la faible attractivité des investissements de la diaspora. Un ensemble de dysfonctionnements ont été identifiés, à partir d'une grille de facteurs inhérents au climat des affaires et des investissements. Ces derniers seront étayés par les résultats d'enquêtes internationales comparées (section 7). Une sélection d'obstacles majeurs à la canalisation des envois de fonds vers des investissements productifs (section 8) permettra de faire quelques recommandations transversales, de suggérer des pistes d'actions prioritaires et des réformes (section 9).

2. Profils et déterminants structurels de la migration en Tunisie

2.1 Le profil de la diaspora tunisienne

Selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH, 2014)⁷, la diaspora tunisienne représente 1,224 millions de personnes, soit 11,3 % de la population totale tunisienne. Selon les estimations de 2011⁸, plus de 84 % de la diaspora se trouve en Europe, contre 1,2 millions (soit 10 % de la population tunisienne). La France reste le principal pays d'accueil des tunisiens en Europe avec une colonie qui a atteint 669 000 personnes en 2012, soit près de 55 % de l'ensemble des migrants tunisiens, suivie de l'Italie avec une colonie qui a plus que doublé au cours de la dernière décennie pour atteindre 189 000 personnes et de l'Allemagne où résident près de 87 000 personnes. Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ces trois pays de l'Union européenne (UE) concentrent l'effectif le plus élevé des migrants originaires de l'Afrique du Nord.

Au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Libye demeure, malgré la réduction de la colonie tunisienne de près de 25 % par rapport à 2010 et la situation sécuritaire dans ce pays, la première destination avec une colonie de près de 69 000 personnes. Enfin, les pays du golfe abritent environ 53 000 personnes dont 17 000 en Arabie saoudite et 19 000 aux Emirats arabes unis.

Le profil des tunisiens résidant à l'étranger a connu un changement au cours de la dernière décennie. Jusque dans les années 90, les émigrants ont été employés dans des secteurs exigeant d'eux des diplômes intermédiaires. Toutefois, aujourd'hui ils sont de plus en plus nombreux à travailler dans des secteurs nécessitant de hautes qualifications. L'effectif des travailleurs tunisiens instruits a doublé en Europe au cours de la dernière décennie. Par exemple, parmi les hommes émigrant vers la France, 18 % possédaient une instruction de niveau tertiaire en 2008, avec une tendance qui se maintient actuellement⁹. Bien que la diaspora tunisienne ne soit pas dense comparée à celle d'autres pays de la sous-région Moyen-Orient et Afrique du Nord, elle est, en revanche, devenue de plus en plus qualifiée. D'après les données de l'OCDE, il y a environ 94 000 tunisiens hautement qualifiés dans les pays de l'OCDE, soit 8,9 % de la population tunisienne émigrée dans ces pays¹⁰.

2.2 Migration et facteurs économiques structurels en Tunisie

Une économie faiblement créatrice d'emplois

L'immigration constitue pour les travailleurs tunisiens un important moyen une source d'emplois depuis la deuxième moitié du XXe siècle. Historiquement, elle a contribué à la réduction des pressions démographiques sur le marché du travail. Mais le défi de l'emploi a émergé au premier rang des priorités sociales et politiques tel que révélées par la révolution de janvier 2011. En effet, le taux de chômage en Tunisie s'est établi en 2013 à 16,7 % de la population active (avec des projections estimées à 16 % en 2014 et 15 % en 2015), en léger repli par rapport à 2012 (17,6 %) et 2011 (18,9%)¹¹, mais toujours en aggravation par rapport à la situation de référence d'avant révolution (14,8 % en 2010).

⁷ Recensement général de la population et de l'habitat, Institut national de statistique (INS), Septembre 2014.

⁸ Office des tunisiens de l'étranger : <http://www.ote.nat.tn>.

⁹ Office des tunisiens de l'étranger : <http://www.ote.nat.tn>.

¹⁰ Cependant, par rapport aux populations des pays d'accueil, la diaspora hautement qualifiée ne représente que 0,87 % de la diaspora tunisienne.

¹¹ Rapport de l'INS, 2012-b

La baisse enregistrée cache cependant d'importantes disparités relatives à l'égalité des sexes. Selon le rapport de l'Observatoire national de l'emploi et des diplômes, sur le marché du travail en Tunisie, les jeunes âgés de 15 à 29 ans sont les plus touchés par le chômage en 2013, avec un taux de chômage de 35,2 %. Le taux de chômage de la tranche d'âge 15-24 ans reste aussi élevé, atteignant 37,6 %. Les femmes, victimes du chômage, sont plus nombreuses que les hommes. En effet, le taux de chômage chez les femmes s'élève à 43,5 % contre 20,9 % pour les hommes. Par rapport à l'année précédente, les disparités régionales se sont aussi creusées avec 54,5 % dans le Sud-Ouest (contre 26,9 % auparavant), 48,3 % au Sud-Est (contre 24,8 %) et 45,9 % au Centre-Ouest (contre 28,6 %). D'après des résultats plus récents de l'Enquête nationale sur la population et l'emploi, le taux de chômage s'est établi à 15,3 % au troisième trimestre de 2014, avec 12,8 % chez les hommes et 21,9 % chez les femmes, contre respectivement, 13,1 % et 22,5 %, à la même période en 2013.

En réalité, la situation du chômage en Tunisie est caractéristique des dysfonctionnements de l'ancien modèle de développement. Ce modèle s'est, en effet, essoufflé, avec une croissance potentielle (à moyen et long terme) qui n'a pas dépassé, dans le meilleur des cas, 4,9 % par an. Cela équivaut à un potentiel de création maximale de 70 000 emplois additionnels par an contre une moyenne de 90 000 primo-demandeurs additionnels d'emplois (dont 80 000 nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur par an), et ce durant la période 2000-2010 (65 875 emplois additionnels entre 2007 et 2010). C'est ce qui ressort de l'estimation des élasticités de l'emploi par rapport à la croissance, calculées par le rapport entre le taux de croissance de l'emploi (mesurée par le taux de variation de la population active occupée) et le taux de croissance de la valeur ajoutée (prix constants)¹².

Tableau 1: Estimations des élasticités emploi - croissance (ensemble de l'économie)

	Population active occupée (en milliers d'habitants)	Création additionnelle d'emplois	Taux de chômage (en pourcentage)	Taux de croissance annuel moyen (en pourcentage)		Élasticité emploi/croissance
				Emploi	Val. ajoutée	
2006	3004,9	-	12,5	-	5,5	-
2007	3085,1	80 200	12,4	2,67	6,3	0,42
2008	3155,4	70 300	12,4	2,27	4,5	0,51
2009	3198,9	34 500	13,3	1,38	3,1	0,45
2010	3277,4	78 500	13	2,45	3	0,81
2007-2010	3179,2	65 875		2,2	4,2	0,52
2011	3139,8	-137 600	18,3	-4,19	-1,9	Non significative
2012	3231,6	91 800	17,6	2,92	3,7	0,78
2013	3315,3	83 700	15,9	2,59	2,6	0,99
2012-2013	3273,4	88 250		2,76	3,15	0,88

Source : Mouley, S. 2014. T.

Sur la période 2007-2010, la croissance n'a pas créé suffisamment d'emplois. Par ailleurs, l'élasticité moyenne de l'emploi par rapport à la croissance est de 0,52 pour une capacité de création annuelle moyenne additionnelle d'emplois de l'ordre de 65 875 (soit une création de seulement 16 470 emplois par point additionnel de croissance). Les résultats pour la période de transition, 2011-2013 ne permettent pas de conclure. La perte exceptionnelle d'emplois en 2011 (-137 600) associée à une récession sans précédent (-1,9 % de croissance de la valeur ajoutée) et les taux de croissance affichés en 2012 et 2013 dénotent d'une prépondérance plus accrue des services d'administration

¹² Mouley, S. 2014.

publique dans les activités non marchandes (16,78 % en moyenne contre 15,06 % en 2010). Les services non marchands de l'administration publique ont cru pendant cette période pour atteindre une moyenne de 6,8 % contre 4,8 % en 2010. Ils ont donc contribué artificiellement à la dynamique de croissance en raison des recrutements massifs dans l'administration publique (48 000 nouveaux fonctionnaires) et des augmentations substantielles des traitements et salaires publics¹³. Pour ces raisons, l'augmentation de l'élasticité moyenne de l'emploi par rapport à la croissance à hauteur de 0,88 est à interpréter avec prudence. Dans l'ensemble, certains secteurs n'ont pas contribué à la baisse du chômage. Il s'agit essentiellement de l'agriculture (-0,8) et l'industrie des matériaux de construction (-0,4) qui ont connu une baisse de la population occupée. Quant au secteur du textile et de l'habillement, il a enregistré une croissance légèrement négative, contribuant à une baisse conséquente de la population occupée dans ce secteur (-0,9 %).

Tableau 2: Élasticités emploi – croissance par secteurs d'activités (2007-2013)

	Variation de la population active occupée par secteur (*)	Variation du PIB sectoriel (*)	Elasticité sectorielle
Agriculture et pêche	-1,5	1,8	-0,8
Industries manufacturières dont :	1,4	3,4	0,4
• Industries agroalimentaires	5,1	2,5	2
• Industries des matériaux de constructions, céramiques et verre	-0,9	2,3	-0,4
• Industries mécaniques et électriques	6,2	7,2	0,9
• Textile, l'habillement et des chaussures	-0,9	-0,1	-
• Industries non manufacturières	2,9	-1,2	-2,4
Services dont :	2,3	3,6	0,6
• Commerce	2,6	2,8	1
• Transport et télécommunication	1,6	5,9	0,3
• Hôtel et restauration	0	-0,3	-0,1
• Banques et assurances	0,7	5,5	0,1
Total	1,5	3,1	0,5

Source : Institut de la Méditerranée Tunisie, 2014.

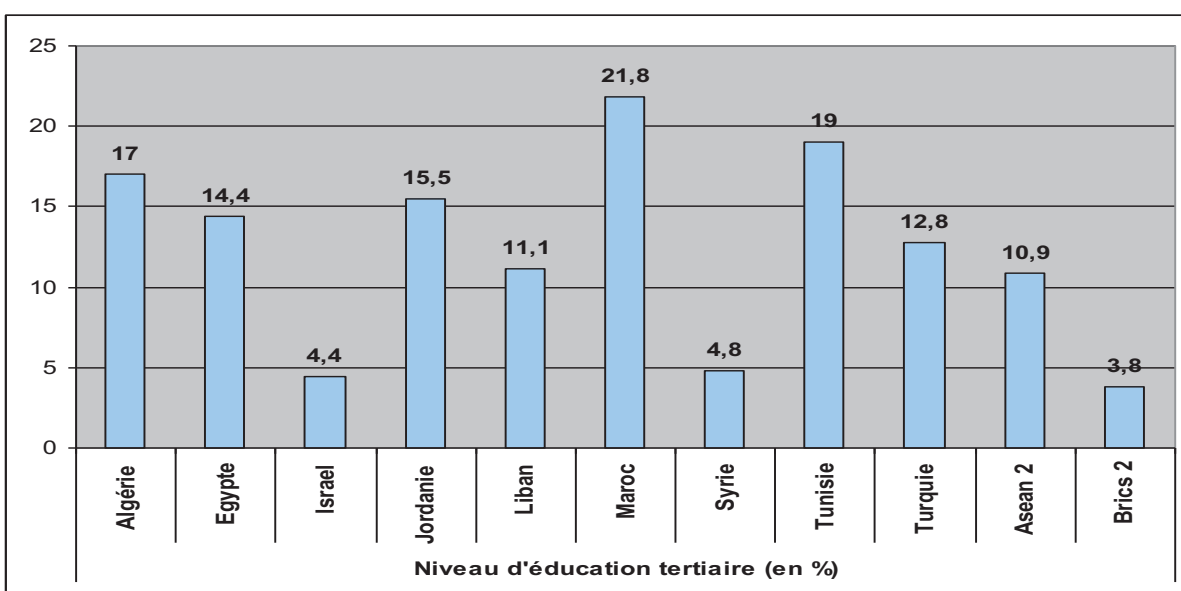
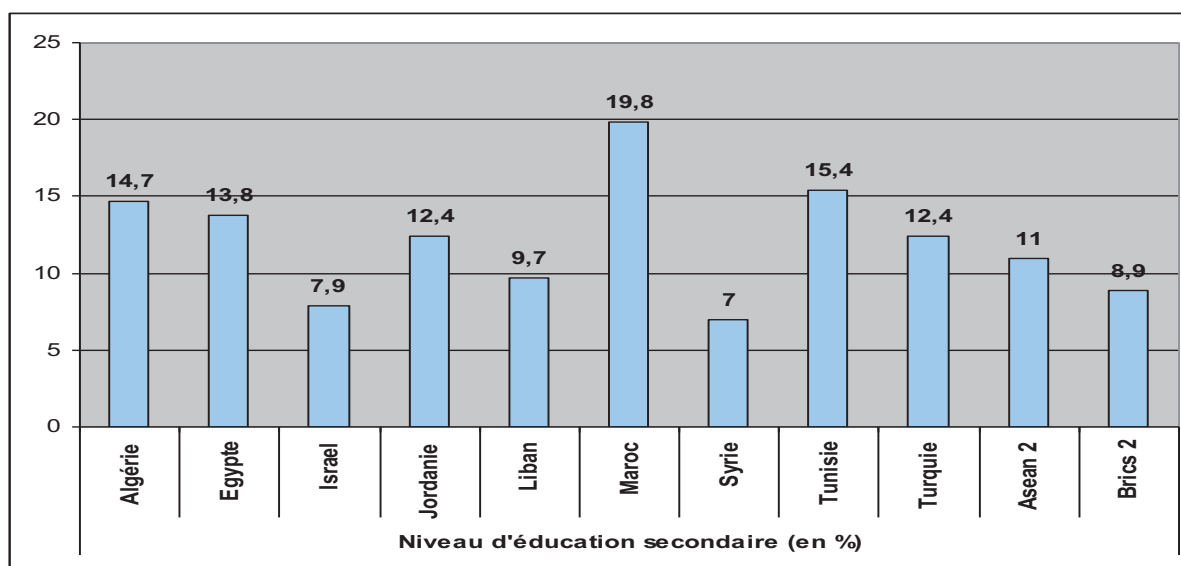
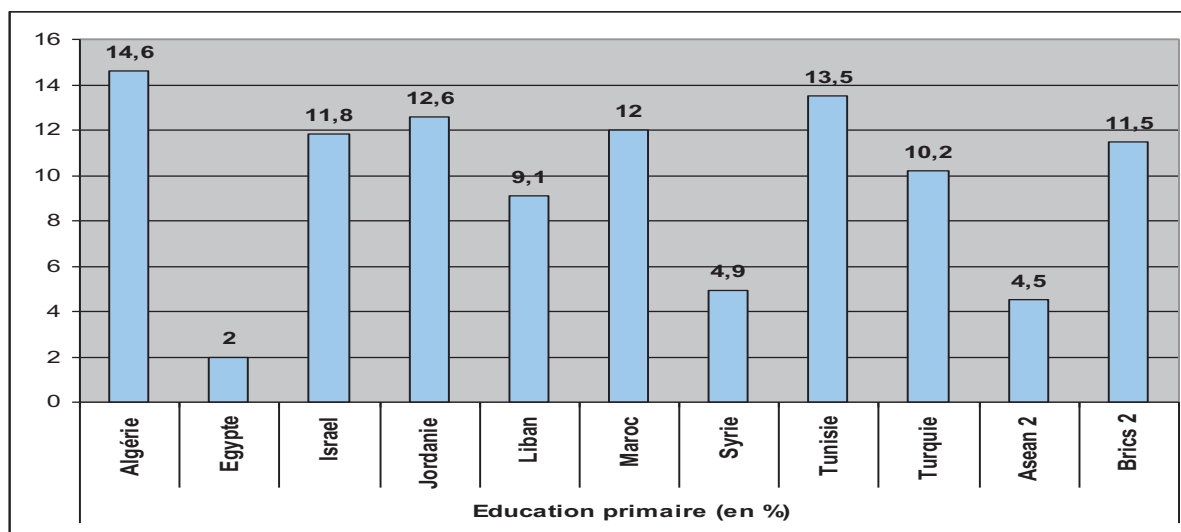
(*) Moyenne annuelle 2007-2013

L'augmentation du chômage, des niveaux d'éducation et des diplômes, sources de l'exode des jeunes diplômés

Le chômage, qui tend à être structurel, résulte d'une inadéquation à la fois quantitative (entre les formations supérieures et les besoins du secteur privé) et qualitative (les diplômés n'ayant pas les compétences requises pour intégrer le marché du travail). Ainsi, le chômage en Tunisie est caractérisé par un taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Ce taux est, en effet, passé de 30,7 % en 2010 à 30,9 % en 2011 et à 33,2 % en 2012. Il a quasiment doublé entre 2006 et 2014 où il est passé de 17 % à 31,4 % début 2014. À l'instar des autres pays méditerranéens (sauf Israël et Turquie), le taux de chômage augmente en Tunisie avec le niveau d'éducation.

¹³ C'est ce qui explique d'ailleurs que le poste rémunérations publiques a explosé, passant de 6,8 milliards de dinars tunisiens en 2010 à 7,6 milliards de dinars tunisiens en 2011, 8,6 milliards de dinars tunisiens en 2012 et 9,7 milliards de dinars tunisiens en 2013. Ce poste qui a représenté plus de 51 % du budget courant de l'État est entre autres à l'origine de l'aggravation du déficit budgétaire.

Figure 1 : Taux de chômage par niveaux d'éducation (2010, 15 ans et +)



Source : Institut de la Méditerranée, antenne tunisienne, 2014. Sur la base des données de KILM, ILO - ASEAN 2 (Indonésie, Philippines), BRICS 2 (Russie, Brésil).

Se pose donc la question du taux de chômage alarmant des jeunes diplômés malgré les investissements massifs dans le secteur de l'éducation. En effet, même si la Tunisie dispose d'un riche capital humain qualifié, les diplômés sont ceux qui peinent le plus à trouver un emploi. Le nombre total des diplômés et le taux de chômage de ces derniers n'ont cessé d'augmenter. La scolarisation massive et la révision des critères de sélection ces dernières décennies ont facilité l'accès à l'enseignement supérieur ont été à la base de l'augmentation du taux de chômage des jeunes diplômés du supérieur.

Ce taux trop élevé est le triple de ce que l'on observe en Amérique Latine et supérieur à la moyenne méditerranéenne (seul le Maroc a un taux de chômage des diplômés universitaires plus élevé dans la région). Ici aussi les femmes sont les plus touchées. Une femme diplômée universitaire sur trois est au chômage, soit le double du taux de chômage chez les hommes. Le taux de chômage des femmes diplômées du supérieur est passé de 26 % en 2006 à 49,4 % au début 2012 soit un ratio d'une femme sur deux. Malgré un certain recul, il reste très élevé à 40,8 % au début de 2014.

Le poids du secteur informel

L'essentiel des activités de services marchands en Tunisie opère en mode informel. Selon la Banque mondiale¹⁴, la prolifération des activités informelles après la révolution représenterait en Tunisie près de 40 % du PIB et 53,5 % de la main d'œuvre en 2014 (contre 35,6 % en 2012). Aucune mesure spécifique n'a été prise à ce sujet par les différents gouvernements de transition. Il s'agit pourtant d'un secteur qui pose plusieurs problèmes en raison notamment du manque à gagner en termes de recettes fiscales, d'une part, et des conditions de travail ainsi que de l'absence de tout système de protection sociale pour les travailleurs, d'une autre part.

Tableau 3: Part de l'emploi informel (Tunisie versus comparateurs)

	Informalité de l'emploi		Qualité de l'emploi	
	Total des travailleurs en auto-emploi (en pourcentage)		Part de l'emploi vulnérable dans le total emploi (en pourcentage)	
	Mi- 1990-début 2000	Données récentes	Mi-1990-début 2000	Données récentes
Tunisie	29,2	35,6	20,9	na
Algérie	37,8	34,4	30,8	34,4
Égypte	43,6	41,5	26,8	27,3
Maroc	51,5	53,3	47,5	50,5
Moyenne région Moyen-Orient et Afrique du Nord	37,9	34,2	29,8	27,9

Source : KILM et ILO, 2012.

Des retards significatifs en termes de facteurs d'inclusion sociale par rapport aux pays d'accueil

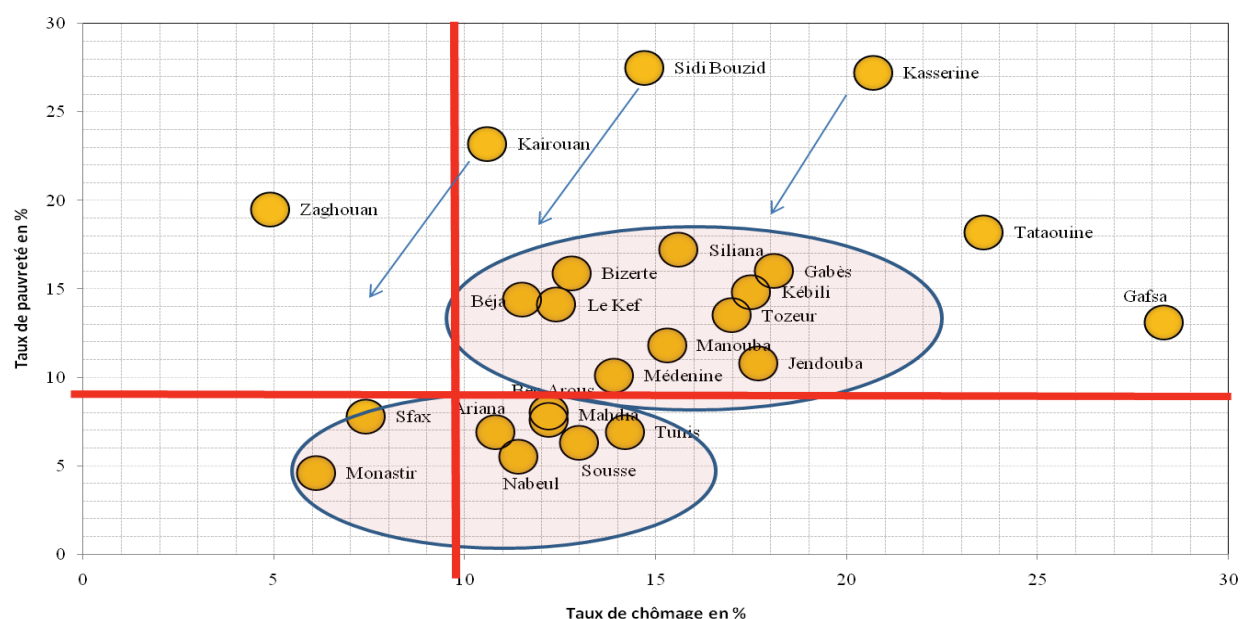
En Tunisie, l'évolution des flux des migrants tunisiens dépend de leurs régions d'origine. Selon des estimations concordantes et des données d'enquête, plus de 64 % des migrants proviennent des régions rurales. Dans le cadre de la revue complète de sa méthodologie, l'Institut national de la

¹⁴ Banque mondiale et DPR, 2014.

statistique (INS) a introduit en 2012 de nouvelles normes de calcul des seuils de pauvreté¹⁵. D'après cette méthodologie et selon le Ministère des affaires sociales, la moyenne nationale du taux de pauvreté est estimée à 24,7 % (15,2 % dans les régions du littoral) contre 15,5 % globalement en 2010. Quant à la pauvreté extrême, elle est passée de 12 % en 2000 à 7,6 % en 2005 et 4,6 % en 2010.

Les chiffres de l'enquête ont aussi mis en lumière de fortes disparités régionales. La région du Centre-Ouest est relativement la plus pauvre avec un taux de pauvreté de 32,3 %, soit le double de la moyenne nationale. La pauvreté touche les régions rurales, lesquelles ont peu ou pas du tout bénéficié des infrastructures économiques et sociales (alors qu'en milieu urbain, la pauvreté est restée relativement modérée). La pauvreté est proportionnelle au chômage et à l'activité économique. En Tunisie, les régions caractérisées par des taux de pauvreté élevés ont aussi des taux de chômage très élevés. La pauvreté est liée à l'importance du sous-emploi dans les gouvernorats à dominance agricole. En général et selon l'indice de Gini, les inégalités interrégionales restent élevées, ce qui confirme que les sentiments d'identification et d'aliénation des citoyens des gouvernorats défavorisés se sont accentués au cours de la période récente.

Figure 2: Disparités régionales



Source : Institut de la Méditerranée – Tunisie, 2014.

¹⁵ Le seuil est fixé à 1 277 dinars tunisiens par an et par individu dans les grandes villes contre 820 dinars tunisiens par an et par individu dans les zones rurales. En revanche, le seuil de pauvreté extrême est fixé à 757 dinars tunisiens par an et par individu dans les grandes villes contre 571 dinars tunisiens par an et par individu dans les zones rurales.

3. Les envois de fonds comme sources de financement

3.1 Les dispositifs réglementaires des envois de fonds

Alors que l'envoi de fonds vers l'étranger par les résidents tunisiens est toujours soumis à certaines mesures de contrôle de change¹⁶ qui encadrent aussi strictement les conditions d'ouverture et de détention de comptes bancaires à l'étranger, les procédures en vigueur en matière de règlements et de paiements internationaux prévoient par contre, l'exécution libre des transferts de revenus en provenance de l'étranger par: i) le crédit d'un compte en dinars convertibles, ouvert au nom des non-résidents¹⁷, ii) le crédit d'un compte de dépôt en dinars ouvert au nom des personnes physiques résidentes.

Depuis 2004, une circulaire de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a précisé les conditions et modalités d'ouverture de comptes étrangers et en devises ou en dinars convertibles au profit des travailleurs tunisiens résidant à l'étranger afin de leur permettre d'avoir une libre disposition de leurs avoirs en devises et les inciter à déposer leurs épargnes dans les comptes bancaires. En vertu de la réglementation des changes¹⁸, les personnes physiques de nationalité tunisienne ne peuvent se prévaloir du statut de non-résident que lorsqu'elles justifient une domiciliation hors de la Tunisie depuis plus de deux ans, ainsi que d'une situation professionnelle régulière dans un pays étranger par la production d'une attestation datant de moins de trois mois délivrée par les autorités consulaires tunisiennes dans le pays considéré, et à condition que cette qualité soit formellement reconnue par la BCT. Cette délimitation s'applique aussi bien aux binationaux.

Le statut de non-résident conféré aux tunisiens résidents à l'étranger leur permet de bénéficier des avantages fiscaux et d'agréments d'octroi d'avantages financiers dans le cadre de la participation à la constitution, en Tunisie, de sociétés totalement exportatrices, telles que stipulées par le code des incitations aux investissements¹⁹, qu'elles aient leurs sièges sociaux en Tunisie ou ailleurs²⁰. En revanche, les personnes morales, constituées par la diaspora, dont le siège social est situé à l'étranger et ayant en Tunisie une activité portant sur des prestations de services au profit de résidents ou sur la réalisation de travaux de toute nature, sont considérées comme non-résidentes. Enfin, le code de prestations des services financiers aux non-résidents²¹ a été ouvert aux prestataires non-résidents de services d'investissement exerçant sous le statut de personnes morales dans les activités d'assurance-risques, de placement et gestion de fonds d'investissement et de capital risque.

Toutefois, dans la pratique, les évaluations de la politique d'incitation aux investissements²² ont tendance à montrer que ces incitations sont orientées, à plus du quart, vers les secteurs protégés, à l'instar de l'agriculture qui accapare 11 % des incitations fiscales et de l'immobilier qui en accapare 17%. En outre, 40 % des projets d'investissements sont réalisés grâce à l'incitation fiscale, transformant cet

16 Pour des détails utiles de quelques évolutions clés de la réglementation des changes en Tunisie, cf. Annexe 1

17 Tel que prévu par le décret N° 77-608 du 27 juillet 1977.

18 Loi N° 76-18 du 21 janvier 1979 portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur, ainsi que l'ensemble des textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée.

19 Tel que promulgué par la loi N° 93-120 du 27 décembre 1993 ainsi que l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée. Pour des détails utiles, le lecteur pourra se référer à l'Annexe 2.

20 Le statut d'une société totalement exportatrice considérée comme non résidente est conditionné par la détention d'au moins 66 % du capital par des non-résidents, tunisiens ou étrangers, au moyen d'une importation de devises ou de dinars convertibles justifiée par un certificat d'investissement établi par un intermédiaire bancaire agréé. Pour celle exerçant dans les activités agricoles et de pêche (respectivement, industrielles et de services), elle doit en outre exporter au moins 70 % (respectivement, 80 %) de sa production avec la possibilité d'écouler le reliquat sur le marché local. Le décret N° 94-489 du 2 février 1994 a aussi fixé des taux minimum de fonds propres exigés pour bénéficier des avantages prévus par le code, selon la nature du projet et à l'exclusion des activités totalement exportatrices.

21 cf. Loi N° 2009-64 du 12 août 2009.

22 ITCEQ, 2008. Le système d'incitation aux investissements en Tunisie, miméo, Mars, Tunis, et Ghazouani, K. 2011. Evaluation des incitations à l'investissement privé: cas du code d'incitation à l'investissement, Document présentée aux journées de l'ACE, Juin.

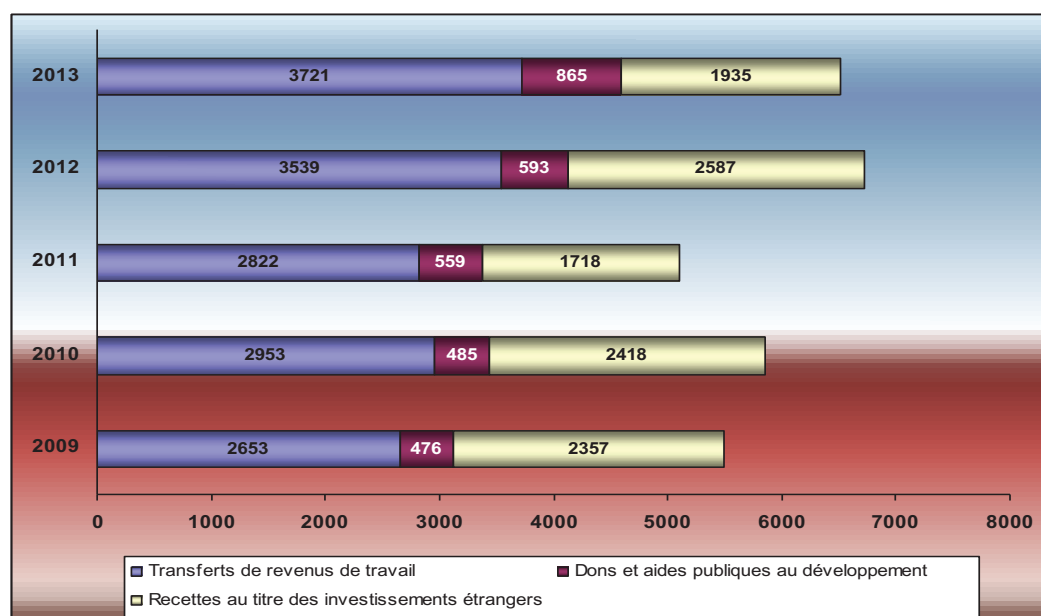
outil en motivation majeure de l'investissement. Par ailleurs, ces mêmes incitations donnent lieu soit à un manque à gagner au niveau budgétaire (cas de l'exonération des sociétés qui représente 41 % des incitations), soit à des décaissements lorsqu'il s'agit de primes à l'investissement (13 % des incitations).

En dehors du fait que l'agriculture constitue un secteur stratégique pour la Tunisie, c'est la généralisation des incitations prévues pour l'exportation qui constitue un obstacle majeur à la politique d'incitation. Si aucune priorité n'est accordée à la qualité des exportations et si les investissements prioritaires dans les innovations technologiques ne font pas l'objet de discrimination positive, surtout lorsqu'il s'agit de combiner apport technologique et plus-value des exportations, les incitations concernées risquent de ne générer aucun profit.

3.2 Les envois de fonds provenant des salaires

Selon les statistiques des balances de paiements, les envois de fonds des tunisiens résidents à l'étranger²³ ont représenté 3 721 milliards de dinars tunisiens en 2013, avec un accroissement annuel moyen depuis 2009 de l'ordre de 267 milliards de dinars tunisiens, soit 9,36 % (figures 3 et 4). Les envois de fonds provenant des salaires des tunisiens résidant à l'étranger sont supérieurs aux investissements étrangers, aux dons et aides publiques au développement. Ces derniers n'ont représenté en 2013 que 1 935 milliards de dinars tunisiens (ou 2,47 % du PIB) et 865 milliards de dinars tunisiens (1,1 % du PIB)²⁴ respectivement. La faible volatilité de cette forme de transfert en fait aussi une ressource plus stable que les autres sources de financement²⁵.

Figure 3: Évolution des recettes au titre des envois de fonds comparée à celles des investissements étrangers et autres revenus de capital (en milliards de dinars tunisiens)



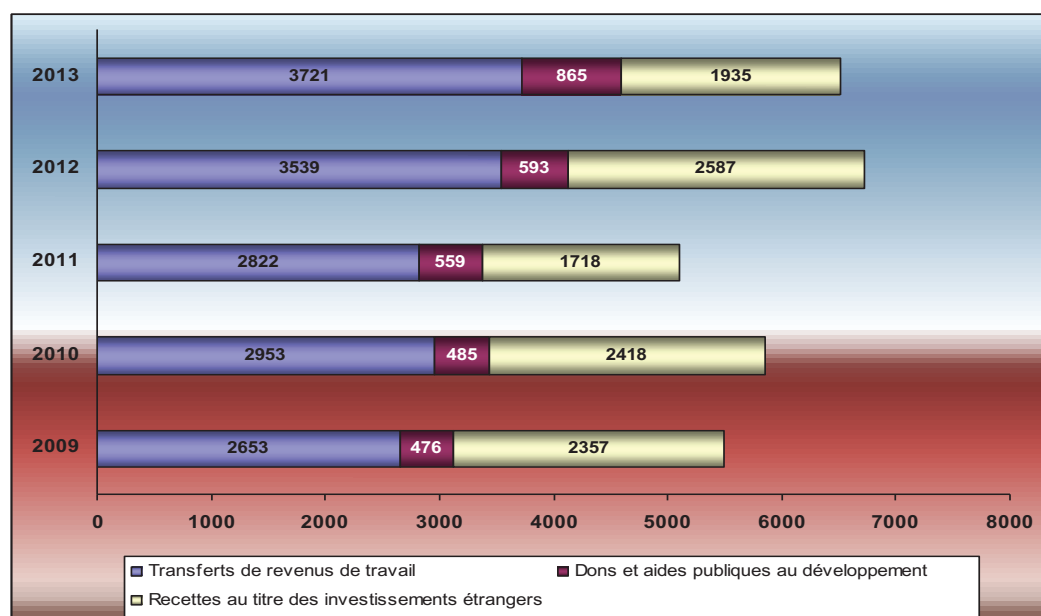
Source : Banque centrale de Tunisie, Statistiques de la balance des paiements (2013).

²³ Il s'agit des transferts au titre des épargnes sur salaires et autres revenus, rapatriés par les tunisiens résidant à l'étranger, tels que déduits de la balance des revenus de facteurs et des transferts courants.

²⁴ Annexe 3, pour des détails utiles sur les principaux soldes de la balance des paiements.

²⁵ Ratha, D. 2003. Worker's remittances: an important and stable source of external development finance, in World Bank global development finance: striving for stability in development finance, Volume.1: Analysis and statistical appendix, 2003.

Figure 4: Évolution des recettes au titre envois de fonds comparée à celles des investissements étrangers et autres revenus de capital (en pourcentage du PIB)



Source : Banque centrale de Tunisie, Statistiques de la balance des paiements (2013).

Les envois de fonds, épargnes de tunisiens résidant à l'étranger, restent marqués par la prédominance des flux en provenance des pays européens (plus de 85 %). Le montant des rapatriements effectués par la colonie tunisienne installée en France s'est accru de 26 % pour se situer à 1717 milliards de dinars tunisiens, soit 48,5 % du total des transferts réalisés à ce titre contre 48,3 % en 2011. Les envois de fonds effectués par les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger, émanant des autres pays européens ont également augmenté en 2012. Les transferts en provenance de l'Allemagne se sont inscrits en hausse pour atteindre 562 milliards de dinars tunisiens, représentant 15,9 % du total. De même, les épargnes des travailleurs, rapatriées d'Italie ont progressé de 24,1 % pour s'établir à 469 milliards de dinars tunisiens, soit 13,3 % du total des flux rapatriés par les tunisiens installés à l'étranger.

Les envois de fonds effectués par les tunisiens résidents dans les pays arabes ont également augmenté (+14,8 %) pour se situer à 310 milliards de dinars tunisiens, soit 8,8 % du total. Avec les pays du Golfe, les envois de fonds ont atteint 249 milliards de dinars tunisiens en 2012 contre 218 milliards de dinars tunisiens en 2011. Les transferts effectués à partir de ces pays se sont accrus à un rythme plus accéléré que ceux des autres pays au cours de la dernière décennie. Pour les tunisiens résidant en Arabie saoudite, les transferts se sont inscrits en hausse de 13,5 % pour atteindre 126 milliards de dinars tunisiens. Viennent ensuite ceux des tunisiens résidant aux Émirats arabes unis. Pour ces derniers le montant des envois de fonds est de 53 milliards de dinars tunisiens. Les envois de fonds des tunisiens résidant dans les pays de l'UMA ont progressé de 18,4 % pour atteindre 58 milliards de dinars tunisiens, suite à la hausse des rapatriements en provenance des pays de cette zone et particulièrement la Libye (Tableau 4).

Tableau 4: Revenus du travail par groupe de pays (en milliards de dinars tunisiens)

Pays	2010	2011	2012	Variations en %	
				2011/10	2012/11
Europe dont:	2.572	2.487	3.144	-3,3	26,4
Union européenne dont:	2.485	2.405	3.036	-3,2	26,2
• France	1.396	1.363	1.717	-2,4	26,0
• Allemagne	446	437	562	-2,0	28,6
• Italie	401	378	469	-5,7	24,1
Pays arabes dont:	309	270	310	-12,6	14,8
• Pays du Golfe	234	218	249	-6,8	14,2
• UME	71	49	58	-31,0	18,4
• Libye	56	35	42	-37,5	20,0
Autres pays	72	65	85	-9,7	30,8
Total	2.953	2.822	3.539	-4,4	25,4

Source : Banque centrale de Tunisie, 2013. Statistiques de la balance des paiements.

L'examen approfondi de la balance des revenus de facteurs et des transferts courants montre que du côté des recettes, les flux reçus au titre des épargnes des travailleurs tunisiens résidant à l'étranger ont certes, progressé en 2013, mais à un rythme moins soutenu que celui enregistré en 2012 (5,14 % contre 25,4 %), pour s'élever à 3 721 milliards de dinars tunisiens. Cette décélération a, en fait, concerné les deux modes de transferts, en espèce et en nature (Tableau 5).

Tableau 5: Revenus du travail par mode de transfert

Année	Total		Apports en espèce		Apports en nature	
	En MDT	Variation en %	En MDT	En % du total	En MDT	En % du total
2009	2,653	8,9	2.104	79,3	549	20,7
2010	2,953	11,3	2.333	79,0	620	21,0
2011	2,822	-4,4	2.165	76,7	657	23,3
2012	3,539	25,4	2.634	74,4	905	25,6
2013	3,721	5,1	2.719	73,1	1.002	26,9

Source : Banque centrale de Tunisie, 2014.

Les apports en espèce ont augmenté de 3,2 % en 2013 pour se situer à 2 719 milliards de dinars tunisiens, niveau qui a été, toutefois, amplifié par la dépréciation du taux de change du dinar tunisien vis-à-vis de l'euro de 7 % et du dollar des États-Unis de 3,9 % (moyennes annuelles). Cela a eu pour conséquences la diminution envois de fonds faits d'épargnes sur les salaires des tunisiens résidant à l'étranger et une réduction de l'envoi de fonds en espèce, de 3,2 %. Quant aux apports en nature, constitués par les acquisitions à l'étranger de matériels de transport par les tunisiens résidents à l'étranger, ils ont continué à s'accroître, pour la deuxième année consécutive, à un rythme soutenu, soit 10,7 % pour atteindre 1 002 milliards de dinars tunisiens (contre +37,7 % et 905 milliards de dinars tunisiens en 2012).

Ce progrès s'explique, principalement, par l'entrée en vigueur depuis mai 2012 de la décision réglementaire relative au relèvement de l'âge maximum des voitures importées sous le régime de Franchise pour changement de résidence (FCR) par les tunisiens résidents à l'étranger, de 3 à 5 ans. Concernant les recettes au titre des transferts courants, elles ont enregistré une forte accélération

(+40 %). Elles ont atteint 615 milliards de dinars tunisiens en 2013, suite à l'effet conjugué de l'augmentation des dons en nature, octroyés par la Turquie (51 milliards de dinars tunisiens) et l'accroissement des impôts perçus sur les activités des compagnies pétrolières étrangères, installées en Tunisie.

Les flux recensés durant la dernière période (2009-2013) montrent que bien que les envois d'épargnes des travailleurs tunisiens résidant à l'étranger, aient représenté en moyenne 25,6 % de l'épargne nationale brute durant la dernière période et 4,66 % du PIB (contre une moyenne de 5,3 % pour la sous-région Afrique du Nord et 9,1 % au Maroc). Elles ont faiblement contribué à l'investissement brut de seulement 16,5% (Tableau.6).

Tableau 6: Repères structurels des contributions des transferts

	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts de revenus de travail (en millions de dinars tunisiens)	(2653)	(2953)	(2822)	(3539)	(3721)
(en pourcentage du PIB)	(4,51 %)	(4,65 %)	(4,36 %)	(5,02 %)	(4,75 %)
(en pourcentage de l'épargne nationale brute)	(20,7 %)	(20,1 %)	(25,9 %)	(32,3 %)	(28,7 %)
(en pourcentage de la FBCF)	(18,2 %)	(18,9 %)	(20,1 %)	(22,6 %)	(21,5 %)
Épargne nationale brute (en milliard de dinars tunisiens)	(12 811)	(14 654)	(10 874)	(10 926)	(12 926)
(en pourcentage du PIB)	(21,8 %)	(23,1 %)	(16,8 %)	(15,5 %)	(16,5 %)
FBCF (en milliard de dinars tunisiens)	(14 574)	(15 543)	(14 046)	(15 649)	(17 312)
(en pourcentage du PIB)*	(24,8 %)	(24,5 %)	(21,7 %)	(22,2 %)	(22,1 %)
Déficit épargne brute / Investissement brut (en pourcentage du PIB)	-3,0	-1,4	-4,9	-6,7	-5,6
PIB au prix du marché (en milliard de dinars tunisiens)	58 768	63 441	64 730	70 491	78 334
Comparateurs régionaux (**)	Moyenne 2009-2013				
(Maroc)	(7,10 %)				
(Égypte)	(5,90 %)				
(Tunisie)	(4,65 %)				
(Algérie)	(1,60 %)				

Source : Calculs de l'étude sur la base de l'Institut national de la statistique (2014) et de la Banque centrale de Tunisie (2014).

(*) Taux d'investissement.

(**) Remittances (en pourcentage) du PIB (Banque mondiale, World Development Indicators, Moyenne 2009-2013).

3.3 Les envois de fonds au titre des parts des tunisiens de l'étranger sur le marché financier

Au niveau de la balance des opérations en capital et financières, les recettes en matière des investissements de portefeuilles, en actions au titre de la souscription par des non-résidents (tunisiens et étrangers) à des opérations d'augmentation de capital de sociétés cotées (ou en procédures d'admission à la bourse des valeurs mobilières de Tunisie - BVMT), ou en obligations au titre de la souscription à des emprunts obligataires privés ou publics (bons de trésor assimilables ou cessibles) et en fonds communs de créances (FCC), sont nettement plus faibles que celles relatives aux transferts

des épargnes des travailleurs tunisiens résidant à l'étranger (Tableau 7). D'ailleurs, et d'une manière générale, la contribution du marché financier dans le financement de l'investissement privé (FBCF privé) demeure en deçà des normes de comparateurs et concurrents régionaux²⁶.

Tableau 7: Évolution comparée des recettes et des dépenses au titre des opérations de la balance des paiements (en milliard de dinars tunisiens)

	2010	2011	2012	2013
Opérations de paiements courants				
Recettes	35 268	35 201	38 884	40 463
Dépenses	38 280	39 967	44 696	46 765
Solde	-3012	-4766	-5812	-6302
dont Revenus de facteurs et transferts courants				
Recettes	3438	3381	4132	4586
Dépenses	3424	3493	3462	3887
Solde	14	-112	670	699
Pour mémoire: (Recettes des revenus du travail)	(2953)	(2822)	(3539)	(3721)
Opérations en capital et financières (en milliard de dinars tunisiens)				
Recettes	6014	7113	11609	8069
Dépenses	3381	4833	3780	3067
Solde	2633	2280	7829	5002
dont: Investissements directs étrangers	(2418)	(1718)	(2587)	(1935)
Pour mémoire: (Recettes - engagements au titre des investissements directs étrangers - IDE)	(2165)	(1616)	(2504)	(1815)
(Recettes - engagements au titre des investissements de portefeuille)	(253)	(102)	(83)	(120)

Source : Banque centrale de Tunisie, 2013. Statistiques de la balance des paiements.

Une analyse de la part nette des investissements externes dans la capitalisation boursière montre que la moyenne de détention des tunisiens résidants à l'étranger (TRE) de capitaux traités sur la côte de la bourse n'a été que de l'ordre de 3,7 % de la capitalisation boursière durant la période 2004-2006, en total repli en 2008-2010 de l'ordre de 1,5 % et une légère reprise, mais faible de l'ordre de 2,3 % durant la période de transition (Tableau 8).

²⁶ Annexe 4.

Tableau 8: Indicateurs du marché boursier

	2002	Période antérieure			2008-2010	Période de post-transition (*)
	2003	2004-2006	2007			
Indice Tunindex	1119,2	1250,2	1759,3	2614,1	4098,9	4722,25
Capitalisation boursière (en milliard de dinars tunisiens)	2842	2976	4139	6527	11937	14452
Part des étrangers dans la capitalisation boursière	23,4 %	25,1 %	27,1 %	28 %	22,3 %	20,2 %
Part des capitaux retraités sur la côte de la bourse	10,9 %	12,2 %	9,3 %	18,8 %	9,8 %	9,2 %
Part nette des étrangers dans les capitaux traités sur la côte (en milliard de dinars tunisiens) (en pourcentage) dont:	355 12,5 %	384 12,9 %	736 17,8 %	601 9,2 %	1480 12,4 %	1589 11 %
(Institutionnels et autres pérateurs privés)	(9,8 %)	(10,2 %)	(14 %)	(7,3 %)	(10,9 %)	(8,7 %)
(Non-résidents tunisiens)	(2,7 %)	(2,7 %)	(3,7 %)	(1,9 %)	(1,5 %)	(2,3 %)
PER du Marché	7,7	10,4	14,1	16,2	15,4	16,4
Rendement (Dividendes / Capitalisation boursière)	5,8 %	6 %	4,1 %	2,9 %	3,3 %	2,7%
Price Book Value (Capitalisation boursière / Capitaux propres)	0,9	0,9	1,2	1,6	2,2	2,0

Source : Calculs de l'étude sur la base des données de la BVMT (2013).

(*) Moyenne 2011-2012.

4. Analyse des marchés formels et la logique des acteurs

Les données fournies par les balances des paiements ne concernent que les envois d'argent formels effectués par les migrants. Elles ne prennent donc pas en compte ni les envois effectués via des opérateurs privés, ni les envois effectués de manière informelle. Selon les experts, ces derniers pourraient représenter jusqu'au double des échanges formels.

L'analyse du marché des envois d'argent fait ressortir: i) le poids relativement important des envois d'espèces, peu coûteuses mais fortement rémunératrices et sans risque; ii) le recours croissant à d'autres produits de transfert, en particulier le virement de compte à compte avec paiement d'une partie en espèces; iii) l'augmentation sensible de l'offre de produits de bi bancarisation classique; iv) l'intérêt premier des intermédiaires financiers pour les migrants et pas pour les familles récipiendaires, d'où un impact négatif sur l'inclusion financière (notamment la bancarisation) des populations bénéficiaires des envois qui se traduit par la préférence pour les envois d'espèces.

De par la réglementation, les institutions de microfinance, les opérateurs de téléphonie mobile et les autres sociétés maîtrisant les technologies de la monétique, n'interviennent pas sur le marché des envois. En revanche, quatre types d'acteurs sont concernés: i) les sociétés de transfert d'argent, avec une clause de quasi-exclusivité en particulier pour Western Union et Money Gram; ii) les banques: les produits financiers qu'elles offrent rencontrent peu d'engouement parmi les migrants, non seulement pour des raisons de mercatique, mais aussi parce qu'ils ne sont pas réellement dédiés et ne répondent pas à leurs besoins spécifiques²⁷; iii) la poste et iv) les acteurs des marchés financier et boursier dans leur dynamique naissante de mobilisation de l'épargne des migrants.

4.1 Une taxinomie des coûts de transferts

Les différents modes de transfert et les types d'opérations

Plusieurs canaux de transfert existent et certains sont plus ou moins utilisés : i) les transferts de compte à compte ; ii) les mandats postaux et iii) les opérations de transfert d'argent. Les facteurs qui entrent en compte dans le choix du mode de transfert concernent le statut du migrant dans le pays d'accueil et la couverture géographique des institutions financières formelles dans son pays d'origine. Le tableau suivant identifie les avantages et les inconvénients de ces canaux.

²⁷ Certaines banques se sont néanmoins focalisées sur le développement d'un partenariat avec les sociétés de transfert d'argent (STA) dans des produits de mobile banking, tels que l'ouverture de compte, la gestion des opérations et les transferts.

Tableau 9: Modes de transferts

Type de transfert	Avantages	Inconvénients
Virements bancaires	Sécurité et fiabilité du système bancaire Coûts faibles pour transfert de montant élevé Large réseau dans les pays expéditeurs	Coûts élevés pour petits montants L'expéditeur et le destinataire doivent disposer d'un compte bancaire Couverture bancaire faible dans les pays destinataires
Transferts postaux	Coûts faibles par rapport aux autres opérateurs formels Grande accessibilité due à un large réseau dense dans les pays récipiendaires	Délais longs et irréguliers
Sociétés spécialisées (opérateurs d'envoi d'argent)	Délai rapide d'exécution (moins de 15 minutes) Sécurité et fiabilité Bonne couverture dans les centres urbains et parfois en zones rurales	Coûts élevés surtout pour les faibles montants Taux de changes défavorables

Source : Observatoire des services bancaires, Banque centrale de Tunisie, 2014.

Les types d'opérations fréquemment utilisées dans les circuits formels recouvrent : i) les transferts d'argent compte à compte²⁸, compte à espèces, espèces à compte ou espèces à espèces ; ii) les transferts carte à carte²⁹ ou carte à espèces³⁰; iii) les transferts par des mandats postaux³¹.

La tarification des services de transferts dans les circuits formels

Malgré l'augmentation des opérateurs, les transferts de fonds se caractérisent par des coûts relativement élevés, et avec des tarifs d'envois qui varient considérablement dans les pays expéditeurs. Contrairement aux faibles frais de transferts informels estimés à moins de 3 %, les coûts de transaction des envois de fonds passant par les circuits formels sont estimés en moyenne entre 12 % et 15 % des montants envoyés³².

La Banque mondiale a créé un baromètre des données sur les frais d'envoi et de réception associés aux envois de fonds effectués par les migrants d'un pays à l'autre. Un site contient des informations sur 226 couloirs (ou corridors) de transfert³³, reliant 32 pays d'origine de l'envoi des fonds à 89 pays récipiendaires des envois de fonds³⁴. Une cartographie des coûts moyens de transferts par nature d'opérations (Tableau 10) montre en parallèle que les coûts moyens estimatifs des opérations de comptes à comptes figurent parmi les plus élevés des transferts dans les circuits formels, avec respectivement, 10,7 % des montants transférés:

28 Transfert d'argent compte à compte entre banques par le réseau mondial SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication).

29 C'est un service permettant la mise à disposition de fonds sur le compte d'une carte d'un réseau international. Le bénéficiaire d'un transfert dispose de la carte en question et peut effectuer des retraits d'argent strictement limités à l'encours disponible. L'envoi d'argent s'effectue par un dépôt sur le compte attaché à cette carte, par tout moyen et éventuellement par débit de la carte bancaire classique du client émetteur. Le bénéficiaire peut retirer tout ou partie de la somme transférée, dans un guichet automatique d'un réseau affilié au réseau international.

30 C'est un service similaire à celui de carte à carte, mais où le bénéficiaire n'a pas besoin de carte et peut retirer les fonds en liquide auprès de l'établissement financier, ce dernier détenant le compte attaché à la carte qui reçoit les dépôts.

31 De même, certains établissements bancaires et financiers, aussi bien dans les pays expéditeurs que récipiendaires, ont aussi créé des agences dédiées aux services au profit des communautés étrangères et proposent des services spécifiques affinitaires pour les opérations de transfert d'argent de la diaspora vers leurs pays d'origine.

32 Ils peuvent atteindre des niveaux record (25 %) lorsqu'il s'agit de petites sommes selon une enquête menée dans les bureaux de poste en France. D'après les résolutions prises à partir du sommet du G8 de Sea Island en 2004 jusqu'au sommet du G20 à Cannes en novembre 2011, des engagements ont été pris dans ce sens pour ramener le coût moyen à 5 % du montant des transferts dans les circuits formels, ce qui représenterait une somme additionnelle de 15 milliards de dollars des États-Unis par an pour les pays en développement.

33 <http://remittanceprices-francais.worldbank.org>.

34 Pour le cas de la Tunisie, des exemples de tarifications disponibles du corridor de transferts des migrants à partir de la France sont présentés à l'Annexe 5.

Tableau 10: Cartographie des coûts moyens de transferts par nature d'opérations

100 euros				
Nature de l'opération	Type de l'opération	Coût moyen de l'opération d'envoi	Coût moyen de l'opération de réception (**)	Coût moyen estimatif total
Comptes à comptes	Virement bancaire	4 %	6,7 %	10,7 %
Comptes à espèces	Western Union	4,9 %	-	4,9 %
	Banque postale (*)	4,9 %	-	4,9 %
Espèces à comptes	Banque postale	7,4 %	-	7,4 %
Espèces à espèces	Money Gram	8 %	-	8 %
	Western Union	9,9 %	-	9,9 %
	Banque postale	5 %	-	5 %
Cartes à espèces	Western Union	9,9 %	-	9,9 %
	Banque postale	5 %	-	5 %
Cartes à cartes	-	-	-	-
Moyenne		6,5 %	6,7 %	7,3 %

Source : Compilations de l'étude sur la base des données de l'Observatoire des coûts d'envoi d'argent à l'étranger, France (2014)³⁵ et de l'Observatoire des services bancaires, Banque centrale de Tunisie (2014).

(*) Mandat postal.

(**) Sur la base de la commission moyenne des virements reçus de l'étranger par le système bancaire tunisien approximée par les niveaux maximums des commissions prélevées par des banques de la place sur les virements reçus :

100 euros								
Nature de l'opération	ATB	BNA	BH	BIAT	BT	Attijari Bank	Amen Bank	Moyenne
Virements reçus en devises	5 DT	15 DT	15 DT	15 DT	15 DT	17 DT	20 DT	14,5 DT
	2,3 €	6,8 €	6,8 €	6,8 €	6,8 €	7,8 €	9,2 €	6,7 €
	2,3 %	6,8 %	6,8 %	6,8 %	6,8 %	7,8 %	9,2 %	6,7 %

Source : Observatoire des services bancaires, Banque centrale de Tunisie (2014).

L'ampleur relative des commissions bancaires prélevées est en fait conditionnée par le niveau élevé des charges opératoires des banques³⁶. Elles s'ajoutent aussi à des niveaux de taux d'intérêt et des marges d'intermédiation jugées élevées compte tenu des exigences de couverture et de financement des coûts de ressources liés à la mobilisation des dépôts³⁷.

En outre, du fait que les migrants diplômés s'installent plus souvent de manière définitive dans le pays d'accueil, notamment parce qu'ils remplissent facilement les conditions du regroupement familial, ils envoient moins de fonds dans leur pays d'origine. Or cette baisse des envois de fonds pèse sur les taux de croissance, ce d'autant plus que les autres types de transferts (investissements directs, capitaux à court terme) fuient les pays à faible volume de capital humain. Ainsi, selon certaines estimations, une augmentation de 10 % du niveau intellectuel des migrants fait baisser le volume des envois de fonds vers les pays d'origine par rapport au PIB (-1 % en moyenne)³⁸.

³⁵ <http://www.envoirdargent.ff>.

³⁶ Coûts opérationnels selon la classification de Bankscope (frais du personnel et autres frais de fonctionnement).

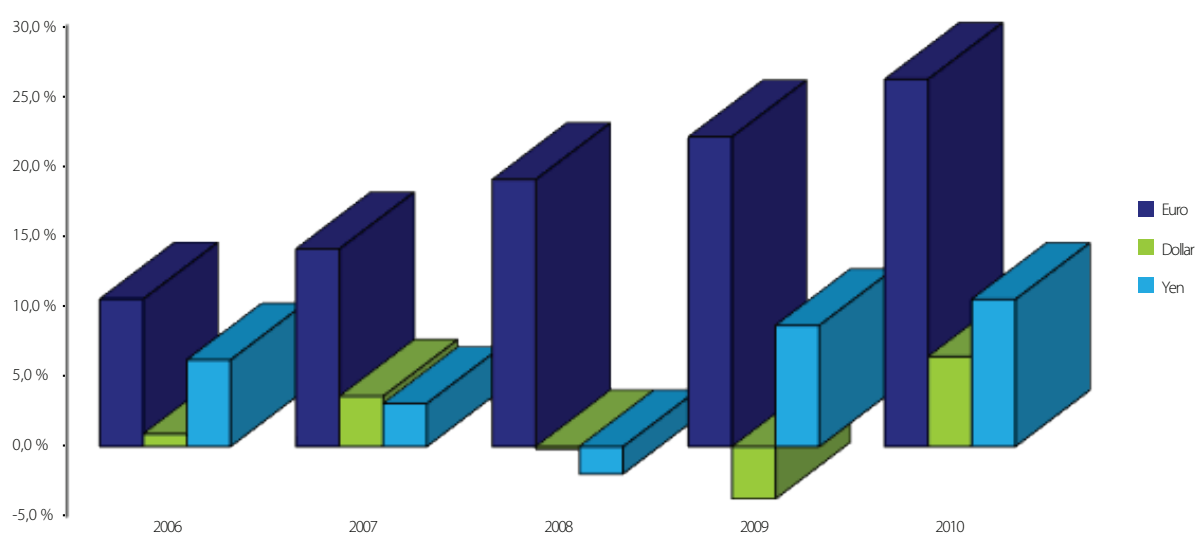
³⁷ cf. Infra;

³⁸ Faini, R. 2007. Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Revue d'Economie du Développement, 2-3, n° 21, pp. 189-195 ; Gupta, S., Patillo, C., Wagh, S. et Al. 2007. Impact of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa', FMI Working Paper, n° 07/38.

4.2 Une généralisation des envois de fonds en espèces par les circuits informels

L'analyse du marché des envois de fonds fait ressortir le poids relativement important des transferts en espèces, peu coûteux mais fortement rémunérateurs et sans risque via des marchés informels. Ce dispositif est fortement encouragé par des logiques de carry trade liés à un taux de change officieux plus favorable aux transferts. En effet, au niveau des effets de change découlant de la dépréciation du change nominal du dinar, principalement vis-à-vis de l'euro, l'évolution des cours moyens annuels du marché interbancaire sur la période 2005-2010 révèle une dépréciation régulière du dinar contre l'euro en terme nominal qui a atteint 26,2 % en termes cumulés.

Figure 5: Taux de variation nominale des taux de change du dinar
(en moyenne annuelle: incertain)



Source : BCT, 2013 et INS, 2013

(*) +: dépréciation - : appréciation

La dépréciation du dinar s'est poursuivie par la suite et de manière galopante notamment à partir de 2013 où l'euro a atteint 2,160 dinars tunisiens contre 1,960 dinar tunisien en 2011, soit une dépréciation de près 10 % en deux ans. Ces dépréciations, sans précédent depuis la création du marché de change en 1994, sont en fait imputables à plusieurs facteurs interdépendants.

D'abord, des facteurs exogènes. En réplique à la crise de la dette souveraine dans la zone euro, la mise en place du Fonds européen de stabilisation financière doté d'un budget de sauvetage sans précédent, ajoutée au programme de rachat (prise en pension) des titres de dette publique par la Banque centrale européenne (BCE), ont conduit à un mouvement d'appréciation de l'euro à partir du dernier trimestre 2011. Un mouvement d'autant plus exacerbé suite au deuxième plan de sauvetage de la Grèce entériné par les chefs d'États de la zone euro. L'appréciation de l'euro s'est poursuivie en 2012-2013 à la suite de la conduite par la BCE d'une seconde génération d'opérations de financement à très long terme puis l'annonce d'un mécanisme d'opérations monétaires sur titres souverains.

Il y a aussi un contexte d'instabilité sociopolitique pendant la transition qui a rendu le taux de change du dinar déconnecté de ses fondamentaux. La crise de fragilisation des équilibres extérieurs (creusement du déficit courant, insuffisance remarquable des entrées nettes de capitaux, difficultés persistantes

de mobilisation de ressources financières externes), la dynamique inertielle de tensions inflationnistes inédites et la migration de l'économie tunisienne au grade spéculatif auprès des agences de notation expliquent en effet la chute de la monnaie nationale.

Les dernières évolutions sur le marché des changes révèlent la persistance de la dépréciation du taux de change du dinar, en réponse à la fragilité récurrente des fondamentaux de l'économie tunisienne, du fait essentiellement des tensions inflationnistes latentes et de l'aggravation des déficits extérieurs. Cette persistance est aussi le résultat de la tendance haussière des deux monnaies d'investissement et d'endettement (l'euro et le dollar des États-Unis) ainsi que de la circulation dans le secteur informel des montants importants de devises. De même, les besoins de financement externe n'ont pas été sans effet sur la valeur du taux de change du dinar. En la circonstance, la défense de la parité du dinar par les autorités monétaires est rendue d'autant plus délicate face à la baisse récurrente des réserves en devises, en relation directe avec les importations pétrolières, l'amplification des mouvements de transferts des bénéfices vers l'étranger assortis d'une évolution limitée de l'activité des principaux secteurs exportateurs.

5. Produits bancaires et non bancaires : impacts sur la bancarisation et l'inclusion financière et sociale

L'intérêt premier des intermédiaires financiers pour les migrants et pas pour les familles récipiendaires a négativement influé sur l'inclusion financière (notamment la bancarisation) des populations bénéficiaires des envois de fonds en Tunisie. En effet, du fait de la préférence pour les envois d'espèces, qu'il s'agisse du circuit officiel ou parallèle, le nombre croissant des bénéficiaires des envois de fonds effectué par les tunisiens de l'étranger contraste considérablement avec le faible nombre de ménages tunisiens disposant d'un compte bancaire, courant ou épargne, auprès d'une institution financière formelle³⁹.

D'une manière générale, la prépondérance des virements de comptes à espèces et d'espèces à espèces, relativement de ceux de comptes à comptes ou d'espèces à comptes, a fait en sorte que les transferts des migrants tunisiens n'ont représenté que 3,4 % en moyenne des dépôts bancaires contre plus de 20 %, par exemple, au Maroc (Tableau 11).

Tableau 11: Situation par secteur des banques (chiffres de fin de période, en milliards de dinars tunisiens)

	Avant la transition		Après la transition	
	2009	2010	2012	2013
Dépôts monétaires	8263	9461	12244	12313
Dépôts quasi monétaires	21 426	23 961	26 838	29 124
dont :				
(épargne logement de non-résidents tunisiens)	(362,8)	(367,5)	(379,2)	(377,7)
(dépôts en dinars convertibles de non-résidents)	(384)	(626)	(785,5)	(974,3)
Dépôts d'engagements extérieurs	5819	6238	7036	7989
dont :				
(dépôts de non-résidents tunisiens)	(394,8)	(399,8)	(393,3)	(419,1)
Total dépôts bancaires	35 508	39 660	46 118	49 426
dont :				
(Dépôts de non-résidents tunisiens)	(1141,6)	(1393,3)	(1558,0)	(1771,1)
(en pourcentage)	3,2 %	3,5 %	3,4 %	3,6 %

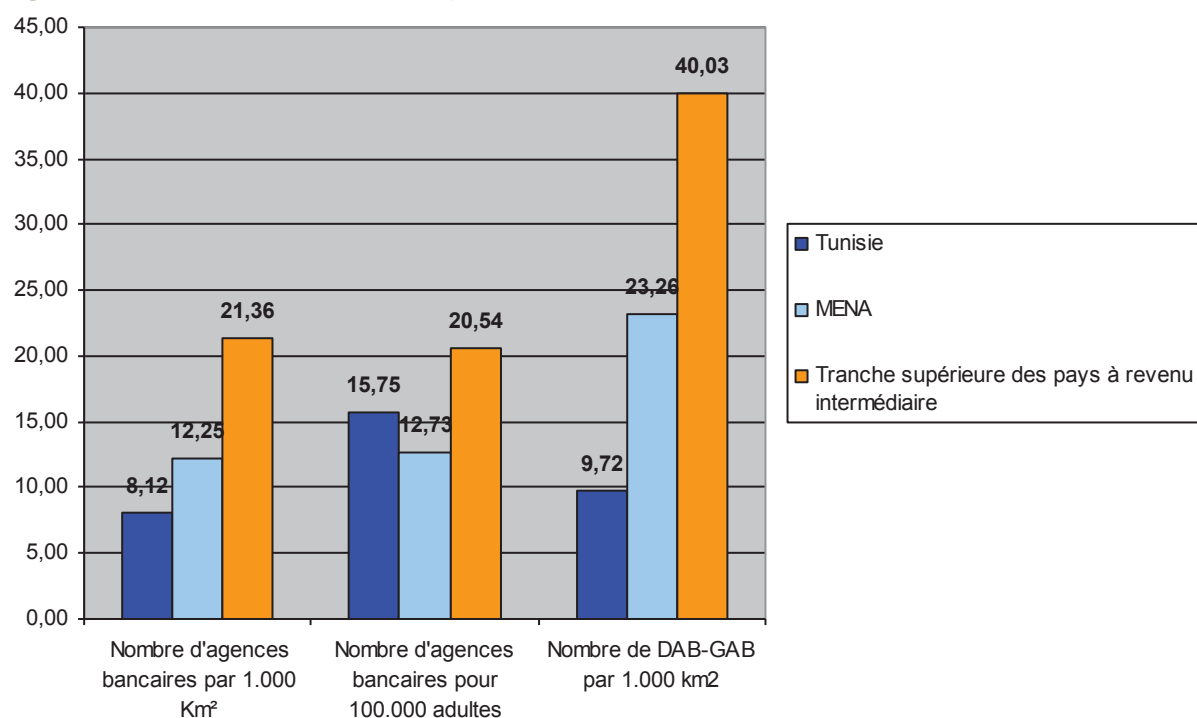
Source : Statistiques financières (Banque centrale de Tunisie), Association professionnelle tunisienne des banques et établissements financiers (APT-BEF) et autres sources de données auprès de banques commerciales.

5.1 Les retards dans l'inclusion bancaire et financière : positionnement comparatif

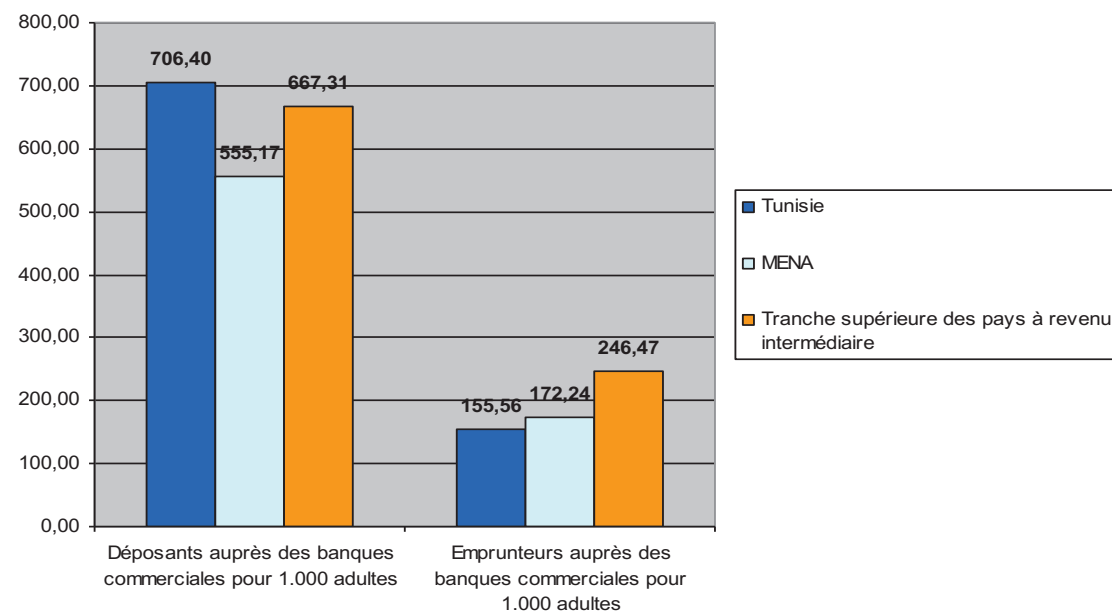
Selon la plateforme du Financial Access Survey (2013)⁴⁰, les données relatives au degré de pénétration bancaire et d'usage des services bancaires (en matière d'emprunts) dénotent des retards d'inclusion de la Tunisie par rapport aux moyennes des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et de la tranche supérieure des pays à revenus intermédiaires.

³⁹ BAD (2011).

⁴⁰ Le FMI a entamé un processus de standardisation et de comparabilité internationale des indicateurs d'inclusion bancaire et financière, en combinant des données comparatives dans un même référentiel qui repose essentiellement sur le niveau des conditions d'accès (offre) et des facteurs de pénétration, couverture et disponibilité de comptes de dépôts bancaires, de services de paiements adéquats, d'octroi de crédits ou de microcrédits (notamment aux pauvres) et de produits d'assurance. La plateforme du Financial Access Survey a été entérinée comme grille de lecture de base des indicateurs d'inclusion financière (Basic Set of Financial Inclusion Indicators) par le sommet du G20 de Los Cabos en juin 2012. La plateforme regroupe des données annuelles de 187 juridictions incluant tous les pays du G20 sur la période 2004-2012.

Figure 6: Pénétration bancaire (moyenne 2007-2012)

Source : Fonds monétaire international, 2013. Financial Access Surveys.

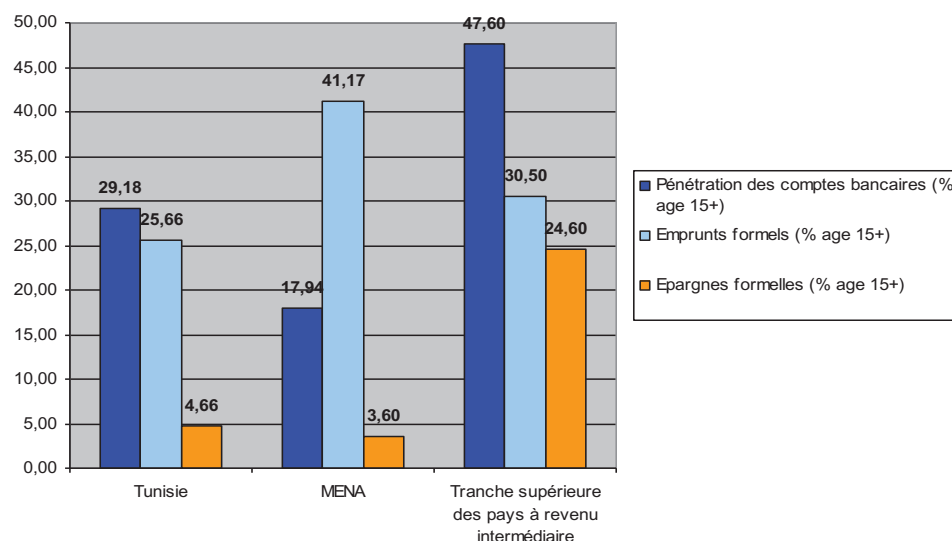
Figure 7: Usage de services bancaires (moyenne 2007-2012)

international (2013), Financial Access Surveys.

Source : Fonds
monétaire

Il en est de même des données en matière d'inclusion financière déduites de la plateforme du Global Findex de la Banque mondiale (2011)⁴¹, qui montrent que les degrés de pénétration des comptes bancaires et de détention de comptes formels de crédits ou d'épargne sont en Tunisie, globalement en deçà des moyennes des comparateurs internationaux.

Figure 8: Inclusion financière globale

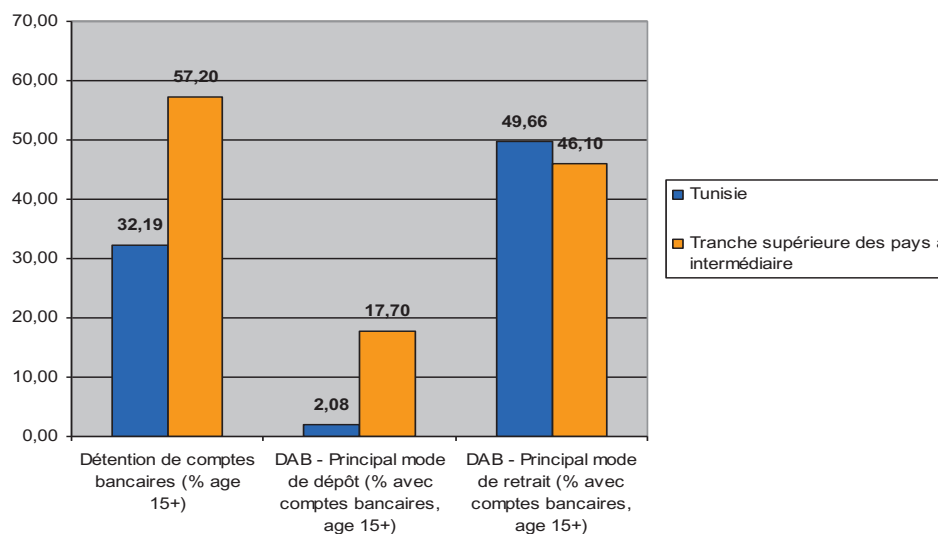


Source : Banque mondiale, 2013. Données Inclusion financière mondiale, Global Findex.

(*) Middle East and North Africa : Moyen-orient et Afrique du Nord.

(**) Upper middle income countries : Tranche supérieure des pays à revenus intermédiaires.

Figure 9: Pénétration des comptes bancaires



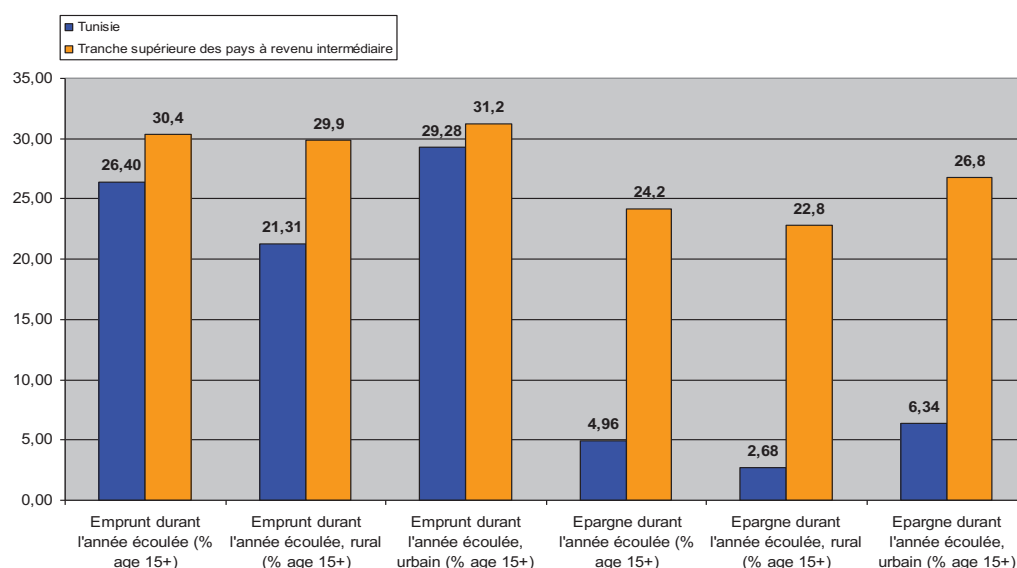
Source : Banque mondiale, 2013. Données Inclusion financière mondiale, Global Findex.

(*) Account at a formal financial institution: Proportion d'individus âgés de 15 ans et plus qui possèdent un compte dans une institution financière officielle (en pourcentage).

(**) ATM is the main mode of deposit : distributeur automatique comme moyen de dépôt (proportion d'individus âgés de 15 ans et plus en pourcentage).

(***) ATM is the main mode of withdrawal : Distributeur automatique comme moyen de retrait (proportion d'individus âgés de 15 ans et plus en pourcentage).

41 Cet indice est basé sur des indicateurs d'usage (demande) de services financiers et de mesure de l'accès des adultes de plus de 15 ans dans 148 économies aux produits suivants : épargne, emprunts, paiements et gestion des risques. Les données ne sont disponibles que pour l'année 2011.

Figure 10: Comptes formels de crédits ou d'épargne (en pourcentage- 15 ans et +)

Source : Banque mondiale, 2013. Données inclusion financière mondiale, Global Findex.

5.2 Les disparités régionales du réseau de bancarisation en Tunisie

L'accès aux services bancaires en Tunisie dénote aussi de disparités régionales patentées. Le réseau bancaire compte en moyenne 1 548 guichets bancaires pendant la période 2011-2013, traduisant une densité moyenne d'une agence pour 6 895 habitants. Bien qu'il paraisse satisfaisant en termes de moyenne, ce niveau cache une disparité tant au niveau de la répartition régionale du réseau bancaire (Tableau 12), qu'au niveau de l'implantation régionale des établissements financiers (Tableau 13).

Tableau 12: Répartition du réseau bancaire par régions (Moyennes 2011-2013*)

Gouvernorat	Nombre de succursales	Nombre d'agences	Nombre de bureaux	Nombre de bureaux de changes	Nombre de centres d'affaires	Total guichets bancaires	Répartition (en pourcentage)
Nord-Est	12	753	13	28	12	818	52,8 %
Nord-Ouest	0	83	9	1	0	93	6 %
Centre-Est	1	220	6	9	2	238	15,4 %
Centre-Ouest	0	54	7	0	0	61	3,9 %
Sud-Est	2	240	8	10	1	261	16,9 %
Sud-Ouest	0	69	8	0	0	77	5 %
Total	15	1419	51	48	15	1548	100 %

Source : APTBEF, 2013. et Rapport de supervision bancaire, BCT, 2013.

(*) Hors réseau des banques offshore et des banques d'affaires.

Tableau 13: Répartition du réseau des établissements financiers par régions
(Moyennes 2011-2013)

Gouvernorat	Établissements de leasing	Sociétés de factoring	Total	Répartition (en pourcentage)
Nord-Est	14	2	16	29,6 %
Nord-Ouest	4	0	4	7,4 %
Centre-Est	8	2	10	18,5 %
Centre-Ouest	1	0	1	1,8 %
Sud-Est	16	2	18	33,4 %
Sud-Ouest	5	0	5	9,3 %
Total	48	6	54	100 %

Source : APTBEF (2013) et Rapport de Supervision Bancaire, BCT (2013).

6. Les déterminants de la faible attractivité des investissements de la diaspora

6.1 Les déficiences du climat des affaires et de la compétitivité

Selon le rapport Doing Business⁴², le positionnement à partir des rangs intermédiaires par composantes de réformes facilitant la pratique des affaires⁴³ permet de relever plusieurs domaines qui sont devenus problématiques durant la période de transition. Les domaines concernés sont la création d'entreprises, l'obtention des prêts, le transfert de propriété et la protection des investisseurs. Ces entraves expliquent la baisse du taux d'investissement ainsi que la faible attractivité en termes d'investissement direct étranger, imputable aux autres obstacles afférents au transfert de propriété et à la protection des investisseurs.

Tableau 14: Pratique des affaires en Tunisie (rang par indicateurs)

Facilité de...	Rang 2014	Rang 2013	Variation dans le classement
Faire des affaires	51 (189)	49 (183)	-2
Création d'entreprise	70	63	-7
Octroi de permis de construire	122	114	-8
Raccordement à l'électricité	55	53	-2
Transfert de propriété	72	69	-3
Obtention de prêts	109	105	-4
Protection des investisseurs	52	51	-1
Paievements des taxes et impôts	60	59	-1
Commerce transfrontalier	31	30	-1
Exécution des contrats	78	77	-1
Règlement de l'insolvabilité	39	39	-

Source: Doing Business in a More Transparent World, World Bank and the International Finance Corporation (2013, 2014).

Dans le même temps, le rapport mondial de la compétitivité (Global Competitiveness Report, version 2013-2014)⁴⁴ a dégradé la compétitivité de la Tunisie. Celle-ci est passée du 40^{ème} rang sur un total de 142 pays⁴⁵ au 83^{ème} rang sur un total de 148 pays avec un score de 4,1 (sur une échelle de 1 à 7). Par ailleurs, les déficiences de l'environnement de la compétition résident essentiellement dans la faible dotation à la fois, au niveau des facteurs d'innovation et de sophistication des affaires (79^{ème} rang avec un score de 3,5 contre 3,9 auparavant) et au niveau des facteurs d'efficacité (88^{ème} rang avec un score de 3,8 contre 4,1 dans le classement précédent). La faiblesse de la notation dans ce registre s'explique par les retards significatifs dans le développement du marché financier avec un score de 3,6 seulement. Selon ce même rapport, la dégradation du climat compétitif et de l'investissement est aussi imputable à plusieurs obstacles majeurs, dont le climat d'instabilité et

⁴² World Bank and the International Finance Corporation, 2013, 2014. Doing Business in a More Transparent World, Washington, D.C).

⁴³ Les composantes retenues englobent les modalités de création d'entreprises, la facilitation du commerce transfrontalier, l'octroi de licences et l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriétés, l'obtention des prêts, la protection des investisseurs, le paiement des impôts et taxes, l'exécution des contrats et les solutions à l'insolvabilité.

⁴⁴ Le Classement du Forum économique mondial se base sur 12 piliers regroupés en trois domaines: i) les fondamentaux qui forment les institutions, l'infrastructure, la stabilité macroéconomique, la santé et l'enseignement primaire, ii) les multiplicateurs d'efficacité (efficiency enhancers) qui forment l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du travail, le développement du marché financier, l'aptitude technologique, la taille du marché, iii) les facteurs d'innovation et de sophistication des affaires (innovation and sophistication factors). En outre, le Forum économique mondial a introduit un nouvel indice de compétitivité durable qui tient compte de nouveaux piliers d'ajustement, la soutenabilité sociale et le développement durable.

⁴⁵ Selon le classement 2011-2012. La Tunisie ne figurait pas dans le classement 2012-2013.

d'incertitude politiques, l'inefficience de la bureaucratie gouvernementale et les difficultés d'accès aux sources de financement avec des scores, respectifs, de 16,5 %, 11,9 % et 9,3 % d'appréciations jugées problématiques par les chefs d'entreprises⁴⁶.

6.2 La faible qualité des institutions et de la gouvernance

Malgré l'avancée de certaines réformes dans la libéralisation de l'économie et la facilitation de la pratique des affaires dans les domaines de la création d'entreprises et de la protection des investisseurs, l'investissement privé ne décolle pas. Ceci a pour corollaire, le chômage. Cette énigme de la croissance peu créatrice d'emplois s'explique par l'incertitude institutionnelle qui augmente les coûts de transaction, sape la crédibilité des réformes et crée un climat défavorable au développement du secteur privé et à l'innovation.

La base de classement générique la plus élaborée en matière de gouvernance est celle de l'Institut de la Banque mondiale⁴⁷. Elle est composée de six indicateurs composites agrégés destinés à évaluer la qualité des institutions : participation et transparence, stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, état de droit et la lutte contre la corruption.

Ces indicateurs sont construits à partir de la compilation statistique d'un grand nombre de réponses à des enquêtes sur la qualité de la gouvernance menées par diverses organisations auprès des entreprises, des citoyens et des experts. L'indice global de gouvernance est calculé comme la moyenne des six mesures précédentes. Un score, variant entre -2,5 (mauvaise gouvernance) et +2,5 (bonne gouvernance), est accordé à chaque pays.

En dépit de l'amélioration relative de la notation de la participation et de la responsabilisation, une dégradation des indicateurs de stabilité politique et d'efficacité des pouvoirs publics a été enregistrée en Tunisie durant la dernière période. Elle est essentiellement due à la qualité de la réglementation, surtout à un autre aspect qui lui directement lié, en l'occurrence la perception de la corruption par le secteur privé⁴⁸.

6.3 Les obstacles à la liberté économique

L'environnement réglementaire demeure un obstacle à la liberté économique en Tunisie, notamment en matière de protection des droits de propriété intellectuelle et de pratiques anticoncurrentielles. De même, les rigidités institutionnelles et le manque d'efficacité de la réglementation du marché du travail demeure un obstacle restrictif pour le développement du capital humain. Comme l'illustre la figure 11, et par rapport aux comparateurs émergents, la Tunisie demeure faiblement classée en matière d'indicateurs de liberté économique globale au sens de Heritage Foundation⁴⁹. L'indicateur de la liberté d'investissement est établi par retrait de points à partir du score le plus élevé (100), en fonction du traitement que le pays réserve aux investissements étrangers et du degré de transparence des lois sur l'investissement et des procédures bureaucratiques connexes, ainsi que selon les estimations des contraintes imposées aux investisseurs en général⁵⁰. La période de transition a en outre connue une forte baisse dans le classement relatif aux droits de propriété (de la note 50 avant 2010-2011 à la note 40 en 2012).

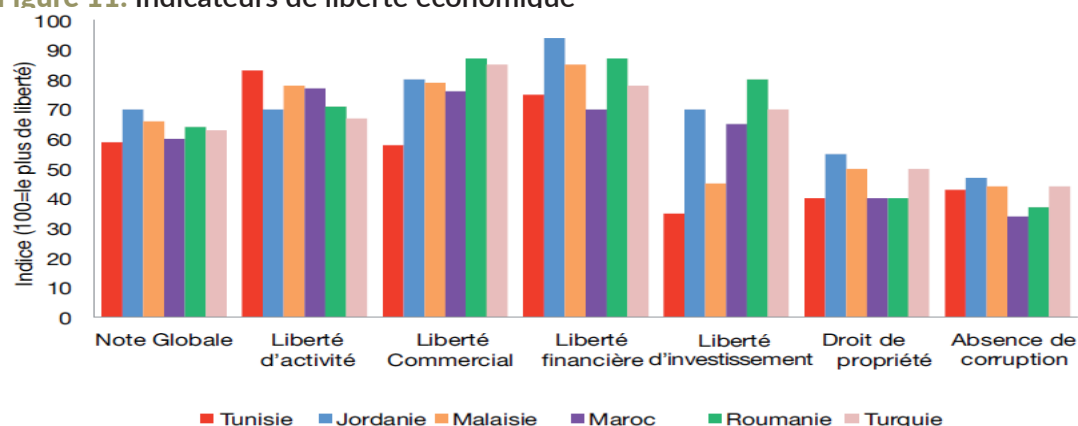
⁴⁶ Annexe 6.

⁴⁷ Institut de la Banque mondiale, 2013. Les indicateurs de gouvernance dans le monde, ainsi que la série de publications Kaufmann, D., A. Kraay, and M. Mastruzzi, Questions de gouvernance (www.govindicators.org).

⁴⁸ Annexe 7.

⁴⁹ Ces indicateurs utilisent une variété de données d'origines diverses pour élaborer des mesures de liberté économique, qui tiennent compte à la fois des politiques de jure et des pratiques réelles, en tenant compte des codes juridiques et d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises, reflétant donc un point de vue plus contextuel de la situation dans un pays donné.

⁵⁰ Pour les sources de données et la méthodologie suivie, cf. (www.heritage.org/index/ranking).

Figure 11: Indicateurs de liberté économique

Source : Heritage Foundation (2012).

Aussi, plusieurs obstacles réglementaires à l'entrée des marchés et des pratiques anticoncurrentielles caractérisent-ils encore l'environnement du système productif en Tunisie. Ces barrières comprennent l'obligation d'obtenir une approbation ministérielle avant d'investir dans certaines activités, en particulier pour les investisseurs étrangers⁵¹. D'autres règlements adoptés pour maintenir les prix à la consommation à un niveau raisonnable auraient également empêché une concurrence efficace et la réalisation de gains de productivité. Les prix sont notamment régulés dans les secteurs représentant 13 % de la production et 20 % de la distribution (ONU, 2006).

C'est dans ce contexte que la Tunisie accuse encore des déficits d'attractivité des investissements étrangers en dépit de la mise en place d'un certain nombre de réformes nécessaires. Le régime off-shore créé par le gouvernement s'est toutefois limité à un nombre réduit d'activités (confection, composants électroniques, etc.) qui relèvent largement de la sous-traitance.

6.4 La lourdeur du système fiscal

L'examen des données des pays similaires ou plus développés montre que le système fiscal en Tunisie souffre d'un défaut majeur. Il y a plus de taxes sur l'emploi que celles sur les biens et services. Il faudrait également signaler que bien que le taux de la pression fiscale soit relativement modéré, le taux d'impôt (consolidé) sur les revenus des entreprises reste élevé. Cela reflète l'existence de nombreuses exonérations et régimes spéciaux. Par ailleurs, le système fiscal comporte plus de taxes en Tunisie que dans modèle fiscal d'autres pays.

Au niveau des indicateurs d'imposition, les taxes et contributions sur salaire ont représenté en moyenne 25,2 % des revenus des entreprises, contre 22,7 % par exemple au Maroc, 18,8 % en Turquie, 13,8 % en Jordanie et une moyenne de seulement 15,5 % dans les pays arabes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En revanche, les taxes sur les biens et services en pourcentage du revenu figurent aussi parmi les plus élevées avec une moyenne de 32 %⁵². Dans le même temps, le système fiscal actuel constitue un frein au soutien de l'innovation. Bien que les propositions d'amendements en cours sur le code des investissements s'orientent vers un nivellement progressif des secteurs off-shore et on-shore en matière d'avantages fiscaux et financiers, la recherche de l'harmonisation dans le traitement fiscal ne consacre pas encore des avantages spécifiques supplémentaires aux secteurs innovants.

⁵¹ D'ailleurs, Des barrières ont été créées dans l'objectif évident de protéger certaines entreprises de la concurrence. Dans d'autres cas, elles ont été conçues pour protéger les secteurs émergents.

⁵² Banque mondiale, 2013. World Development Indicators.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête annuelle sur la productivité 2013 (ITCEQ) conduites auprès des chefs d'entreprise tunisiens indiquent qu'ils considèrent que sa principale faiblesse est la multiplicité d'impôts et taxes, suivie de la complexité du système. Les coûts administratifs de mise en conformité des entreprises, la complexité bureaucratique, les charges sociofiscales sont tous des phénomènes qui, combinés à la rigidité de la législation du travail, entravent la création et l'expansion des entreprises. Ces dernières s'orientent ainsi fréquemment au système parallèle ce qui pénalise considérablement l'emploi formel et les conditions de travail des employés.

6.5 Les contraintes réglementaires pesant sur l'efficacité du marché du travail

Comme l'indique le tableau 14 suivant, la Tunisie semble avoir opté pour une certaine flexibilité à l'embauche⁵³. Quant au salaire minimum en Tunisie, il est l'un des plus faibles de la région Sud-méditerranéenne. Le rapport du salaire minimum sur la valeur ajoutée par travailleur est égal à 0,24. En outre, les salaires ne distinguent pas entre régions, taille d'entreprise et ne tiennent pas compte de la productivité au sein d'un même secteur (BAD, 2013).

Tableau 15: Indicateurs de la difficulté d'embaucher, Tunisie versus pays sélectifs

	Contrats à durée déterminée (CDD) interdits pour les tâches permanentes ?	Durée maximum d'un seul CDD (mois)	Longueur maximale des CDD, y compris les renouvellements (mois)	Le salaire minimum applicable aux travailleurs (US \$ / moi)	Le salaire minimum pour un travailleur de 19 ans ou un apprenti (US \$ / moi)	Rapport du salaire minimum sur la valeur ajoutée par travailleur
Difficulté d'embaucher						
Algérie	Oui	Pas de limite	Pas de limite	211,3	211,3	0,42
Égypte	Non	Pas de limite, mais l'employé peut y mettre fin après 5 ans	Pas de limite	111,1	111,1	0,28
Israël	Non	Pas de limite	Pas de limite	1 140,9	1 140,9	0,29
Jordanie	Non	60 mois	Pas de limite	256,9	256,9	0,41
Liban	Non	Pas de limite mais après 24 mois le travailleur passe en CDI.	24	430,3	430,3	0,39
Maroc	Oui	12 mois	12	279,8	279,8	0,77
Syrie	Non	5 ans	60	151,6	151,6	0,39

53 On notera que la mesure de la difficulté à embaucher d'un pays dépend i) de la capacité des contrats à durée déterminée à effectuer des tâches permanentes, ii) de la durée maximale cumulée des contrats à durée déterminée et iii) du ratio du salaire minimum d'un stagiaire ou d'un nouvel employé sur la valeur ajoutée par travailleur. Une entreprise tunisienne peut établir des contrats d'essai de 12-18 mois et les CDD sont renouvelables. La durée maximum d'un CDD (en incluant les renouvellements) s'élève à 48 mois ce qui reste assez flexible pour l'employeur et plus élastique que ce que l'on observe dans des pays voisins comme le Maroc (12 mois) et le Liban (24 mois). Cependant, après 48 mois d'emploi l'employeur doit proposer un CDI, suite auquel l'agrément préalable des autorités sera nécessaire pour y mettre fin. Cela reste ainsi plus rigide que dans certains pays maghrébins et dans des pays Européens non Union européenne, où il n'y a pas de limite.

	Contrats à durée déterminée (CDD) interdits pour les tâches permanentes ?	Durée maximum d'un seul CDD (mois)	Longueur maximale des CDD, y compris les renouvellements (mois)	Le salaire minimum applicable aux travailleurs (US \$ / moi)	Le salaire minimum pour un travailleur de 19 ans ou un apprenti (US \$ / moi)	Rapport du salaire minimum sur la valeur ajoutée par travailleur
Tunisie	Non	48 mois, renouvellements inclus, -Art 6-4(2) du code de travail	48	198,2	118,9	0,24
Turquie	Oui	Pas de limite	Pas de limite	558,3	167,5	0,12
Argentine	Oui	60 mois	60	635,1	635,1	0,51
Brésil	Oui	24 mois	24	442,0	442,0	0,31
Uruguay	Oui	Pas de réglementation. Toutefois, un contrat de plus de 12 mois n'est pas acceptable.	Pas de limite	757,4	363,5	0,21
Venezuela	Oui	12 mois	24	478,7	356,0	0,22

Source : Institut de la Méditerranée, 2014. Tunisie.

On observe cependant une rigidité excessive au licenciement. En ce qui concerne le licenciement, le code du travail Tunisien figure parmi les plus restrictifs au monde⁵⁴. La mesure de difficulté de licenciement comprend 8 composantes, décrites dans le tableau 16. Le licenciement économique n'est pas rejeté comme base valable de licenciement. Cependant, l'employeur est contraint d'informer une tierce partie (comme par exemple une agence gouvernementale) pour le licenciement d'un travailleur ou d'un groupe de travailleurs licenciés. Par ailleurs, l'employeur doit obtenir l'approbation d'un tiers pour résilier le contrat d'un travailleur, ce qui n'est pas le cas dans la moitié des pays méditerranéens, dans les pays du MERCOSUR et dans les pays européens non Union européenne. En plus de devoir obtenir l'autorisation de se séparer d'un employé, il est fait obligation de trouver une formation d'appoint ou de réaffectation, de privilégier les travailleurs licenciés en cas d'embauche et des règles de priorités de licenciements. Il s'agit là d'une rigidité supplémentaire, bien que d'un point de vue social elle permette de protéger l'employé.

54 BAD, 2013-b.

Tableau 16: Indicateurs liés au licenciement, Tunisie versus pays sélectifs

	Licenciement économique autorisé par la loi comme motif de licenciement ?	Avis aux tiers si un travailleur est licencié ?	Approbation tiers si un travailleur est licencié ?	Avis aux tiers si 9 travailleurs sont licenciés ?	Approbation tiers si 9 travailleurs sont licenciés ?	Reformation ou obligation de réaffectation avant licenciement ?	Règles de priorité de licenciement ?	Règles de priorité de réembauche ?
Difficulté de licenciement								
Algérie	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non
Égypte	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Israël	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Jordanie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Liban	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Maroc	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Syrie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Tunisie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Turquie	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui
Argentine	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Brésil	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Uruguay	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Venezuela	Non							

Source : Institut de la Méditerranée – Tunisie, 2014.

Cependant, le coût de licenciement payé par les employeurs aux employés licenciés reste plutôt faible. Le préavis de licenciement économique est en moyenne équivalent à 4,3 semaines de salaire; ce qui est très faible par rapport aux autres pays méditerranéens et autres pays émergents. Par ailleurs, l'indemnité de départ en cas de licenciement économique est égale à 7,8 semaines, ce qui reste aussi assez faible.

Tableau 17: Indicateurs liés au coût de licenciement, Tunisie versus pays sélectifs

	Préavis de licenciement économique (moyenne travailleurs avec 1, 5, 10 ans d'ancienneté) en semaines de salaire	Indemnité de départ en cas de licenciement économique (moyenne travailleurs avec 1, 5, 10 ans d'ancienneté) en semaines de salaire
Coût du licenciement (semaines de salaire)		
Algérie	4,3	13
Égypte	10,1	26,7
Israël	4,3	23,1
Jordanie	4,3	0
Liban	8,7	0
Maroc	7,2	13,5
Syrie	8,7	0
Tunisie	4,3	7,8
Turquie	6,7	23,1
Argentine	7,2	23,1
Brésil	6,6	8,9
Uruguay	0	20,8
Venezuela		

Source : Doing Business 2014.

6.6 Des retards dans la facilitation du commerce

Conformément à l'Enabling Trade Report qui propose un indice composite de mesure de la facilitation du commerce basé sur 9 piliers d'évaluation (Forum économique mondial, 2012), la Tunisie continue d'observer des désavantages compétitifs évidents en matière de qualité et de disponibilité des services de transport et en matière de transparence des procédures administratives aux frontières avec l'intensification de la corruption au niveau des services douaniers confirmée (l'enquête ITCEQ, 2012). Ces deux critères d'appréciation comptent ainsi parmi les principaux facteurs qui handicapent les exportations tunisiennes. S'agissant en des performances logistiques mesurées par l'indice IPL, la Tunisie enregistre conformément au classement de 2012 un net recul passant de la 53^{ème} place en 2006 à la 61^{ème} place en 2012 (Tableau 18).

Tableau 18: Indice de performance logistique (IPL) : Comparaison entre la Tunisie et un échantillon de pays

Rang	Pays	Valeur globale IPL	Douanes	Infrastructure	Transport	Logistique
26	République Tchèque	3.51	3.31	3.25	3.42	3.27
29	Malaisie	3.44	3.11	3.50	3.50	3.34
30	Pologne	3.44	3.12	2.98	3.22	3.26
34	Portugal	3.34	3.31	3.17	3.02	3.31
38	Slovaquie	3.24	2.79	3.00	3.05	3.15
39	Turquie	3.22	2.82	3.08	3.15	3.23
61	Tunisie	2.84	2.43	2.56	3.36	2.36
81	Jordanie	2.74	2.31	2.69	3.11	2.49
92	Égypte	2.61	2.11	2.22	2.56	2.87

Source : Forum économique mondial (2012), Données de l'année.

7. Les résultats d'enquêtes internationales dédiées

L'analyse des besoins de la nouvelle génération de la diaspora, ses attentes ainsi que les problèmes rencontrés ont fait l'objet d'enquêtes internationales. C'est ainsi que dans le cadre du projet I-Mena⁵⁵, la Banque mondiale (2014) a lancé une enquête sur la diaspora tunisienne (et libanaise) qui s'installe dans son pays d'origine⁵⁶, dans le but de mettre à profit les ressources, les connaissances et les expériences de cette diaspora pour la croissance économique. Les résultats n'étant pas encore disponibles, nous présentons ci-après les principaux résultats d'une autre enquête qui a été menée, dans le cadre du projet européen DiaMed (2014), sur les politiques en faveur de l'investissement des diasporas en Méditerranée.

L'enquête DiaMed vise un triple objectif: i) saisir les profils des potentiels porteurs de projet et leurs attentes en matière de création d'entreprise, d'appui et d'accompagnement pour l'investissement dans leurs pays d'origine (Tunisie, Maroc et Algérie), ii) mobiliser les institutions nationales dans les pays du Sud sur l'investissement productif des diasporas et, iii) sensibiliser les institutions nationales des pays de résidence et les institutions européennes sur le rôle majeur des diasporas dans les échanges économiques euroméditerranéens.

Le premier résultat de cette enquête montre clairement que les nouvelles générations d'entrepreneurs de la diaspora maghrébine se démarquent par un niveau de qualification plus élevé. Par exemple, 66 % des porteurs de projet potentiels ont un diplôme supérieur. Ils sont composés d'une part croissante de personnes qui ne sont pas nées au Maghreb et d'une majeure partie de binationaux, mais qui entretiennent une relation suivie avec leurs pays d'origine. Ce premier résultat montre clairement qu'il est désormais indispensable de dissocier les incitations à l'entrepreneuriat et à l'investissement des politiques de retour, et de favoriser des dispositifs législatifs plus ouverts permettant la mobilité et la circulation, tant des personnes que des capitaux.

Le second résultat montre que plusieurs projets de création d'entreprises portés par la diaspora dans les pays d'origine, et d'intentions d'investissement, ont peiné à trouver des financements⁵⁷. Il convient donc pour les politiques publiques de trouver des modes d'ajustement entre les projets proposés et les besoins en termes de stratégies nationales de développement sectoriel et régional, et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement spécifiques sinon des programmes d'investissement dédiés au statut de résident à l'étranger et de primo-créateurs.

Le troisième résultat dénote d'une insatisfaction des administrations publiques et des institutions nationales. Les principaux freins à l'investissement cités sont la corruption (40 %), l'insuffisance de l'accompagnement (22 %), la lourdeur des procédures administratives (14 %) et les difficultés de financement (7 %). Aussi, les besoins en matière d'accompagnement sont-ils importants, notamment l'accès au financement, la réalisation des plans d'affaires et des études de faisabilité, l'information sur les aides à l'investissement, la mise en réseau (networking)⁵⁸, le préaccompagnement en amont en Europe et les démarches administratives.

⁵⁵ Intégration au Moyen Orient et en Afrique du Nord.

⁵⁶ Banque mondiale, 2014. Contribution de la diaspora qui s'installe dans le pays d'origine: Impact des rapatriés de la diaspora.

⁵⁷ La nature des projets envisagés montre une prédominance du secteur agricole et de l'agro-alimentaire (19 %), de l'ingénierie et du conseil (13 %), des TIC (10 %), et dans une moindre mesure de l'industrie (8 %) et du tourisme (7 %). 14 % de ces projets visent l'internationalisation d'une entreprise existante en Europe, et 86 % représentent la création d'une nouvelle entreprise.

⁵⁸ En s'appuyant sur des personnes-ressources (chefs d'entreprises, talents et compétences) et des associations ciblées pour leur implication dans le domaine économique, et en valorisant les contributions de la diaspora, en particulier les exemples de success stories.

8. Les obstacles majeurs à la canalisation des envois de fonds vers des investissements productifs

Du fait des freins et obstacles majeurs au climat des affaires en Tunisie, la diaspora tunisienne a faiblement participé à l'effort d'investissement et de création d'entreprises face à un cadre incitatif et fiscal qui est devenu inadapté.

8.1 Pourquoi l'environnement du système productif et le cadre actuel d'entrepreneuriat n'incitent pas la diaspora à créer des entreprises ?

Selon le dernier recensement du répertoire national des entreprises tunisiennes⁵⁹, le nombre d'entreprises privées en Tunisie s'élève à 597 321, dont près de 99 % sont des micros et petites entreprises (dont 97,8 % opèrent dans le secteur on-shore généralement non exportateurs ou partiellement exportateurs, avec la prépondérance d'une structure d'actionnariat majoritairement familiale), et seulement 1 % sont de taille moyenne ou grande (tableau 19)⁶⁰. Selon une récente étude de la Banque mondiale⁶¹, cette structure actuelle des firmes tunisiennes, non seulement limite substantiellement leurs capacités à innover, mais reste aussi marquée par une faible structure d'actionnariat étranger ou non résident (Tableau 20).

Tableau 19: Évolution des entreprises privées selon la tranche de salariés

Tranche de salariés	Année					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0	411 080	435 229	448 398	467 861	491 206	517 440
1-2	37 177	38 406	40 557	41 831	43 324	45 234
3-5	13 538	13 867	14 464	14 861	15 632	15 904
Micro Entreprises	461 795	487 502	503 419	524 553	550 162	578 578
Pourcentage	96,7 %	96,8 %	96,8 %	96,8 %	96,8 %	96,9 %
6-9	5 460	5 520	5 723	6 047	6 459	6 668
10-19	4 315	4 444	4 542	4 858	5 039	5 137
Petites Entreprises	9775	9964	10 265	10 905	11 498	11 805
Pourcentage	16 %	2 %	2 %	2 %	2 %	1,9 %
Micro/Petites Entreprises	471 570	497 466	513 684	535 458	561 660	590 383
Pourcentage	98,7 %	98,8 %	98,8 %	98,8 %	98,8 %	98,8 %
20-49	3 075	3 041	3 190	3 353	3 430	3 492
50-99	1356	1414	1469	1537	1570	1635
Moyennes Entreprises	4 431	4 455	4 659	4 890	5 000	5 127
Pourcentage	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
Total PME - PMI	476 001	501 921	518 343	540 348	566 660	595 510
(en pourcentage)	99,7 %	99,7 %	99,7 %	99,7 %	99,7 %	99,7 %
100-199	947	938	962	972	969	978
>=200	712	749	773	809	814	833
Total	477 660	503 608	520 078	542 129	568 443	597 321

Source : INS, 2012. Répertoire national des entreprises.

⁵⁹ Institut national de statistiques, 2013. Répertoire des Entreprises.

⁶⁰ Les critères retenus d'identification et de classification des firmes par l'Institut national de statistiques (INS) sont les mêmes que ceux retenus par la Banque mondiale dans les enquêtes d'entreprises, en ne considérant comme PME-PMI que celles dont le nombre d'employés est inférieur à 100.

⁶¹ Banque mondiale, 2010.

Tableau 20: Structure des PME-PMI par régime légal et forme d'actionnariat

dont régimes d'exportation :	
(Secteurs on shore)	(97,8 %)
(Secteurs offshore)	(2,2 %)
dont régime légal :	
(Société unipersonnelle à responsabilité limitée: SUARL)	(45,7 %)
(Société à responsabilité limitée: SARL)	(11,5 %)
(Sociétés anonymes: SA)	(6,8 %)
(Autres entités individuelles)	(35,7 %)
dont régime d'actionnariat :	
(Actionnariat étranger ou non-résident)	(4,7 %)
(Actionnariat familial résident)	(52,6 %)
(Actionnariat unipersonnel manager résident)	(11,5 %)
(Autres non définis)	(31,2 %)
pour mémoire:	
(Secteur formel)	(64,3 %)
(Secteur informel)	(35,7 %)

Source : Compilations de l'étude.

De même, un certain nombre de nouvelles activités, dans les services, ciblant l'offshore, ne sont pas encore suffisamment pénétrées par les entreprises tunisiennes alors que des pays similaires sont déjà avancés dans ce domaine. D'ailleurs, l'offshoring reste axé sur la partie basse de la chaîne de valeurs. Les opérations d'externalisation des entreprises étrangères demeurent globalement motivées par la faiblesse des coûts du facteur travail d'une main-d'œuvre peu qualifiée. En fait, bien que le secteur offshore ait été dynamique en termes de créations d'emplois (une moyenne de 77 000 nouveaux emplois entre 2006-2010), la qualité des emplois est faible, dont la plupart peu qualifiés.

Tableau 21: Répertoire des entreprises par type d'activités

		Nord- Est	Nord- Ouest	Centre- Est	Centre- Ouest	Sud- Est	Sud- Ouest	Total
Industrie		35 652	3796	22 357	3953	4472	2194	72 424
Construction		12 208	2247	6227	1808	1757	1101	25 348
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	Commerce; réparation automobile	10 341	1 994	7 048	2 113	2 317	1 138	24 951
	Commerce de gros et Interm. du commerce	17 946	1 581	7 901	2 062	1 679	932	32 101
	Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	95 123	21 063	44 845	18 622	15 864	11 093	206 610
	Total	123 410	24 638	59 794	22 797	19 860	13 163	263 662
Hôtels et restaurants		14 268	2 511	5 857	1 716	2 109	1 142	27 603
Transports, postes et télécommunications		41 704	11 258	25 190	10 457	6532	3702	98 843
Activités financières		1 043	36	272	33	67	23	1 474
Education, Santé et Action Sociale		9 856	951	5 210	955	1 253	770	18 995
Autres Activités		54 334	5 291	17 394	4 252	4 787	2 914	88 972
Total (en pourcentage)		292 475 (48,9 %)	50 728 (8,5 %)	142 301 (23,8 %)	45 971 (7,6 %)	40 837 (6,9 %)	25 009 (4,3 %)	597 321 (100 %)

Source : INS, 2012. Répertoire national des entreprises.

En outre, le tissu industriel est fragile et mal réparti en Tunisie (Tableau 22) avec un ratio de création nette pour 1000 habitants figurant parmi les plus faibles de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et des pays de la tranche inférieure à revenus intermédiaires (Tableau 23). Au 31 décembre 2012, le nombre d'entreprises recensées s'élève à 626 102 unités de production. Toute taille confondue, le grand Tunis accapare environ 36 % du tissu industriel. Environ la moitié (49 %) des entreprises tunisiennes sont installées dans le Nord-Est, 8 % dans le Nord-Ouest, l'implantation des entreprises s'est surtout effectuée dans le District de Tunis (35,1 %), au Centre-Est (24,2 %) et au Nord Est (13,2 %).

Tableau 22: Évolution des entreprises privées selon le gouvernorat

Région	Gouvernorat	2005	2008	2010	2011	2012	Créations nettes 2005-2010	Structure de 2012 en pourcentage
Nord-Est	Tunis	88 405	101 299	112 129	111 431	115 800	23 724	18 %
	Ariana	28 325	34 298	39 202	39 913	42 418	10 877	7 %
	Ben Arous	29 576	35 426	39 875	39 572	42 739	10 299	7 %
	Mannouba	16 937	19 543	21 401	22 323	23 317	4 464	4 %
	Nabeul	33 552	39 257	43 429	43 447	45 651	9 877	7 %
	Zaghouan	6 698	7 463	7 914	8 060	8 172	1 216	1 %
	Bizerte	23 406	26 048	28 809	28 048	29 307	5 403	5 %
	Total	226 899	263 334	292 759	292 794	307 404	65 860	49 %
Nord-Ouest	Beja	12 370	14 075	14 978	15 267	15 528	2 608	2 %
	Jendouba	13 803	14 914	15 900	15 725	16 063	2 097	3 %
	Le Kef	10 953	11 298	11 536	10 823	10 846	583	2 %
	Siliana	6 788	7 774	8 336	8 146	8 158	1 548	1 %
	Total	43 914	48 061	50 750	49 961	50 595	6 836	8 %
Centre Est	Sousse	29 016	34 559	39 635	41 722	44 264	10 619	7 %
	Monastir	23 354	25 136	28 491	29 585	31 154	5 137	5 %
	Mahdia	16 436	18 284	19 478	19 609	19 934	3 042	3 %
	Sfax	43 480	49 233	54 565	56 048	58 974	11 085	9 %
	Total	112 286	127 212	142 169	146 964	154 326	29 883	25 %
Centre-Ouest	Kairouan	16 838	18 441	19 947	20 406	21 087	3 109	3 %
	Kasserine	12 029	13 173	13 891	13 872	13 526	1 862	2 %
	Sidi Bouzid	10 150	11 322	12 192	12 099	11 995	2 042	2 %
	Total	39 017	42 936	46 030	46 377	46 608	7 013	7 %
Sud-Est	Gabes	14 244	14 993	15 565	15 723	15 732	1 321	3 %
	Médenine	16 648	18 051	20 092	20 993	22 385	3 444	4 %
	Tataouine	4 327	4 909	5 212	5 244	5 397	885	1 %
	Total	35 219	37 953	40 869	41 960	43 514	5 650	7 %
Sud-Ouest	Gafsa	9 591	10 725	11 972	11 454	10 893	2 381	2 %
	Tozeur	4 694	5 278	5 717	5 416	5 358	1 023	1 %
	Kebeli	6 469	6 906	7 331	7 296	7 404	862	1 %
	Total	20 754	22 909	25 020	24 166	23 655	4 266	4 %
Total		478 089	542 405	597 597	602 222	626 102	119 508	100 %

Source : INS, 2013.

Tableau 23: Créations nettes d'entreprises privées par 1000 habitants (moyenne 2005-2010)

Région	Gouvernorat	Répartition de la population par gouvernorat (en milliers)	Créations nettes d'Entreprises (en milliers)	Ratio pour 1000 Habitants (en pourcentage)
Nord-Est	Tunis	1002,9	23,724	2,3
	Ariana	510,5	10,877	2,1
	Ben Arous	588,7	10,299	1,7
	Mannouba	375,3	4,640	1,2
	Nabeul	762,6	9,877	1,3
	Zaghouan	172,3	1,216	0,7
	Bizerte	551,5	5,403	0,9
Nord-Ouest	Beja	307,3	2,608	0,8
	Jendouba	426	2,097	0,5
	Le Kef	258,1	0,583	0,3
	Siliana	235,3	1,548	0,6
Centre-Est	Sousse	622,1	10,619	1,7
	Monastir	525,5	5,137	0,9
	Mahdia	400,4	3,042	0,8
	Sfax	944,5	11,085	1,2
Centre-Ouest	Kairouan	564,9	3,109	0,6
	Kasserine	437,2	1,862	0,4
	Sidi Bouzid	415,9	2,042	0,5
Sud-Est	Gabes	366,1	1,321	0,4
	Médenine	460,0	3,444	0,7
	Tataouine	148,0	0,885	0,6
Sud-Ouest	Gafsa	341,6	2,381	0,7
	Tozeur	104,8	1,023	0,9
	Kebeli	152,2	0,862	0,5
Ensemble		10673,8	119,508	1,1

Source : Calculs de l'étude.

8.2 La complexité du dispositif de tarification des services bancaires

Libéralisation partielle des conditions créditrices

Les taux d'intérêt créditeurs sont librement fixés par les banques, à l'exception de certaines catégories de dépôts⁶². En particulier, le taux de rémunération des comptes spéciaux d'épargne (TRE) ouverts auprès des banques ou du Centre d'épargne postale (CEP) a été libéré depuis le 1er avril 2008⁶³. Toutefois, il ne peut pas être inférieur à 3,25 % en vertu de l'article 36 de la circulaire N° 91-22 du 17 décembre 1991 de la BCT aux banques et modifiée par l'article 4 de la circulaire N° 2013-04 du 28 mars 2013 et par l'article 36 (alinéa premier nouveau) d'une autre circulaire aux banques, la circulaire N° 2013-18 du 27 décembre 2013.

62 C'est ainsi que le taux d'intérêt applicable aux comptes à vue et à tout dépôt ou placement en dinar d'une durée inférieure à 3 mois est plafonné à 2 %, le taux d'intérêt appliqué aux dépôts en dinars convertibles des personnes physiques tunisiennes résidentes à l'étranger est fixé à un minimum égal au taux moyen du marché monétaire diminué de deux points de pourcentage, alors que le taux pratiqué par la Banque de l'habitat pour les détenteurs de livret d'épargne-logement est fixé à 4,25 %.

63 À partir du 1er avril 2008 et en application de la circulaire N° 2008-03 du 4 février 2008, de la BCT aux banques, les banques fixent librement le taux d'intérêt annuel à appliquer aux comptes spéciaux d'épargne. Toutefois, ce taux ne peut, en aucun cas, être inférieur au taux de rémunération de l'épargne (TRE). Le taux de rémunération de l'épargne (TRE) était auparavant limité au taux moyen mensuel du marché monétaire (TMM) minoré de deux points de pourcentage.

En d'autres termes, les plafonds sur les taux créditeurs pour les maturités supérieures à un an, qui avaient été introduits en décembre 2011, ont été éliminés pour permettre une allocation plus efficace du capital et faciliter davantage le développement du marché interbancaire. La BCT a en effet décidé en mars 2013, le déplaçonnement du taux de rémunération des dépôts à terme au-delà de la norme du taux du marché monétaire (TMM) + 1 %. Cette mesure a été accompagnée par le relèvement du taux minimum de rémunération de l'épargne à 2,75 % contre 2,5 % auparavant autorisé. En décembre 2013, la BCT a procédé au relèvement du taux minimum de rémunération de l'épargne à 3,25 % contre 2,75 % auparavant⁶⁴.

Une libéralisation des conditions débitrices sujette à la réglementation des taux d'intérêt excessifs

La réglementation des conditions débitrices est régie par la circulaire de la BCT, N° 91-22 du 17 décembre 1991 ainsi que l'ensemble des circulaires ultérieures qui l'ont modifiée ou complétée, notamment les circulaires suivantes : N° 96-15 du 29 novembre 1996, N° 2001-14 du 26 juillet 2001 et N° 2004-02 du 26 mai 2004. Toutes ces circulaires sont destinées aux banques.

La libéralisation graduelle des conditions débitrices⁶⁵ a abouti à la libre fixation par les banques des taux d'intérêts débiteurs appliqués à toutes les formes de crédit quelle qu'en soit la maturité, majorés des commissions de péréquation de change et de garantie⁶⁶, sauf ceux appliqués par la Banque tunisienne de solidarité (BTS) et la Banque de l'habitat⁶⁷. Néanmoins, la réglementation actuelle des conditions de banques ne consacre pas encore une libéralisation parfaite des conditions débitrices pour les crédits aux secteurs productifs et aux particuliers, puisque les taux d'intérêts débiteurs appliqués à toutes les formes de crédit quelle qu'en soit la maturité sont régis par la réglementation des taux d'intérêt excessifs communiqués régulièrement par arrêtés du ministère des finances.

La réglementation des taux d'intérêt excessifs est régie par la loi N° 99-64 du 15 juillet 1999⁶⁸, modifiée et complétée par la loi N° 2008-56 du 4 août 2008, notamment au paragraphe 1, article 1^{er}. Ce dernier stipule qu'un prêt consenti à un taux d'intérêt excessif est tout prêt conventionnel consenti à un taux d'intérêt effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du cinquième⁶⁹ (plus du tiers auparavant⁷⁰) le taux d'intérêt effectif moyen (TEM) pratiqué au cours du semestre précédent par les banques et les établissements financiers pour des opérations de même nature. Les modalités de calcul du TEG et du TEM sont fixées par le décret N° 2000-462 du 21 février 2000. Pour chaque catégorie de crédits accordés, un TEG semestriel est déterminé actuariellement par la BCT en tenant compte, en plus des intérêts, des frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directes ou indirectes intervenus dans l'octroi des prêts. Le TEM semestriel est déterminé par la moyenne arithmétique simple des TEG observé durant le même semestre et utilisé au cours du semestre suivant pour la détermination du taux d'intérêt excessif.

L'évolution semestrielle comparée des taux moyens du marché monétaire correspondants aux taux effectifs semestriels moyens et excessifs, pour l'ensemble des crédits bancaires et par nature d'encours de crédits⁷¹, montre que les taux effectifs moyens (leurs correspondants en taux excessifs)

64 Tout en réduisant les marges bancaires des banques, ces dernières mesures tendront néanmoins à accroître la dépendance des banques au refinancement de l'institut d'émission. Dans le même temps, tant que le taux d'inflation est plus élevé, le taux réel de rémunération de l'épargne demeure négatif et encore dissuasif, confrontant les banques à des pressions de liquidité. Des effets d'incitation adverse continuent de se produire en canalisant l'épargne vers les actifs réels voire vers les devises étrangères.

65 La circulaire N° 86-42 du 1^{er} décembre 1986 a d'abord introduit un système de libéralisation partielle des taux débiteurs dans une marge de 3 % autour du taux du marché monétaire, à l'exception de ceux applicables aux crédits accordés aux activités prioritaires.

66 Déjà prévues par la circulaire de la BCT aux banques N° 85-25 du 2 juillet 1985, modifiée par la circulaire de la BCT aux banques N° 88-27 du 15 novembre 1988.

67 Le taux appliqué en matière d'octroi des crédits pour les logements au profit des ménages disposant de livrets d'épargne-logement est de 5,75 %.

68 <http://www.jurisitetunisie.com>.

69 Du second semestre 2008 jusqu'à présent.

70 Du premier semestre 2000 au premier semestre 2008.

71 Crédits professionnels à court terme, découverts non compris et à moyen-long terme, crédits particuliers à la consommation et au logement. Il n'a pas été tenu compte des autres crédits dont, en particulier, les découverts matérialisés ou non par des effets, le leasing mobilier et immobilier et les crédits universitaires.

par nature de crédit sont nettement plus élevés pour les entreprises en matière de crédit à moyen et long termes, et pour les particuliers, en matière de crédits à la consommation. En raison du caractère excessif des coûts d'emprunts à moyens et long termes, le premier constat explique d'ailleurs qu'en dépit de la surbanarisation du système de financement en Tunisie⁷², les concours bancaires aux secteurs productifs sont limités à des crédits de court terme⁷³.

Le dispositif réglementaire relatif aux seuils des taux d'intérêt excessifs auxquels les établissements de crédit sont assujettis a été initialement prévu en guise de protection des emprunteurs bancaires contre tout excès au niveau des conditions de financement, et contre des comportements potentiels de concurrence déloyale entre les banques. Néanmoins, les plafonds imposés aux taux d'usure restreignent artificiellement la concurrence bancaire, constituent des obstacles à l'accès aux sources de financement bancaire et ne sont surtout pas de nature à inciter les banques à mieux tarifier leurs crédits en fonction de niveaux de risques différenciés (par nature d'emprunteurs et par maturité). Ce dernier constat explique d'ailleurs les raisons pour lesquelles les banques tunisiennes se concurrencent pour un pool limité de clientèle (faible risque et forts collatéraux).

Par rapport aux comparateurs régionaux et émergents, le système bancaire accuse aussi une faible concentration du crédit bancaire, mesurée par le ratio des expositions majeures au total des capitaux propres⁷⁴, ce qui signifie une diversification relative du risque. Le dispositif actuel tend à exclure des entreprises viables, notamment des PME-PMI qui présentent des projets profitables mais sans collatéraux adéquats et à réduire les encours de crédits à moyen et long terme au profit de crédits à court terme, du fait d'une tarification devenant plus ou moins identique pour des maturités pourtant différentes.

8.3 Les rigidités de l'environnement financier de l'investissement

Le système bancaire en Tunisie reste la première source de financement du secteur privé. Il l'est d'autant plus que, relativement aux autres outils de financement non bancaire (offre, concession, marché boursier, capital-risque), qui jouent un rôle mineur, elle représente quasiment la source privilégiée de levée de fonds. La part des encours de crédits des banques commerciales est en nette progression, passant de 55,9 % du PIB en moyenne durant la période 2004-2010 à 73,2 % du PIB en moyenne durant la période 2011-2013.

Néanmoins, les concours bancaires aux secteurs productifs en Tunisie sont limités dans la plupart des cas à des crédits de court terme⁷⁵. Ils restent faibles par rapport à plusieurs comparateurs et pays émergents, avec une moyenne de 123,6 % du PIB dans la région d'Asie de l'est et pacifique mais aussi par rapport à ceux des économies avancées de l'OCDE, avec une moyenne de 147,2 % du PIB durant la dernière période. Dans le même temps, un net découplage est observé en faveur des crédits aux particuliers⁷⁶ alors même que plusieurs obstacles majeurs ont contraint les entreprises tunisiennes, les PME-PMI surtout, à l'accès aux sources de financement.

72 En effet, relativement aux autres outils de financement non bancaire (offre, concession, marché boursier, capital-risque), qui jouent un rôle mineur, le financement bancaire représente quasiment la source privilégiée de levée de fonds pour les entreprises.

73 L'analyse de la ventilation par maturité de l'encours des crédits octroyés aux secteurs productifs durant la dernière période dénote en effet de la prépondérance des crédits de court terme (65,1 % dans l'industrie et 50,5 % dans les services) au détriment de ceux de moyen et long terme (34,9 % dans l'industrie et 49,5 % dans les services).

74 Avec un score de concentration bancaire moyenne sur la période de 2007-2012 de l'ordre de 42,8 % contre 75,8 % en moyenne dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et 67,1 % en moyenne dans la tranche supérieure des pays à revenus intermédiaires (Mouley, S 2013).

75 L'analyse de la ventilation par maturité de l'encours des crédits octroyés aux secteurs productifs durant la dernière période dénote en effet de la prépondérance des crédits de court terme (65,1 % dans l'industrie et 50,5 % dans les services) au détriment de ceux de moyen et long terme (34,9 % dans l'industrie et 49,5 % dans les services).

76 Les concours bancaires aux secteurs productifs ont en effet enregistré une baisse notable durant la période de transition, passant d'une moyenne de croissance de 12,73 % entre 2008-2010 à 8,92 % en moyenne entre 2011-2013. En revanche, les crédits aux particuliers ont continué de croître à hauteur de 18,62 % en moyenne entre 2008-2010 et 17,13 % entre 2011-2013.

Les obstacles à l'accès aux sources de financement bancaire

Les difficultés d'accès aux sources de financement constituent un des obstacles majeurs au climat des affaires et aux investissements. Selon le dernier rapport Doing Business, le positionnement à partir des rangs intermédiaires par composantes de réformes facilitant la pratique des affaires, permet de relever plusieurs domaines qui sont devenus problématiques en Tunisie durant la période de transition, et en particulier l'obtention des prêts⁷⁷. Cette entrave majeure explique la stagnation sinon la baisse du taux d'investissement.

C'est ainsi que dans le cadre de l'environnement global des affaires, la Tunisie n'est classée qu'au 109^{ème} rang dans l'indice d'obtention du crédit dans une échelle de 1 (meilleure performance) à 189 (plus mauvaise performance). En matière de perception de la qualité des services bancaires, l'environnement légal du crédit bancaire en Tunisie est faiblement noté, dans une échelle de 1 (minimum) à 5 (maximum), notamment en matière de mécanismes de prise de garantie (la Tunisie est classée 2) et d'enregistrement d'actifs circulants (la Tunisie est classée 1). Il en est de même de l'indice de fiabilité des droits légaux (3) dans une échelle de 0-10 et de la faible couverture des emprunteurs par des registres publics (28,8 %).

Le rationnement des crédits aux PME-PMI

À l'échelle des comparateurs internationaux, les obstacles en matière d'accès aux sources de financement bancaire sont plus prononcés en Tunisie pour les PME-PMI. À ce titre, les enquêtes régulières du FMI concluent qu'en ce qui concerne les particuliers et les grandes entreprises, le rationnement aux PME-PMI s'est aggravé passant de 23,15 % en moyenne du nombre total d'emprunteurs durant la période 2008-2010 à 20,87 % en 2011 et 20,70 % en 2012. En pourcentage des encours moyens de crédits aux secteurs productifs durant la période 2009-2011, ce rationnement est estimé à hauteur de 15 % contre 16,2 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 18 % dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire et 26,8 % globalement dans les économies avancées de l'OCDE.

Une enquête de performance a été menée sur un échantillon de 190 PME-PMI représentatifs de secteurs ciblés dans la période de transition⁷⁸. Selon les données de cette enquête, le crédit bancaire n'assure que 9,6 % en moyenne des besoins de financement des actifs de long terme, contre 65,3 % pour l'autofinancement qui reste donc la principale source de financement des PME-PMI en Tunisie.

⁷⁷ cf. Supra;

⁷⁸ Mouley, S. 2012.

Tableau 24: Ventilation des sources de financement aux PME-PMI

	Sources de financement							
	Autofinancement (*)	Crédit bancaire	Crédit, bail	SICAR	Marché financier	FMI (**)	Autres (***)	Total
Industries manufacturières	62 %	13 %	21 %	1 %	0 %	0 %	1 %	100%
Industries non manufacturières	68 %	9 %	13 %	5 %	0 %	0 %	5%	100%
Activités de services marchands	66 %	7 %	15 %	2 %	0 %	3 %	7 %	100%
Moyenne	65,3%	9,6%	16,4%	2,6%	0 %	1 %	5,1%	100%

Source : Mouley, S. 2012.

(*) Dont comptes courants, comptes d'épargne, facilités de caisse, augmentation de capital, autres financements internes, bénéfices réinvestis ou résultats reportés.

(**) Institutions de microfinance.

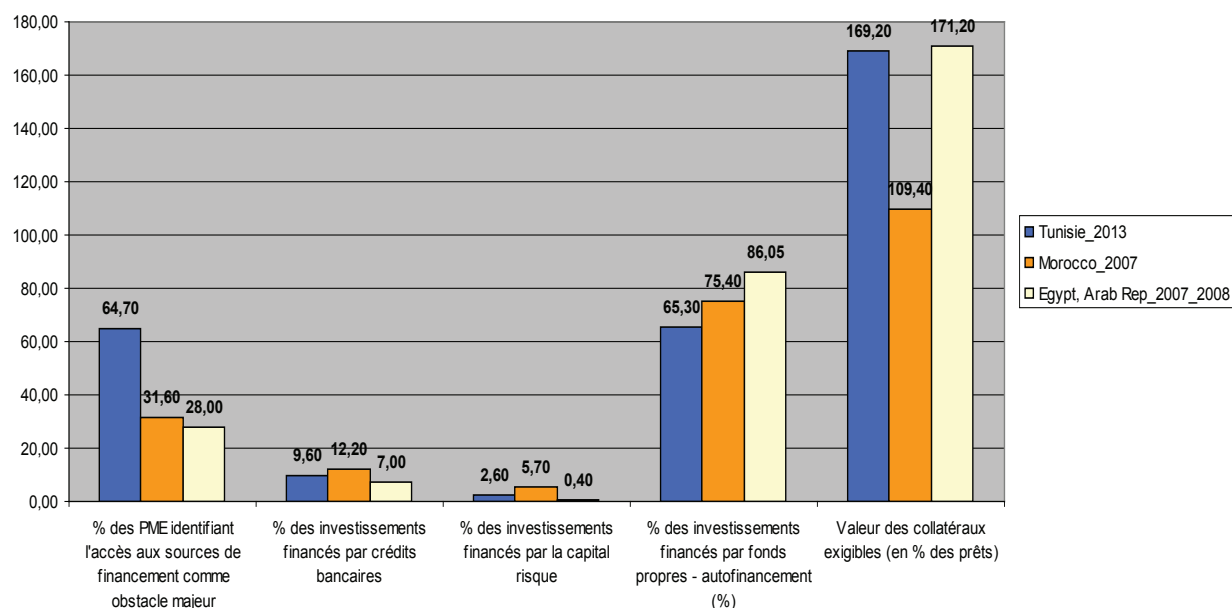
(***) Sources informelles (prêts entre particuliers).

Au niveau de la perception des PME-PMI en matière d'accès aux sources de financement bancaire, les obstacles significatifs et récurrents répondent au paradoxe du chaînon manquant. Ils se circonscrivent, du côté de l'offre: i) à la difficulté des banques à s'éloigner des crédits basés sur les garanties pour les inscrire sur le flux de trésorerie; ii) la perception d'un risque élevé des crédits aux PME-PMI; iii) l'absence de capacité pour évaluer des clients non traditionnels offrant une information limitée sur leur situation financière et leurs opérations; iv) le manque d'instruments adaptés; v) l'absence de ressources longues levées auprès des compagnies d'assurance/fonds de pension et de bailleurs de fonds en raison de la faiblesse du marché financier; et du côté de la demande: i) aux exigences contraignantes liées aux collatéraux et garanties exigibles⁷⁹; ii) au manque de transparence des PME-PMI reflété dans leurs difficultés de présenter des états financiers fiables et des plans d'affaires solides; iii) les coûts exorbitants des emprunts bancaires. Quant aux autres piliers du climat des affaires et de l'investissement⁸⁰, l'accès au financement est ainsi perçu comme obstacle majeur à l'amélioration du climat des affaires.

Le graphique qui suit donne le positionnement de la Tunisie par rapport à un indice de référence raisonné de comparateurs régionaux déduit des enquêtes d'entreprises de la Banque mondiale, qu'il s'agisse de la proportion des PME identifiant l'accès aux sources de financement comme obstacles majeurs, des modalités de financement des investissements ou de la valeur des collatéraux exigibles en pourcentage des prêts accordés.

⁷⁹ Les taux de garanties, essentiellement hypothécaires, exigées comme collatéraux des emprunts bancaires en Tunisie sont, en effet beaucoup plus élevés que dans d'autres pays. Tous secteurs confondus, les dernières données disponibles avancent un taux moyen de 169 % de la valeur des prêts accordés contre un taux moyen de 59,8 % au Maroc par exemple sur la même période.

⁸⁰ Qualité des réglementations, administratives, juridiques et fiscales, infrastructure et moyens de communication, informalité et corruption etc.

Figure 12: Positionnement comparé des obstacles majeurs des PME-PMI

Source : Mouley, S. 2013-a.

Des marges d'intermédiation bancaire élevées

Le système bancaire tunisien est caractérisé par des marges d'intermédiation élevées qui sont sources d'obstacles à l'accès aux financements bancaires. En effet, les marges nettes moyennes d'intérêt sur les crédits bancaires (toutes maturités confondues) figurent parmi les plus élevées des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Cette situation est tributaire des difficultés structurelles des banques à mobiliser des ressources stables et de fait des coûts élevés qu'elles subissent en matière de mobilisation des ressources. C'est ainsi que la lecture de la situation rétrospective par secteur des banques ou des bilans consolidés du système bancaire montre que, bien qu'en accélération, la croissance des crédits à l'économie (et du multiplicateur du crédit) contraste avec une croissance plus faible des dépôts bancaires, ce qui a été à l'origine de la baisse conséquente du taux de couverture et de la dégradation du coefficient de transformation qui est passé de 101,4 % en moyenne durant la période 2008-2010 à 116,3 % entre 2011-2012. Cette situation a induit une crise permanente de liquidité globale du système bancaire et nécessité des interventions massives de refinancement par les autorités monétaires.

Tableau 25: Indicateurs du secteur bancaire

	2004-2007	2008-2010	2011	2012
Encours moyen annuel des crédits des banques commerciales (en pourcentage PIB)	53,44	58,40	69,94	76,28
Encours moyen annuel des dépôts des banques commerciales (en pourcentage PIB)	47,58	55,18	59,49	66,21
Dépôts à vue	5 169	9 308	14 465	17 069
Dépôts quasi-monétaires	17 842	24 835	23 945	25 685
Total Dépôts (a)	23 011	34 143	38 410	42 754
(Variation)	(+6 170)	(+11 132)	(+4 267)	(+4 344)
(Taux de croissance)	(+36,6 %)	(+48,3 %)	(+12,5 %)	(+11,3 %)
(Pourcentage dépôts quasi-monétaires)	(77,5 %)	(72,7 %)	(62,3 %)	(60,1 %)
Crédits moyens à l'économie	23 557	34 638	45 160	49 250

	2004-2007	2008-2010	2011	2012
Multiplicateur du crédit	1,023	1,014	1,175	1,152
Coefficient de transformation	102,3%	101,4 %	117,5 %	115,2 %
Taux de couverture	97,6 %	98,5%	85,2%	86,8 %
(Dépôts à vue)	(21,9 %)	(26,9%)	(32,1%)	(34,6 %)
(Dépôts quasi-monétaires)	(75,7%)	(71,6%)	(53,1%)	(52,2 %)

Source : Calculs de l'étude à partir de IMF, 2013. Financial Access Surveys –) et Banque centrale de Tunisie, 2013.

(a) Ressources en termes de dépôts de la clientèle hors ressources d'emprunts.

(*) Situation rétrospective annuelle par secteur des banques (chiffres de fin de période : en milliards de dinars tunisiens).

La structure des dépôts montre clairement la prépondérance des dépôts quasi monétaires (dépôts d'épargne, comptes à terme, certificats de dépôts et dépôts d'engagements extérieurs), à hauteur de 68,2 % en moyenne contre seulement 31,8 % pour les dépôts à vue durant toute la période d'étude, et qui ont été à l'origine de coûts de ressources élevés pour les banques. En effet, le taux de rémunération annuel moyen de ces ressources instables a dépassé le taux d'intérêt moyen du marché monétaire en raison des surenchères que pratiquent les banques sur les dépôts des institutionnels, ce qui a fortement faussé les conditions de banques, conduit à des fragilisations en matière de mobilisation de la liquidité et induit des pressions sur la rentabilité bancaire.

Tableau 26: Coûts de mobilisation des ressources

	2004-2007	2008-2010	2011	2012
Coûts des dépôts à terme	5,25 %	5,03 %	5,04 %	5,12 %
Taux moyen du marché monétaire (TMM en moyenne annuelle)	5,08 %	4,74 %	3,23 %	3,98 %
Écart	+0,17 %	+0,29 %	+1,81 %	+1,14 %

Source : Association professionnelle tunisienne des banques et des établissements financiers - APTBEF (2013).

Les coûts de transformation se répercutant sur les marges d'intermédiation bancaire sont donc à l'origine de coûts d'emprunts élevés pour les opérateurs et notamment les PME-PMI. D'ailleurs, les marges nettes moyennes d'intérêt sur les crédits bancaires (toutes maturités confondues) figurent parmi les plus élevées des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Tableau 27: Marges d'intérêt

	Tunisie		Moyen-Orient et Afrique du Nord	
	2007-2010	2011-2012	2007-2010	2011-2012
Marge d'intérêt nette bancaire (%)	3,28	2,84	2,86	2,13

Source : Banque mondiale, 2013. BankScope Database, 2013 et World DataBank, Global Financial Development.

Alors que les opérateurs bancaires justifient les niveaux des taux d'intérêt et des marges d'intermédiation jugées élevés sur les prêts octroyés par la nécessité de couvrir et financer les coûts de ressources sur les dépôts (collecte, rémunération, exigences prudentielles, réserves obligatoires, coût de refinancement interbancaire etc.), les commissions bancaires prélevées apparaissent injustifiées compte tenu du niveau soutenable des charges opératoires⁸¹.

⁸¹ Coûts opérationnels selon la classification de Bankscope (frais du personnel et autres frais de fonctionnement).

8.4 Les contraintes réglementaires liées au marché financier

Les marchés de capitaux en Tunisie jouent un rôle marginal dans la mobilisation de l'épargne de la diaspora, si bien que les fonds mobilisés n'ont représenté en moyenne jusque-là que 2 %. Le marché des titres d'État demeure sous-développé et illiquide alors que le marché primaire des actions et obligations d'entreprises demeure modeste avec des sociétés cotées qui ne reflètent pas la structure de l'économie⁸². D'ailleurs, l'une des contraintes à la faiblesse du taux moyen d'investissement en Tunisie relève visiblement du faible niveau de l'épargne, qui est insuffisant pour impulser un nouvel élan de l'investissement dans l'innovation, si bien que le déficit structurel de l'épargne brute par rapport à l'investissement brut s'est creusé durant la période de transition d'une moyenne de (-5,7%) du PIB contre (-2,7%) durant la période antérieure de référence (Tableau 28).

Tableau 28: Déficit épargne-investissement

	2008-2010	2011	2012	2013	2011-2013
Épargne nationale brute (en pourcentage du PIB)	22,4	16,8	15,5	16,5	16,2
FBCF (en pourcentage du PIB) (*)	25,1	21,7	22,2	22,1	22
Déficit épargne brute / investissement brut (en pourcentage du PIB)	-2,7	-4,9	-6,7	-5,6	-5,8

Source : Calculs de l'étude à partir des données de l'Institut national de la statistique et de la Banque centrale de Tunisie, 2013.

(*) Taux d'investissement.

Le marché boursier tunisien est de petite taille. Il n'est pas non plus représentatif de l'économie nationale et finance faiblement l'économie (une moyenne de seulement 5 % du PIB). En termes de capitalisation boursière et de contribution au financement de l'économie, le positionnement comparatif des principaux indicateurs de la bourse tunisienne, relativement à celles du Maroc et de l'Égypte, principales places financières concurrentes émergentes, dénote encore des retards d'approfondissement.

Tableau 29: Indicateurs boursiers

	Tunisie	Maroc	Égypte
Capitalisation boursière à fin 2012 (Milliards de dinars tunisiens)	15,8	115,6	81,2
Capitalisation boursière / PIB (2012)	23,7 %	69,4 %	28,7 % (*)
Contribution moyenne au financement de l'économie	5 %	19 %	21 %

Source : BVMT, 2013.

(*) Moyenne 2010-2012 compte tenu de l'effondrement de la capitalisation de (-49%) en 2011.

Dans le même temps, le marché financier accuse une faible attractivité des investissements étrangers de portefeuilles en actions et en obligations et, ce en raison d'un contrôle de change encore excessif pour les investisseurs étrangers sur les marchés, principal et alternatif, des titres de capital sur la cote de la bourse. En effet, la réglementation de change actuelle sur les marchés, principal et alternatif, des titres de capital sur la cote de la bourse, n'a prévu que les mesures suivantes de desserrement du contrôle de change pour les investisseurs étrangers:

⁸² Mouley, S. 2014-a, 2014-b.

Depuis 1997, les investissements de portefeuille en actions conférant un droit de vote ne sont plus soumis à l'approbation de l'ancienne commission supérieure d'investissement mais ne sont libéralisés qu'à hauteur de 50 % seulement pour les sociétés cotées. En revanche, au Maroc ou en Égypte, les investisseurs étrangers peuvent détenir jusqu'à 100 % du capital des sociétés cotées et sans aucune autre restriction sur les choix sectoriels⁸³.

Depuis 2005, furent instaurées i) la liberté d'acquisition par des étrangers d'actions dans des sociétés tunisiennes; ii) la convertibilité intégrale du dinar tunisien pour les opérations en capital effectuées régulièrement par les non-résidents à condition de procéder à des investissements en Tunisie au moyen d'une importation de devises⁸⁴ et iii) la libéralisation intégrale des transactions sous-jacentes (y compris les SICAV) et des investissements de portefeuille sous forme de participations dans les secteurs non financiers. Mais, ces mesures sont de peu d'impact sur la dynamisation du marché, du fait de la contrainte sur les droits d'accès, toujours insuffisante, même à hauteur de 50 % et comparativement à d'autres places émergentes; ce qui explique d'ailleurs la faible participation étrangère dans la capitalisation boursière à hauteur de 21,7 % en moyenne au cours des dernières années relativement à celle des pays comparateurs et émergents⁸⁵.

83 En Tunisie, certains secteurs demeurent fermés à la participation étrangère tels la distribution, l'immobilier et le secteur financier (sauf autorisation BCT). La participation étrangère dans le secteur des automobiles est par exemple plafonnée à hauteur de 30 %.

84 Dans ce cadre, ces opérateurs bénéficient de la liberté de transfert du produit réel net de la cession ou de la liquidation des capitaux investis même si ce produit est supérieur au capital initialement investi.

85 Bien que faible relativement à d'autres places financières émergentes, la participation étrangère dans la capitalisation boursière n'est cependant flottante qu'à hauteur de 2,5 % en moyenne seulement, ce qui a permis de prémunir la BVMT de risques déstabilisants liés à la volatilité des flux de capitaux étrangers.

9. Recommandations transversales et pistes d'actions prioritaires pour une stratégie nationale

Au niveau du référentiel international, les expériences comparées de certains pays d'Asie (Chine, Corée, et Inde)⁸⁶ et d'Amérique latine⁸⁷ (le Chili) et d'Europe du Nord (Irlande) ont montré comment les apports de la diaspora peuvent contribuer de manière significative à transformer les économies nationales. Les approches adoptées et les initiatives pilotées par ces pays, utiles pour les pays d'Afrique du nord⁸⁸, se sont déclinées en des objectifs partagés entre le gouvernement et la diaspora, tout en étant sous-tendues par une batterie exhaustive de politiques, de structures administratives et de mesures incitatives⁸⁹. Au lieu de projets *ad hoc*, ces pays ont mis en place des structures et mécanismes efficaces de transition économique et des stratégies globales, tels que des instruments de garantie des investissements pour stimuler la participation financière de la diaspora au développement du secteur privé ou d'émissions d'obligations internationales dédiées aux diasporas⁹⁰.

9.1 Le cadre global : rétrospective des initiatives internationales

Du sommet du G8 de Sea Island en 2004 au sommet du G20 à Cannes en novembre 2011, des avancées et engagements ont été entrepris dans le domaine des transferts d'argent des migrants, et ce dans le cadre des problématiques de codéveloppement.

Encadré de quelques initiatives internationales pour les transferts de fonds des migrants

Conférence du G8 à Berlin en novembre 2007

- Optimisation des données disponibles sur les transferts d'argent
- Recherches et études sur l'impact des transferts d'argent et de leur développement
- Mise en œuvre de principes généraux sur les services de transferts d'argent internationaux, tels que définis en 2007 par la Banque des règlements internationaux et la Banque mondiale
- Facilitation des flux de transferts et renforcement de leur impact
- Actions de promotion de l'usage du canal bancaire pour transférer des fonds
- Soutien aux moyens de paiement innovants
- Mise en place d'un groupe de travail sur les envois de fonds internationaux dont les travaux sont coordonnés par la Banque mondiale

Sommet du G8 à l'Aquila en juillet 2009

- Réduire les coûts des envois d'argent de 10 % à 5 % à l'horizon 2014.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

- Organisation à Tunis du Colloque international sur les transferts de fonds, en partenariat avec la Banque africaine de développement et l'Inter-American Dialogue (IAD) et, publication d'un rapport sur les transferts de fonds¹ dont les conclusions recoupent la déclaration faite à l'issue du sommet du G8 de l'Aquila

⁸⁶ Carlos Vargas-Silva et al. 2009. Remittances in Asia: Implications for the Fight against Poverty and the Pursuit of Economic Growth. Document de travail de la Banque Asiatique de Développement No.182.

⁸⁷ Pablo Fajnzylber et Humberto López, 2008. Remittances and Development: Lessons from Latin America. Document de la Banque mondiale.

⁸⁸ Flore Gubert et Christophe Nordman, 2009. Who Benefits Most from Migration? An Empirical Analysis Using Data on Return Migrants in the Maghreb, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

⁸⁹ BAD, 2013-a. Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçons à tirer par les États fragiles et les États sortant de conflits en Afrique.

⁹⁰ À ce titre la Banque mondiale a lancé en 2007 le programme D-MADE visant à financer des projets d'entrepreneurs de la diaspora africaine installée en Europe vers l'Afrique.

Sommet du G20 à Cannes en novembre 2011

- Contribuer à une baisse des coûts moyens : favoriser la concurrence, notamment, i) la transparence et la protection du consommateur, à travers par exemple la création d'un site web intégrant un comparateur des coûts de transfert, à l'instar du site envoi d'argent, de ceux lancés par d'autres pays ou encore de celui initié par la Banque mondiale; ii) l'amélioration de l'accès au marché. Cela peut se faire par l'introduction de régulations spécifiques permettant l'apparition de nouveaux acteurs sur le marché, dans la veine de la directive européenne de 2007; iii) le soutien à l'innovation technologique des moyens de paiement, que ce soit par carte bancaire, mobile ou Internet. L'un des exemples cités se réfère à l'action de l'Union postale universelle au Gabon en 2007, qui a permis une baisse de moitié des coûts de transferts.
- Actions en faveur de l'inclusion financière: i) soutien aux mécanismes d'inclusion financière et aux programmes d'éducation financière pour les migrants (à titre d'exemple, en 2004, l'Afrique du Sud a lancé avec succès Mzansi, une banque nationale peu onéreuse pour permettre aux personnes non bancarisées d'accéder au système bancaire); ii) une meilleure coopération entre les secteurs public et privé, les migrants et la société civile.
- Encourager la transparence et la protection du consommateur;
- Améliorer les infrastructures des systèmes de paiement;
- Réformer le cadre légal et de régulation;
- Améliorer la structure du marché et la concurrence;
- Adopter les bonnes pratiques en termes de gouvernance et de gestion du risque.

Source : Observatoire des coûts d'envoi d'argent à l'étranger, France (2014)

9.2 Une meilleure mobilisation des dépôts bancaires de la diaspora

L'articulation des mesures de mobilisation des transferts des migrants tunisiens vers l'investissement productif est indissociable d'actions spécifiques pour accroître d'abord leur inclusion bancaire et financière.

Dans ce contexte, la reconversion de la poste tunisienne en une banque postale, par exemple, pourrait contribuer à la mobilisation des dépôts et à la prestation de services financiers dans les régions déshéritées. La poste compte en effet 3,267 millions d'épargnants et gère un volume important d'épargne (2 712 milliards de dinars tunisiens en moyenne 2011-2012) qui représente 24 % du marché national mis à la disposition du trésor public. Le potentiel en matière d'inclusion financière au travers de la poste est significatif : 700 000 tunisiens visitent quotidiennement les bureaux de poste, qui gèrent 3,6 millions de comptes d'épargne et 1,8 million de comptes de chèques postaux (total des avoirs de 13 milliards de dinars tunisiens). Elle dispose en outre d'un vaste réseau de succursales, opère dans un réseau de 1 042 bureaux de poste, dont 53 % en zone rurale, 100 % sont informatisés et 70 % sont interconnectés.

Elle pourrait de ce fait étudier la possibilité d'établir des partenariats avec d'autres établissements financiers afin d'élargir la gamme de ses produits ou créer par exemple une société de microfinance conformément à la législation actuelle en vigueur. Un rôle particulier dans le marché de la microfinance lui permettrait de répondre à une demande réelle de sa clientèle pour des petits crédits. Une étude de faisabilité permettrait d'identifier une voie de transformation entre le modèle marocain (création d'une filiale bancaire), et le modèle brésilien (partenariat stratégique avec une institution financière internationale ou une grande banque commerciale de la place).

9.3 Le desserrement du contrôle de change

Bien que les procédures en vigueur en matière de règlements et de paiements internationaux prévoient l'exécution libre des transferts de revenus en provenance de l'étranger par le crédit d'un compte en dinars convertibles ouvert au nom des non-résidents tunisiens et en absence de mesures

de contrôle de change⁹¹, les enquêtes internationales, notamment celle de DiaMed, montrent qu'un grand nombre de personnes de nouvelles générations issues de familles de migrants d'origine tunisienne, mais qui ne sont ni de nationalité tunisienne ni des binationaux, et considérés comme tels comme des étrangers par la réglementation de change en vigueur, souhaiteraient néanmoins contribuer à l'effort d'investissement et de développement en Tunisie, notamment via les marchés de capitaux. Comme pour tous les autres investisseurs étrangers, des réformes graduelles permettraient dans ce sens de renforcer les moyens de leur attractivité.

Renforcer l'attractivité de la bourse des valeurs et du marché obligataire

Des politiques spécifiques devraient être mises en œuvre pour inciter la diaspora à investir sur les marchés boursiers. En particulier, une plus grande flexibilité du régime de change est requise pour plus d'attractivité des financements externes, et de la participation de la diaspora notamment. Il est en effet contreproductif de maintenir des restrictions sur les capitaux étrangers.

D'ailleurs, les investisseurs étrangers ont, maintes fois, fait preuve d'un interventionnisme régulateur sur le marché, en achetant quand les cours baissent et en prenant leurs bénéfices quand les cours augmentent. C'est un argument en faveur de l'ouverture car le marché est géré par les spécialistes en valeurs du trésor (daily traders). Donc, agir sur la demande étrangère est un levier de financement important. Le desserrement progressif du contrôle de change et l'ordonnancement d'objectifs monétaires s'imposent pour plus d'attractivité des financements externes. À cet effet, il faudrait accorder la priorité aux options suivantes :

- Modulation complémentaire du desserrement graduel du contrôle de change par une augmentation du rythme de libéralisation du compte de capital, tout en privilégiant les flux de capitaux à moyen et long terme, en particulier les investissements directs étrangers effectués par les non-résidents en Tunisie dans les secteurs non financiers et les souscriptions par les non-résidents aux titres d'État libellés en dinar.
- Dynamisation du marché principal des titres par une libéralisation additionnelle (mais graduelle) des flux de portefeuille en actions au-delà du plafond actuel de 50 % et destinée en priorité aux investisseurs institutionnels étrangers.
- Développement du marché obligataire par plus d'émissions du trésor et une augmentation prononcée et progressive des plafonds autorisés des souscriptions des investisseurs étrangers dans les flux de portefeuille en obligations. Il s'agit ici d'élargir la base du taux autorisé de souscription par les étrangers non-résidents de titre de dette (ou de bons de trésor) émis par l'État ou des obligations émises par les entreprises résidentes cotées en bourse ou disposant d'une notation (au-delà du taux actuel de 20 % de chaque ligne d'émission).
- Libéralisation graduelle (élargissement des plafonds) des crédits commerciaux et financiers contractés à l'étranger par les établissements de crédit et les autres entreprises résidentes.
- Limitation des restrictions des investisseurs étrangers au marché primaire sur les valeurs du trésor (Spécialistes en valeurs du Trésor- SVT).

⁹¹ cf. Supra.

- Relèvement graduel du taux de souscription autorisé pour les investisseurs étrangers sur le marché obligataire de la cote de la bourse, avec comme prérequis fondamental le développement du marché secondaire des titres de dettes publiques ou privées
- Dynamisation du marché alternatif des titres PME-PMI par une fiscalité plus attrayante aux participations des OPCVM (SICAR, SICAV et SICAF)

Relever le niveau et la qualité de l'intervention du système financier et approfondir les marchés de capitaux

Le cadre fiscal et réglementaire tunisien est peu favorable à l'immatriculation des fonds de capital risque en placement extraterritorial. Pourtant, une réforme ciblée permettrait de capter une partie importante de fonds étrangers en Tunisie et y créerait un flux de tourisme d'affaires significatif. De plus, en mobilisant des ressources humaines dans différentes spécialités (juridique, fiscalité, finance, expertise comptable, etc.), l'établissement de fonds de placement extraterritoriaux en Tunisie contribuerait à la création d'emplois et permettrait aussi de générer des ressources fiscales puisque ces fonds ne seront pas totalement défiscalisés (notamment sur les obligations).

La mise en place d'un cadre spécifique pour les fonds de capital risque en placement extraterritorial est d'autant plus opportune en adoptant des conditions souples et flexibles pour leur mode de fonctionnement (flexibilité quant à l'emploi des ressources et à la restitution du capital, cadre légal favorable, fiscalité allégée, etc.).

En outre, la réforme du capital-investissement, en particulier, des sociétés d'investissement en capital risque (SICAR) et des Fonds d'investissement à capital risque (FICR), pourrait se présenter comme une alternative viable pour le financement de l'innovation. Cet outil de financement moderne peut en particulier répondre aux besoins des PME non seulement en matière d'accompagnement de projets innovants, de la création d'emploi et du développement régional. Enfin, les recommandations précédentes sont indissociables d'une réelle réforme touchant les instruments de la finance non conventionnelle (mezzanine finance, investisseurs providentiels, etc.), surtout le système de financement participatif pour une meilleure optimisation de nouvelles sources de financement.

9.4 Mobiliser les investissements et l'entrepreneuriat de la diaspora par le développement du secteur privé

Libérer le potentiel de l'investissement privé, assouplir les restrictions à l'initiative privée et lever les obstacles à la liberté économique

L'environnement réglementaire constitue un obstacle au développement de l'investissement privé. La législation devrait être actualisée, de façon à se rapprocher davantage des normes internationales en termes de protection des droits de propriété intellectuelle et de pratiques anticoncurrentielles. Aussi les rigidités institutionnelles et le manque d'efficacité de la réglementation du marché du travail restreignent-ils le développement du capital humain.

Par rapport aux comparateurs émergents, la Tunisie n'est pas très bien classée en matière d'indicateurs de liberté économique dans le monde au sens de Heritage Foundation⁹². L'indicateur de la liberté de l'investissement est établi par retrait de points du score le plus élevé (100), en fonction du

⁹² Ces indicateurs utilisent une variété de données d'origines diverses pour élaborer des mesures de liberté économique. Ces dernières tiennent compte à la fois des politiques de jure et des pratiques réelles. Ces indicateurs prennent en considération les codes juridiques et d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises et reflètent donc un point de vue plus contextuel de la situation dans un pays donné.

traitement que le pays réserve aux investissements étrangers et du degré de transparence des lois sur l'investissement et des procédures bureaucratiques connexes, ainsi que selon les estimations des contraintes imposées aux investisseurs en général⁹³. La période de transition a, en outre, connu une forte baisse dans le classement relatif aux droits de propriété, passant de la note 50 avant 2010-2011 à la note 40 en 2012.

Levée des obstacles réglementaires et législatifs à l'investissement étranger

- Les cadres législatifs et réglementaires, tant dans les pays d'envoi que dans les pays récipiendaires de fonds des migrants, représentent une dimension cruciale de la facilitation de ces envois d'argent et de la baisse de leur coût. Une adaptation de la réglementation par les autorités publiques est plus qu'opportune, car, en la matière, plusieurs dysfonctionnements latents persistent :
- Les délais de ratification de protocoles financiers peuvent dans certains cas retarder l'action de bailleurs et donc le démarrage de projets d'infrastructures;
- Problèmes fonciers : La question du foncier est centrale et particulièrement sensible. La réalisation de nombreux projets est perturbée, et dans certains cas interrompue à cause de problèmes fonciers;
- Réformes du code des changes :
 - Le blocage à l'acquisition de parts majoritaires dans des entreprises existantes est un handicap majeur à l'investissement étranger en Tunisie.
 - Coût élevé de couverture contre le risque de change. De plus, le seul instrument disponible pour les PME est l'achat à terme des devises mais qui ne couvre que le risque de change relatif aux achats d'exploitations puisque le terme en question ne peut excéder 12 mois. En revanche, pour les besoins d'investissement et pour couvrir le risque de change relatif aux remboursements de prêts libellés en devises, la seule couverture possible est celle offerte par le fonds de péréquation de change, géré par Tunis Ré.
 - Même si les entreprises offshore jouissent de la liberté de rapatriement, elles nécessitent l'autorisation de la BCT (avec des délais plus au moins longs).
- Instruments financiers et capital investissement :
 - Manque d'instruments financiers de capital investissement. Les instruments hybrides de quasi capital vont faciliter l'alignement des intérêts entre investisseurs et entrepreneurs, ainsi que le financement de projets en amorçage et en retournement, les deux maillons faibles de la chaîne de financement des PME en Tunisie. Les instruments à introduire sont les actions de préférence, Les bons de souscription d'actions (BSA), Les options d'achat d'actions, ainsi qu'une définition plus claire des obligations convertibles en actions (OCA).
 - La condition (prévue par le Décret 2012-890 du 24 juillet 2012) qui exige que la rémunération des obligations convertibles en actions soit liée aux résultats du projet (c'est-à-dire à la rémunération des actions) est considérée aussi comme une vraie contrainte à l'investissement. Cette condition fiscale exigée pour que les opérateurs de capital-investissement bénéficient de l'avantage fiscal a dénaturé l'instrument financier. Il n'a pas non plus encouragé les opérateurs à l'utiliser, surtout que le montant maximum à utiliser en quasi capital est limité à 20 % du

⁹³ Pour les sources de données et la méthodologie suivie, prière de consulter. (www.heritage.org/index/ranking).

taux d'emploi fixé (65 % ou 75 %), ce qui limiterait l'utilisation des OCA uniquement de 13 % à 15 % des fonds investis. Pas besoin donc d'ajouter une couche quant à la rémunération des OCA si le montant maximum qui pourrait être utilisé dans le cadre dédié est uniquement de 13 % à 15 %. C'est cette superposition de contraintes inutiles et qui sont contraires à l'esprit du capital-investissement qui font que la législation en matière représente un handicap au développement du métier.

- PME : La définition de la PME devrait être améliorée pour aligner le champ d'activité des opérateurs du capital-investissement, lequel est axé sur les besoins de financement de la PME, et non sur les secteurs d'activité. Il est par ailleurs impératif d'avoir une position formelle et claire du législateur. Cette dernière doit dissocier PME et FOPRODI; ce qui éviterait les surprises de requalifications des projets investis en cas de contrôle fiscal.

Réforme du code des investissements

Cette réforme est d'autant plus impérative qu'il est à présent nécessaire de dissocier les incitations à l'entrepreneuriat et à l'investissement de la diaspora du dispositif actuel des politiques de retour. On peut constater que la Tunisie a accordé, depuis les années 1970, une importance particulière au développement de l'investissement à travers des mesures d'incitations financières et fiscales. Les mesures et mécanismes mis en place n'ont cessé d'évoluer. À ce titre, le code d'incitation aux investissements promulgué en 1993, a mis en place un cadre visant à encourager la création d'entreprises et des projets dans tous les secteurs d'activités, à l'exception des mines, de l'énergie, du commerce intérieur et du secteur financier qui sont régis par des textes spécifiques. Il s'adresse à tous les investisseurs qu'ils soient tunisiens ou étrangers, résidents ou non-résidents. Le code s'est fixé comme objectif la promotion des exportations, l'intégration sectorielle, l'emploi et l'équilibre régional.

Les avantages du code des incitations aux investissements sont accordés essentiellement sous formes d'incitations fiscales et financières. À titre d'exemple, le code prévoit de nombreuses incitations sous forme d'exonérations fiscales, de primes à l'investissement, de prise en charge de frais d'infrastructure ou encore des cotisations patronales au régime de sécurité sociale. En outre, le code accorde des avantages pour les investissements réalisés dans les zones d'encouragement au développement régional. Ainsi, de 1994 à 2007, les incitations fiscales ont représenté 80 % du total des incitations pour une moyenne de 500 milliards de dinars tunisiens par an, et près du quart des incitations financières ont été allouées au titre du développement régional.

L'évaluation du système tunisien d'incitation aux investissements telle qu'elle a été réalisée par l'IACE (2011) et le Ministère du développement régional (Livre blanc, 2011) laisse apparaître un système relativement simple⁹⁴. En réalité sa dimension fiscale se base principalement sur quatre types d'impôts: impôts sur les sociétés, impôt sur le revenu des personnes physiques, taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et tarifs douaniers. Cette simplicité n'est qu'apparente dans la mesure où chacun des quatre impôts cités précédemment se réfère dans son application à plusieurs régimes (taux différenciés, multiples et diverses assiettes, etc.) ce qui rend le système plus complexe et difficile à gérer.

En dehors de ces caractéristiques d'ordre structurel, le système d'incitation comprend certaines faiblesses malgré les modifications qui y sont introduites (dépassant la centaine). Ces faiblesses sont principalement liées à la redondance de certains instruments, au manque de neutralité du système fiscal sur les décisions d'investissement et l'allocation des ressources, à la possibilité du double emploi due au fait que plusieurs mécanismes publics de soutien à l'entreprise ont été développés parallèlement à ce code (principalement le programme de mise à niveau et dans une moindre mesure le programme 21-21).

⁹⁴ Pour des détails utiles, cf. Institut de la Méditerranée – Tunisie, 2014.

Les deux rapports constatent qu'au niveau de sa gestion, le code se caractérise par une lourdeur administrative. Il nécessite aussi des ressources humaines et financières disproportionnées; ce qui engendre un coût relativement élevé en termes de gestion des obligations fiscales pour les entreprises et en termes de recouvrement pour l'administration. En fait, cette complexité a entraîné une élimination des petites et moyennes entreprises dans l'octroi de ces avantages au profit des grandes entreprises qui disposent de plus de ressources humaines qualifiées et d'un service dédié à cette activité. Des enquêtes menées auprès de plusieurs entreprises montrent que la plus grande partie des avantages sont accaparées par une minorité de grandes entreprises. D'ailleurs ce constat est vrai pour la collecte de la taxe à la formation professionnelle (TFP).

Sur un autre plan, et conformément aux orientations générales de la politique économique tunisienne adoptée durant les dernières années, le code d'incitation aux investissements accorde une place privilégiée aux entreprises exportatrices (totalement ou partiellement) indépendamment de l'effort des investisseurs en matière de création de nouveaux postes d'emploi et/ou de développement régional. En outre, ce code interdit aux entreprises étrangères d'amener plus de quatre employés. Cette restriction réduit l'attractivité de la Tunisie surtout dans des activités intensives en capital humain engendrant un manque à gagner en termes d'entreprises et d'emploi. Enfin, il est à signaler que le système actuel concerne un grand nombre d'activités et comporte de nombreuses dérogations et mesures spécifiques. Ceci engendre pour le budget de l'État tunisien une charge financière et un manque à gagner importants.

Un recentrage des investissements de la diaspora qualifiée vers les secteurs innovants

Il ressort des principaux travaux récents⁹⁵ que, dans la recherche d'une nouvelle dynamique de croissance en Tunisie, les politiques structurelles d'accompagnement doivent prioriser l'installation progressive d'une économie du savoir et de la connaissance. La production de la connaissance, la diffusion de la connaissance et l'appropriation de la connaissance devront déboucher sur la transformation de la connaissance en activités économiques. Cela implique la consolidation du système national d'innovation et le développement de la créativité et de l'innovation dans tous les secteurs, en particulier, les secteurs scientifiques et technologiques, les secteurs des industries culturelles, mais aussi des labels et marques dans le secteur des biens de consommation. Il s'agit également de faire en sorte que l'innovation, la création d'entreprises deviennent le cœur des politiques incitatives, en particulier des politiques fiscales et d'aménagement du territoire.

Mais ces évolutions qui requièrent des moyens nouveaux ne suffiront pas si l'appropriation véritable des connaissances acquises et leur transformation en nouvelles activités économiques productrices de valeurs, et surtout d'emplois, n'accompagnent pas ces efforts. En plus, l'innovation n'est pas seulement la création de nouvelles technologies, elle est aussi et surtout l'adoption et l'adaptation de technologies créées ailleurs⁹⁶. Et c'est sur ces points que des progrès importants restent à faire si l'on veut que l'économie de la connaissance participe de façon significative à la diminution du chômage des jeunes.

⁹⁵ FEMISE – BEI, 2013. Banque mondiale – CMI, 2013, BERD, 2013 et Banque mondiale – Institut de la Banque mondiale, 2007, 2008, 2010.

⁹⁶ Banque mondiale, 2008. Tunisia's Global Integration : Second Generation of Reform to Boost Growth and Employment, report No.40129-TUN, May. Washington D.C.

9.5 Réformes pour l'accès aux sources de financement

Si on prend en compte la forte concentration des risques qui caractérisent le système bancaire, notamment public, un autre problème aussi important est la faiblesse des ressources financières de long terme, levées, par exemple, auprès des compagnies d'assurance, des fonds de retraite, des bailleurs de fonds ou sur les marchés financiers. Dans cet ordre d'idées, l'amélioration des conditions de financement et de mobilisation des ressources de financement interne doit être optimisée. Une caisse des dépôts et de consignation (CDC) créée en 2011, est venue compléter les formules de capital-investissement, offertes par les sociétés d'investissement en capital-risque (SICAR), et de capital risque par les fonds de capital-risque, et devrait accentuer la fourniture des besoins de financement. Le secteur compte aujourd'hui plus de 40 SICAR, 20 fonds communs de placement à risque (FCPR) et deux fonds d'amorçage. Dans le même temps, une nouvelle loi sur la microfinance a été promulguée en 2012 et un modèle d'investisseurs providentiels a été introduit en 2011 avec l'agrément d'une première association d'investisseurs providentiels.

Néanmoins, le système financier fait face à plusieurs sollicitations pour lesquelles il n'est pas suffisamment préparé. Des politiques de base sont en place pour soutenir l'investissement dans l'innovation, mais les financements par le capital-risque et le capital-investissement restent insuffisamment développés. En dépit des efforts d'amélioration des modalités d'intervention des fonds communs de placements à risque, l'accès des entreprises innovantes aux sources de financements demeure un handicap majeur pour le secteur privé, si bien que le modèle actuel des SICAR a montré de nombreux dysfonctionnements. Dans le même temps, les services bancaires de crédit sont faiblement dotés d'instruments dédiés au soutien de l'entrepreneuriat.

En outre, les financements de capital-risque et de capital-investissement sont peu développés en l'absence d'un cadre réglementaire et d'un système fiscal solides pour les promouvoir. Une enquête de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en 2013 sur un échantillon relativement important d'entreprises innovantes met en évidence des mécanismes de financement inappropriés des SICAR et une forte demande de fonds d'amorçage bénéficiant d'un soutien international. La stratégie de développement économique et social 2012-2016 met l'accent sur la redynamisation du secteur du capital-risque dans tous les domaines (capital d'amorçage/capital-risque, capital de développement, fonds de transmission/de rachat et de sauvetage/mezzanine).

9.6 Pour des produits et services financiers innovants et des réformes financières

En plus d'une tarification bancaire préférentielle et concurrentielle pour la diaspora, il faudrait aussi mettre en place des structures et mécanismes, tels que des instruments de garantie des investissements pour stimuler sa participation financière au développement du secteur privé ou d'émissions d'obligations internationales dédiées aux diasporas. Pour ce faire, l'amélioration des conditions de financement et de mobilisation des ressources de financement par les banques peut être optimisée par l'attrait des fonds de la diaspora.

Innovation financière et nouveaux instruments financiers

L'un des instruments actuellement expérimentés par des pays comparateurs et émergents est l'émission d'obligations de la diaspora (diaspora bonds). Ces obligations sont généralement des titres à long terme qui sont remboursables uniquement à maturité et sont donc différents des dépôts en devises étrangères (autre instrument de mobilisation des richesses de la diaspora) qui peuvent être

retirés à tout moment⁹⁷. Il convient de noter toutefois que même les dépôts à terme peuvent être retirés à tout moment en renonçant à une partie des intérêts cumulés. Plusieurs pays ont mobilisé les ressources financières de la diaspora à travers divers instruments tels que les obligations et d'autres mécanismes bancaires spéciaux⁹⁸.

Une réglementation spécifique dédiée à la diaspora

Le potentiel existe aussi pour augmenter les fonds de développement à travers des partenariats diaspora-public-privé ainsi que l'émission d'obligations spéciales infrastructures pour la diaspora et leurs réseaux d'associations locales et nationales. L'amendement d'un décret récent N° 2014-1039 du 13 mars 2014 pourrait permettre d'enclencher ce processus⁹⁹. Globalement, un cadre adéquat de partenariat public-privé pourrait faciliter la création de plus d'opportunités pour l'investissement privé.

Renforcer l'attractivité des capitaux islamiques par l'entremise des produits et fenêtres islamiques

Le développement de la finance islamique en Tunisie s'était heurté à l'absence de sous-jacents islamiques, notamment les sukuks qui ne disposaient pas d'un référentiel légal et juridique spécifique. La mobilisation supplémentaire de ressources financières de long terme peut être permise par les fonds souverains d'investissement pour le financement de crédits à moyen et long terme. Dans ce cadre, une nouvelle réglementation relative à la création sur le marché financier de fonds d'investissement islamiques a été adoptée en novembre 2013.

L'immatriculation des fonds extraterritoriaux

Le cadre fiscal et réglementaire tunisien est peu favorable à l'immatriculation des fonds de capital-risque en fonds extraterritoriaux. Pourtant, une réforme ciblée permettrait de capter une partie importante de fonds étrangers en Tunisie et y créerait un flux de tourisme d'affaires significatif. De plus, en mobilisant des ressources humaines dans différentes spécialités (juridique, fiscalité, finance, expertise comptable, etc.), l'établissement de fonds extraterritoriaux en Tunisie contribuerait à la création d'emplois et permettrait aussi de générer des ressources fiscales puisque ces fonds ne seront pas totalement défiscalisés (notamment sur les obligations). La mise en place d'un cadre spécifique pour les fonds de capital risque en offshore est d'autant plus opportune en adoptant des conditions souples et flexibles pour leur mode de fonctionnement (flexibilité quant à l'emploi des ressources et à la restitution du capital, cadre légal favorable, fiscalité allégée, etc.).

Financement de l'innovation, capital-investissement et capital risque

Conformément à ce qu'on observe dans d'autres segments du secteur financier tunisien, le capital-investissement est dominé par les banques : ces dernières ont fournis plus de 60 % des capitaux levés en 2012 et les SICAR et FCR (S&F) bancaires comptent pour environ 2/3 des investissements

97 Ketkar, S. L. 2006. Obligations Diaspora: Track Record & Potential. Vanderbilt University, August. [Online] <http://www.vanderbilt.edu/econ/conference/gped-conference-06/papers/s-ketkar.pdf>.

98 Ratha, D., Mohapatra, S. et Plaza, S. 2007. Au-delà de l'aide : Nouvelles sources et mécanismes innovants de financement du développement en Afrique subsaharienne. Document de travail de recherche en politique 4609, Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington, D.C. http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/wps4609_BeyondAid.pdf.

99 En effet, l'article 20 du décret susmentionné stipule que l'acheteur public réserve annuellement aux petites entreprises un pourcentage dans la limite de 20 % du montant estimé des marchés de travaux, de fourniture de biens et de services et d'études.

réalisés en termes de nombre d'opérations et de montant d'approbations. Cela reflète la tendance des banques à défiscaliser leurs profits en les réinvestissant dans des S&F qui offrent des avantages fiscaux. Cette dominance des banques restreint souvent les activités des S&F à des opérations d'accompagnement de clients de la banque et dans certains cas à des opérations de portage.

Le gouvernement a historiquement adopté une politique d'encouragement des activités du capital-investissement basée sur les incitations fiscales. Toutefois, leur rôle dans le financement de l'investissement privé et de l'économie tunisienne reste limité avec un taux de pénétration d'environ 0,3 % en 2013. En outre, l'activité est focalisée sur le capital-risque et le capital développement. À ce titre, une ligne budgétaire capital-investissement, pour les activités de capital amorçage, de retournement et de transmission, serait opportune.

Revoir la stratégie d'investissement dans le secteur de la microfinance

L'ensemble du territoire est inégalement couvert par les institutions de microfinance (IMF). Une priorité devrait être accordée à leur extension par le biais d'incitations diverses, le relèvement des plafonds des prêts, l'accroissement de la base des clients et l'élargissement de la gamme des produits (tels que la microassurance, les prêts à long terme, les prêts à l'agriculture, à l'éducation et l'épargne logement).

Dans ce cadre, l'accélération de l'application effective de la loi sur le microcrédit adoptée en 2011 et l'incitation de la caisse des dépôts et consignations à financer certains secteurs stratégiques ou participer au financement de projets régionaux et municipaux, conformément à la pratique en vigueur en France ou au Maroc, pourraient manifestement améliorer l'inclusion. La refonte de la législation de la microfinance en Tunisie est rendue nécessaire par le développement de la concurrence et l'innovation et l'amélioration de l'accès aux crédits, aux assurances et autres services financiers pour les citoyens aux revenus modérés.

La vision concertée de la microfinance adoptée en 2011 considère comme cibles potentielles du secteur de la microfinance en Tunisie, des adultes ayant un revenu inférieur ou égal à 3,5 dinars tunisiens par jour. La cible potentielle des microcrédits est estimée à 950 000 particuliers et environ 245 000 M-PME. Ce potentiel correspond à une demande diversifiée de services financiers (épargne, crédit, moyens de paiement, transfert et assurances), largement insatisfaite vu que l'offre existante est surtout concentrée sur l'octroi de microcrédits et que le nombre de prêteurs actifs ne dépasse pas les 300 000 contre 815 000 au Maroc (Tableau. 30).

Tableau 30: Profil comparé du secteur de la microfinance

Pays	Prêteurs actifs	Taille du portefeuille (en dollars des États-Unis)
Égypte	579 193	124 523
Jordanie	270 827	233 108
Maroc	677 222	509 302
Tunisie	209 861	86 828

Source : Mix Market.

Le secteur de la microfinance en Tunisie a été historiquement organisé de manière non professionnelle et concentré autour de deux types d'offres : l'association ENDA Interarabe (fonctionnant sous statut dérogatoire) et le dispositif Banque tunisienne de solidarité (BTS)/associations de microfinance. La BTS a été créé par le gouvernement fin 1997 pour favoriser l'accès à l'emploi et à l'initiative

économique des plus démunis. Plus de 290 associations de microfinance ont été enregistrées au niveau du système BTS. Cependant, bon nombre de ces opérateurs ne sont plus actifs. Le dispositif BTS/ associations de microfinance a montré ses limites et, la plupart du temps, elles découlent aussi bien du caractère centralisé du dispositif que des insuffisances des associations de microfinance.

Le décret-loi adopté en 2011¹⁰⁰ ainsi que les neuf textes réglementaires d'application avaient pour objectif de faire évoluer le secteur en stimulant sa professionnalisation et l'augmentation des microcrédits octroyés sur des bases solides. Ce cadre réglementaire a ouvert le secteur à de nouvelles formes d'organisation¹⁰¹. Trois nouvelles sociétés de microfinance - Tayssir microfinance, Microcred Tunisie et Horus/Advans – ont reçu leurs agréments et d'autres sociétés privées sont en cours de lancement ou/et en attente de leur agrément.

Compte tenu du caractère encore sous développé du secteur de la microfinance en Tunisie, le changement de la réglementation a induit des difficultés d'ajustement très importantes au niveau des associations de microfinance qui se trouvent obligées de se transformer, dans un délai d'une année, sans l'existence d'un dispositif d'accompagnement. Ces associations ont dû aussi suspendre leurs activités faute de financement en 2013, la BTS refusant de les financer au motif qu'elles ne sont pas conformes aux dispositions de la loi de 2011.

Une réforme des instruments de la finance non conventionnelle

Les recommandations précédentes sont indissociables d'une réelle réforme touchant les instruments de la finance non conventionnelle (capital-investissement, mezzanine finance, investisseurs providentiels, etc.) et particulièrement du financement participatif pour une meilleure optimisation de nouvelles sources de financement.

9.7 Pour de nouvelles politiques d'investissement productif au profit de la diaspora en Tunisie : options pour le renforcement des capacités

La Tunisie doit tirer profit du potentiel que représente sa diaspora par un renforcement des conditions initiales de son attractivité : la sécurisation et la facilitation des investissements d'une part, la facilitation de la mobilité des personnes de l'autre. Les actions suivantes sont recommandées :

Donner la priorité aux dispositifs législatifs facilitant la baisse des taxes sur les transferts des migrants;

Créer un fonds diaspora qui agirait en co-investissement avec les acteurs financiers partenaires (banques, fonds de capital-risque, réseaux d'investisseurs providentiels, financement participatif) doté d'un comité d'engagement mixte financiers, chefs d'entreprises des diasporas, structures d'accompagnement de projets;

Créer une plateforme collaborative pour échanger les expériences entre la diaspora et favoriser le montage de projets de coopération entre les réseaux;

¹⁰⁰ cf. Supra.

¹⁰¹ La nouvelle réglementation a permis d'ouvrir le secteur à de nouveaux acteurs en autorisant deux formes possibles : la société anonyme (capital minimum de 3 millions de dinars tunisiens) et l'association (dotation minimale de 200 000 dinars tunisiens). Les textes en vigueur interdisent toutefois la collecte d'épargne par les institutions de microfinance.

Pour de nouvelles initiatives de pilotage sur des objectifs partagés entre le gouvernement et la diaspora, avec une batterie exhaustive de politiques, de structures administratives et de mesures incitatives visant à mettre en place un environnement propice à la mobilisation des ressources de la diaspora (expertise, investissements, esprit d'entreprise et réseaux professionnels);

Des pistes pour améliorer la communication et favoriser l'investissement productif des diasporas.

En matière de renforcement des capacités, il faudrait identifier les profils de porteurs de projets et leurs attentes en matière de création d'entreprises, mettre en œuvre un accompagnement spécifique de la diaspora notamment au niveau des primo-créateurs (accès au financement, informations sur le cadre incitatif et fiscal à l'investissement, préaccompagnement dans les pays d'accueil, mise en réseau, etc.). De même, la création au sein de l'Agence de promotion des investissements extérieurs (APIE), en coordination avec l'Office des tunisiens à l'étranger (OTE), d'une structure de coordination et de médiation comme interlocuteur unique des investisseurs de la diaspora serait utile. D'ailleurs, un don de 1,55 millions de dollars des États-Unis a été accordé à la Tunisie par le Fonds de transition de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, créé par le Partenariat de Deauville, en vue de la mise en œuvre d'une « Instance nationale (unique) d'investissement » chargée d'unifier les initiatives en matière d'attractivité des investissements. Les expertises réalisées à ce titre par la Société financière internationale (SFI) et l'OCDE ont permis de préciser les principales composantes et les différentes étapes à prendre en compte pour la mise en œuvre de cette instance. L'essentiel de la transition réglementaire repose sur une nouvelle vision d'articulation (coordination) entre les différentes agences économiques existantes. Outre les propositions judicieuses avancées en matière d'amélioration de la gouvernance globale du système (guichet unique de tous les investisseurs nationaux ou étrangers quels que soient les choix sectoriels), le projet en question vise néanmoins à centraliser le registre du développement des stratégies d'investissements dans les secteurs clés.

Or, si l'on admet, dans la logique des réformes à apporter au nouveau code des investissements, que les meilleurs déterminants de l'attractivité des investissements dans la période à venir résident dans la nécessaire montée en gamme de la Tunisie dans les chaînes de productions internationales, le climat optimal des affaires devant accompagner cette mutation des stratégies sectorielles ne devrait pas se concevoir dans un cadre institutionnel centralisé. Certes, une instance nationale d'investissement serait nécessaire pour coordonner les mécanismes d'investissement en termes d'avantages fiscaux, financiers et réglementaires. Néanmoins, des agences régionales autonomes seraient complémentaires pour assurer la fluidité des informations entre les différents paliers. Cela pourrait induire une certaine concurrence entre les différentes régions dans l'attraction des investissements qu'ils soient locaux ou étrangers en poussant les différentes agences régionales à présenter des offres différenciées à l'instance nationale en insistant sur leurs capacités à attirer un type d'activités particulier.

Aussi, et au vu des différentes expériences internationales, il importe de décomposer la nouvelle vision de la stratégie d'attractivité des investissements en deux paliers complémentaires :

- Le premier consiste en une approche macroéconomique de la stratégie d'attractivité des investissements. En ce sens que l'instance nationale centralisée serait dédiée aux données de cadrage globales de localisation des firmes, de monitoring des facteurs relatifs à l'environnement des affaires en Tunisie, de gestion des mécanismes publics d'aide aux entreprises ou des ressources humaines disponibles et de ciblage des opportunités d'investissement étranger.
- Le second consiste en une approche mésoéconomique qui doit nécessairement se définir au régional. Dans ce cadre, il s'agirait de mettre en place des agences régionales dotées d'une certaine autonomie (vis-à-vis de l'instance nationale) et dépendant de collectivités régionales élues. Ces collectivités locales prendront en charge le développement des différentes régions

dont elles auront la charge et seront à même de remédier à la lourdeur administrative, fruit d'une centralisation trop poussée et ainsi pourront résoudre les problèmes qui handicapent ces régions au niveau des flux d'investissement tels que l'infrastructure, la qualité de vie, etc.

- À ce niveau l'attractivité se définit comme l'existence d'un ensemble de facteurs favorables à la constitution de pôles de compétence local (entreprises et laboratoires de recherche spécialisés, etc.) susceptibles d'inciter les firmes à se localiser dans la zone pour bénéficier d'externalités favorables. Cette démarche nécessite un recensement exhaustif de l'offre territoriale. Une première tentative de mise en place d'un inventaire des opportunités et des potentialités de chaque gouvernorat a été réalisée lors de l'élaboration du Livre blanc du Ministère du développement régional. Reste maintenant à définir les zones économiques, puisque la division actuelle de la Tunisie est purement politico-administrative.

Références

Aghion, P. G. Cette et E. Cohen, 2014. «Changer de modèle», Éditions Odile Jacob.

Anyanwu, J.C. et Erhijakpor, A.E.O. 2010. Les transferts de fonds internationaux ont-ils un impact sur la pauvreté en Afrique? *African Development Review*, 22 (1): 51-91.

Banque africaine de développement, 2007. Les transferts de fonds des migrants.

Banque Africaine de Développement, 2011. Les Africains résidant à l'étranger: tendances, structures et déterminants des migrations", ADB/BD/IF/2011/47, Mars.

Banque africaine de développement, 2011. Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement: Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc, décembre.

Banque africaine de développement, 2013-a. Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation: Leçons à tirer par les États fragiles et les États sortant de conflits en Afrique.

Banque africaine de développement, 2013-b. « Vers un nouveau modèle économique pour la Tunisie: Déterminer les contraintes majeures à une croissance généralisée », Joint Report, Banque africaine de développement, Gouvernement tunisien et Gouvernement des États-Unis (US-Aid).

Banque africaine de développement, 2014. Tunisie: Document de stratégie pays 2013-2015.

Banque centrale de Tunisie, 2013. Balance des paiements. Editions Banque Centrale de Tunisie.

Banque centrale de Tunisie, 2014. Rapport annuel 2013. Editions Banque Centrale de Tunisie.

Banque mondiale et CMI, 2013. Study on Knowledge Economy Development in Tunisia in the 2015-2020, Centre d'intégration méditerranéen – CMI (Marseille).

Banque mondiale et Société financière internationale, 2013, 2014. Doing Business in a More Transparent World, Washington, D.C.

Banque mondiale et Institut de la Banque mondiale (2013). Worldwide Governance Indicators.

Banque mondiale, 1995. Republic of Tunisia, Poverty Alleviation: Preserving Progress while Preparing for the Future, Report No. 13993-TUN, Vol II, August. Washington D.C.

Banque mondiale, 2004. Republic of Tunisia: Employment Strategy, report No.25456-TUN, May, Washington D.C.

Banque mondiale, 2008-a. Tunisia's Global Integration: Second Generation of Reform to Boost Growth and Employment, report No.40129-TUN, May. Washington D.C.

Banque mondiale, 2009. Shaping the future: A Long-Term Perspective of People and Job Mobility for the Middle East and North Africa. Banque mondiale: Washington, DC.

Banque mondiale, 2010-a. Labour Migration from North Africa: Development Impact, Challenges, and Policy Options. Vol. 1. Washington D.C.

Banque mondiale, 2010-a. Tunisie: Revue des politiques de développement- Vers une croissance tirée par l'innovation, Rapport N°50487 - TN, Janvier.

Banque mondiale, 2010-b. Middle East and North Africa: Economic Developments and Prospects. Vol 1. Banque mondiale: Washington, DC.

Banque mondiale, 2010-c. Labour Migration from North Africa: Development Impact, Challenges, and Policy Options. Vol. 1. Washington D.C.

Banque mondiale, 2014-a. Global Economic Prospect.

Banque mondiale, 2014-b. Intégration au Moyen Orient et en Afrique du Nord, Projet I-MENA: Contribution de la diaspora qui s'installe dans le pays d'origine : Impact des rapatriés de la diaspora.

Banque mondiale, 2014-c. Tunisia: Development Policy Report, The unfinished revolution: Bringing opportunity, good jobs and greater wealth to all tunisians.

Banque mondiale, 2014-d. World Bank's Remittance prices worldwide.

BERD, 2013. Économie du savoir: évaluation de la Tunisie - Identification et comblement des écarts en matière de capacités et d'innovation de la région située au Sud et à l'Est du bassin méditerranéen.

Brinkley, I. and Neil Lee, 2007. The knowledge economy in Europe: A report prepared for the 2007 EU Spring Council, The Work Foundation.

Carlos Vargas-Silva et al. 2009. Remittances in Asia: Implications for the Fight against Poverty and the Pursuit of Economic Growth, Document de travail de la Banque asiatique de développement, No.182.

Christian Ebeke, Boileau Loko et Arina Viseth, 2014. Credit Quality in Developing Economies: Remittances to the Rescue? IMF Working Paper N°144.

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2006). International Migration Report 2006: a global assessment.

DiaMed, 2014. Diasporas et entrepreneuriat au Maghreb, Enquête ACIM-ANIMA Investment Network.

Faini, R. 2007. Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Revue d'économie du développement, 2-3, n° 21, pp. 189-195.

FIDA, 2010. Sending Money Home to Africa. Remittance markets, enabling environment and prospects.

FEMISE, 2013. Return Migration in South Mediterranean countries: Determinants, Impact and Policy Implications. Éditeurs: Wahba, J. and Alii. June.

FEMISE - BEI (2013), Mobiliser le capital humain sur l'innovation en Méditerranée, FEMIP, juin.

Flore Gubert et Christophe Nordman, 2009. Who Benefits Most from Migration? An Empirical Analysis Using Data on Return Migrants in the Maghreb. European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Fonds international de Développement Agricole (FIDA). Sending money home to Africa: remittances markets, enabling environment and prospects.

Ghazouani, K. 2011. Évaluation des incitations à l'investissement privé : cas du code d'incitation à l'investissement, document présenté aux journées de l'IACE, Juin.

Gupta, S., Patillo, C. et Wagh, S. 2007. "Impact of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa", FMI Working Paper, n° 07/38.

INS, Banque africaine de développement et Banque mondiale (2012). Mesure de la pauvreté, des inégalités et de la polarisation en Tunisie, 2000-2010. Octobre.

INS, CRES et Banque africaine de développement, 2013. Analyse de l'impact des subventions alimentaires et des programmes d'assistance sociale sur la population pauvre et vulnérable, Juin.

Institut de la Méditerranée-Tunisie, 2014. Étude stratégique de reconstruction et de développement de l'économie tunisienne.

Institut national de la statistique (INS), BAD et Banque mondiale, 2012. Mesure de la pauvreté, des inégalités et de la polarisation en Tunisie.

Institut national de statistiques, 2014. Recensement général de la population et de l'habitat, Septembre.

Institut National de Statistiques, 2013. Répertoire des entreprises.

Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives, 2012. Rapport annuel sur l'économie du savoir, Juillet.

International Institute for Labour Studies, 2010. Making migration a development factor: the case of North and West Africa, 2010.

ITCEQ, 2008. Le système d'incitation aux investissements en Tunisie, miméo, mars, Tunis.

Jorge Mora et J. Edward Taylor, 2006. Determinants of Migration, Destination, and Sector Choice: Disentangling Individual, Household, and Community Effect in Özden, C. & Schiff, M. (dir) International Migration, Remittances, and the Brain Drain. Ouvrage de la direction de la recherche de la Banque mondiale.

Ketkar, S. L. 2006. Obligations Diaspora: Track Record & Potential. Vanderbilt University, August. [Online] <http://www.vanderbilt.edu/econ/conference/gped-conference-06/papers/s-ketkar.pdf>.

Mouley, S. 2012. High growth potential MSME's in the south mediterranean: identifying bottleneck obstacles and potential policy responses: Case study Tunisia, Femise Report N°FEM 35-10.

Mouley, S. 2013. Étude sur l'inclusion bancaire et financière en Tunisie, IACE, avril.

Mouley, S. 2013. Flexibilité du régime de change et attractivité des financements externes, Technical policy notes, Comité de Politique Monétaire, Banque centrale de Tunisie.

Mouley, S. 2013. Monetary policies, banking systems, regulatory convergence, efficiency and growth in the Mediterranean, Palgrave – Mac Millan, London UK.

Mouley, S. 2013. Réformes et restructuration du système bancaire et financier en Tunisie: Quelle vision et quel plan stratégique prioritaire? Étude stratégique. IACE, FMI, BEI et Banque mondiale, décembre.

Mouley, S. 2014. Diagnostic synthétique du secteur financier en Tunisie: État des lieux, principaux défis et opportunités de réformes, in « Vers un nouveau modèle de développement pour la Tunisie », Ministère de l'économie et des finances, Banque mondiale, BAD, UE, Juin (en Coll.)

Mouley, S. 2014. Économie politique des réformes, croissance potentielle et performances macroéconomiques en Tunisie à l'horizon 2019, IACE, 29èmes Journées de l'entreprise, Sousse.

Mouley, S. 2014. La bourse des valeurs mobilières de Tunis: Repères de gouvernance et pistes de résilience pour un meilleur financement de l'économie, Centre tunisien de veille et d'intelligence économique, CTVE – IACE.

Mouley, S. 2014. Le baromètre d'inclusion bancaire et financière en Tunisie: Techniques de mesure, indicateurs composites et comparaisons intrarégionales, Programme de veille financière, Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE).

Pablo Fajnzylber et Humberto López, 2008. Remittances and Development: Lessons from Latin America. Document de la Banque mondiale

Ratha, D. 2003. Worker's remittances: an important and stable source of external development finance, in World Bank global development finance: striving for stability in development finance, Volume.1: Analysis and statistical appendix, 2003.

Ratha, D., Mohapatra, S. et Silwal, A. 2010. Outlook for Remittance Flows 2010-11, Migration and development brief, 12, Avril, Banque mondiale, Washington DC (<http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief12.pdf>).

Ratha, D., S. Mohapatra, et Plaza, S. 2007. Au-delà de l'aide: Nouvelles sources et mécanismes innovants de financement du développement en Afrique subsaharienne. Document de travail de recherche en politique 4609, Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington, D.C. http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/wps4609_BeyondAid.pdf.

Ratha, D., Mohapatra, S., et Silwal, A. 2009. Migration and Remittance Trends 2009: A better-than-expected outcome so far, but significant risks ahead. Migration and Development Brief, 11. World Bank: Washington D.C.

Banque mondiale et Banque africaine de développement, 2008-b, Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments

Annexes

Annexe 1: Quelques dates clés de l'évolution du dispositif de contrôle de change

	Mesures de desserrement du contrôle de change	Mesures de libéralisation du compte courant	Mesures de libéralisation du compte de capital
2005	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation accordée aux investisseurs étrangers pour l'acquisition des bons du trésor dans la limite de 10 % des émissions. - Autorisation accordée aux étrangers non-résidents pour la souscription au moyen d'une importation de devises, aux obligations émises par les sociétés résidentes cotées en bourse ou ayant obtenue une notation. - Liberté d'acquisition entre étrangers d'actions dans des sociétés tunisiennes. - Le dinar tunisien est totalement convertible pour les opérations en capital effectuées régulièrement par les non-résidents à condition de procéder à des investissements en Tunisie au moyen d'une importation de devises. - Dans ce cadre, ces opérateurs bénéficient de la liberté de transfert du produit réel net de la cession ou de la liquidation des capitaux investis même si ce produit est supérieur au capital initialement investi - Les étrangers résidents ou non-résidents peuvent investir librement dans certains secteurs d'activité économique et surtout dans l'agriculture, l'industrie, les services et le tourisme. Les investissements dans d'autres secteurs restent soumis à autorisation préalable. - Libéralisation intégrale des transactions sous-jacentes (y compris les SICAV) et des investissements de portefeuille sous forme de participations dans les secteurs non financiers. - Les non-résidents peuvent acquérir librement, au moyen d'une importation de devises, des actions ou des parts sociales de sociétés préexistantes en Tunisie. - L'acquisition par des étrangers d'actions conférant un droit de vote ou de parts sociales n'est plus soumise à l'approbation de la Commission supérieure d'investissement si le taux de participation étrangère au capital des dites sociétés est égal ou supérieur à 50 % sauf dans le cas où cette acquisition a lieu entre étrangers ou porte sur les actions ou les parts sociales d'une petite ou moyenne entreprise exerçant dans un secteur d'activité ouvert à l'investissement étranger. - Les achats par des étrangers non-résidents de fonds de commerce ou de biens immobiliers situés en Tunisie sont soumis à l'approbation de la BCT. Cependant, l'achat de terrains et de locaux bâtis dans les zones industrielles et de terrains dans les zones touristiques pour la réalisation de projets économiques par des étrangers non-résidents au moyen d'une importation de devises est libre. - Au niveau du marché, les investisseurs ont accès au marché primaire via les spécialistes de valeurs du trésor, mais il existe encore des restrictions pour les investisseurs étrangers. Les nationaux étrangers non-résidents peuvent souscrire aux titres de dette émis par l'État, aux obligations du Trésor ou aux titres de dette émis par les entreprises résidentes après approbation dans la limite prévue par la réglementation à savoir 10 % des encours par ligne d'émission. 	<ul style="list-style-type: none"> - Élimination de l'obligation de cession : les exportateurs peuvent conserver sur leurs comptes professionnels jusqu'à 100 % de leurs recettes d'exportation ou emprunts en devises. De même, les personnes physiques prestataires de services sont autorisées à conserver sur des comptes en devises ou en dinars convertibles leurs recettes d'exportation de services à des non-résidents établis à l'étranger. - Les entreprises exportatrices résidentes peuvent transférer librement la contre-valeur de 50 000 dinars tunisiens à 500 000 dinars tunisiens par an pour financer leurs bureaux de représentation ou de liaison à l'étranger, 100 000 dinars tunisiens à 1 000 000 de dinars tunisiens par an pour le financement des investissements à l'étranger sous forme de succursales, de filiales ou de prise de participations au capital de sociétés et jusqu'à 3 millions de dinars tunisiens par an pour les investissements financés sur leurs recettes d'exportation déposées dans des comptes professionnels. - Pour les entreprises non exportatrices, le plafond des transferts à l'étranger pour ces mêmes types d'investissements est de 50 000 dinars tunisiens à 250 000 dinars tunisiens pour le financement de bureaux de représentation ou de liaison à l'étranger et 100 000 dinars tunisiens à 500 000 dinars tunisiens pour le financement de succursales, de filiales ou de prise de participations au capital des sociétés établies à l'étranger. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de comptes « prestataires de services en devises/ dinars convertibles. » - Autorisation accordée aux résidents à conserver leurs avoirs en devises dans les banques tunisiennes et harmonisation des règles avec celles des comptes de non-résidents. - Les entreprises résidentes notées peuvent contracter librement pour les besoins de leurs activités, pour des maturités supérieures ou égales à 12 mois, auprès de non-résidents des emprunts en devises (crédits acheteurs, crédits fournisseurs, crédits financiers, crédits leasing, avances en comptes courants associés, etc.) dans la limite de 10 millions de dinars tunisiens par an pour les établissements de crédit et de 3 millions de dinars tunisiens par an pour les autres entreprises. Toutefois et lorsqu'ils sont assortis d'une durée supérieure à 12 mois, ces emprunts peuvent être contractés librement et sans limite pour les établissements de crédit et dans la limite de 10 millions de dinars tunisiens par an pour les autres entreprises à condition que ces établissements ou entreprises soient notés par une agence de notation ou cotés en Bourse.

	Mesures de desserrement du contrôle de change	Mesures de libéralisation du compte courant	Mesures de libéralisation du compte de capital
2006	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation à 10 % du taux de souscription autorisé pour chaque ligne d'émission aux obligations émises par les sociétés cotées en bourse ou faisant l'objet d'une notation - Assouplissement des conditions d'accès au capital des PME par les non-résidents 		<ul style="list-style-type: none"> - Assouplissement des conditions imposées aux établissements de crédit et aux entreprises en matière d'emprunts à l'étranger. Lorsqu'ils sont assortis d'une durée supérieure à 12 mois, ces emprunts peuvent être contractés librement et sans limite pour les établissements de crédit (dans la limite de 10 millions de dinars tunisiens par an) et même pour les entreprises cotées (dans la limite de 3 millions de dinars tunisiens par an). - Approfondissement du marché monétaire en devises : possibilités d'emploi par les intermédiaires agréés, de ressources en devises convertibles qui y sont offertes, et autorisation qui leur est donnée de pouvoir procéder au placement sur le marché financier international de 20 % du total des avoirs des résidents - Ouverture de comptes à l'étranger: les entreprises résidentes titulaires de marchés à l'étranger, ayant pour objet la prestation de services ou la réalisation de travaux au profit de non-résidents, sont autorisées à se faire ouvrir auprès des banques du pays où les marchés sont réalisés des comptes libellés dans la monnaie nationale de ce pays devant servir au logement de la part du prix de ces marchés destinée à la couverture des dépenses locales
2007	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisation du marché obligataire par le relèvement du taux de souscription autorisé des personnes physiques ou morales non résidentes de nationalité étrangère dans l'émission des titres publics (bons de trésor assimilables, BTA) et des obligations des sociétés résidentes cotées en bourse ou ayant obtenu une notation jusqu'à 20 % des encours par ligne d'émission (circulaire BCT aux intermédiaires agréés N° 2007-10 du 17 avril 2007). 		

Source : Réglementation des changes, Banque centrale de Tunisie, 2014 et FMI, 2013. Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions.

Annexe 1 (suite) : Quelques dates clés des réformes monétaires et financières (2001-2010)

	Secteur monétaire	Secteur financier
2001	<ul style="list-style-type: none"> - Promulgation d'une nouvelle loi relative aux établissements de crédit; - Publication obligatoire des conditions débitrices et créditrices des banques et du niveau des commissions; - Institution par la BCT d'un ratio de liquidité représentant le rapport entre l'actif réalisable pondéré et le passif exigible pondéré selon le degré d'exigibilité; - Dissolution de la BCMA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promulgation d'un code sur les organismes de placement collectif; - Institution des fonds communs de créances; - Développement du marché obligataire via le marché des bons de trésor à court et lancement des bons de trésor à court terme (3 mois) ou BTCT par voie d'appels d'offre; - Échéances des émissions par le trésor public des BTCT: durées inférieures à 1 année. Actuellement, les BTCT sont émis pour des durées de 13, 26 ou 52 semaines. La fréquence d'adjudication est hebdomadaire (chaque jeudi); - Type d'adjudication : technique d'adjudication "au prix demandé" (à la Hollandaise).
2002	<ul style="list-style-type: none"> - Transformation des banques de développement en banques universelles; - Modification de l'assiette des réserves obligatoires : 10 % sur les encours de dépôts à vue et de l'insuffisance constatée pour le respect du ratio de liquidité par les banques; 2 % sur les encours des certificats de dépôts, des comptes à terme, des bons de caisse et des autres produits financiers; 2 % de l'encours des comptes spéciaux et des autres comptes d'épargne; 0 % sur les dépôts de durée supérieure ou égale à 24 mois. 	
2004	<ul style="list-style-type: none"> - Modification des modalités d'intervention de la BCT sur le marché monétaire (adoption de la méthode mixte de répartition de l'appel d'offres); - Adoption de l'accord cadre-type fixant les conditions et modalités des opérations de pensions livrées; - Création d'une banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME); - Transformation des banques mixtes en banques universelles (BTQI en BTQ, BTEI en BTE, BTKD en BTK et STUSID en STUSID Bank). 	
2005	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture du marché monétaire aux personnes physiques, en qualité de souscripteurs; - Dématérialisation des certificats de dépôts : les établissements de crédit peuvent émettre sur le marché monétaire en dinars des certificats de dépôt qui sont des titres de créance négociables, dématérialisés et dont les caractéristiques sont fixées par la circulaire aux établissements de crédit n°2005-09 du 14 juillet 2005 relative à l'organisation du marché monétaire; - Dématérialisation des billets de trésorerie: les entreprises peuvent émettre des billets de trésorerie qui sont des titres de créance négociables dématérialisés dont les caractéristiques sont fixées par la circulaire aux établissements de crédit n°2005-09 du 14 juillet 2005 relative à l'organisation du marché monétaire; - Autorisation accordée aux banques de recourir à la pension livrée ou repo dans le cadre de l'échange de liquidité sur le marché interbancaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promulgation de la loi relative au renforcement de la sécurité financière; - Relèvement des taux des provisions déductibles des banques et des sociétés de leasing à 100 % du bénéfice imposable; - Mise en place du cadre réglementaire pour les transferts électronique de fonds; - Réorganisation de la BVMT: outre le marché primaire (réservé aux nouvelles émissions pour les appels publics à l'épargne, les deux segments du marché secondaire ont été fusionnés en un marché unique (marché de la cote) en plus du marché hors cote; - Amendement du règlement général de la BVMT et du CMF pour encourager les introductions en bourse; - Création de fonds d'amorçage et des fonds communs de placement à risque.

	Secteur monétaire	Secteur financier
2006	<ul style="list-style-type: none"> - Amendement de la loi portant création et organisation de la BCT : mission principale, veiller à la stabilité des prix et de préserver la stabilité et la sécurité du système financier; - Suppression des avances BCT au trésor; - Mise en place du Système de virement de gros montants (SVGGM) ou Système à règlement brut des grands montants en temps réel (RTGS), en substitution à l'ancien système de compensation et de règlement des chèques; - Relèvement du taux directeur de la BCT de 25 point pour le porter à 5,25 %. - Modification de la loi relative aux établissements de crédit par l'assouplissement des conditions d'exercice, le renforcement du capital minimum, la définition de la notion d'actionnaires de référence, l'institution du contrôle de conformité, la réorganisation des organes dirigeants, etc. - Introduction de procédures d'externalisation des services bancaires (outsourcing). 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement du marché obligataire et diversification des titres publics par l'institution des bons du trésor à zéro coupon (BTZc), dont la maturité varie entre 2 et 15 ans, et révision des conditions et modalités d'émission et de remboursement des bons de trésor déjà existants en vue de leur uniformisation (décret n° 2006-18 du 24 avril 2006). Dont la maturité varie entre 2 et 15 ans; - Fréquence d'adjudication: mensuelle le 1^{er} mercredi de chaque mois; - Type d'adjudication: technique d'adjudication "au prix demandé" (à la Hollandaise); - Création du marché alternatif; - Assouplissement des conditions d'introduction des sociétés en bourse.
2009		<ul style="list-style-type: none"> - Promulgation du code de prestations des services financiers aux non-résidents.
2010		<ul style="list-style-type: none"> - Abaissement de l'impôt sur les sociétés à un taux de 20 % pour une période de 5 ans pour les nouvelles entreprises qui introduisent leurs actions ordinaires en bourse à travers l'appel public à l'épargne dans une proportion minimale de 30 % du capital.

Source : Banque centrale de Tunisie (2014). Réglementation bancaire.

Annexe 2: Incitations prévues par le code des investissements

Ces incitations relèvent d'avantages fiscaux et financiers concernant tous les secteurs à l'exception du commerce de distribution, des hydrocarbures et des services financiers. De même, l'ouverture de l'investissement à la participation étrangère n'est soumise à l'approbation de la commission supérieure d'investissement que pour certaines activités de services autres que totalement exportatrices (tels que le transport, les communications, le tourisme, les services informatiques, les services d'étude, de conseils, d'expertises et d'assistance, etc.) et lorsqu'elles dépassent 50 % du capital de l'entreprise¹⁰². Ce code a été conçu pour unifier les différents codes sectoriels qui existaient auparavant et les rassembler autour d'une nouvelle logique d'incitation aux investissements comportant des incitations communes, des incitations spécifiques et des incitations supplémentaires ou exceptionnelles¹⁰³.

Les avantages fiscaux communs sont accordés à tous les promoteurs et à tous les investissements dans les activités éligibles au code de la même manière et consistant essentiellement dans le bénéfice de dégrèvement fiscal des revenus ou bénéfices investis ou réinvestis (dans la limite de 35 % des revenus ou bénéfices nets soumis à l'impôt sur le revenu s'il s'agit de personne physique ou à l'impôt sur les sociétés s'il s'agit de personne morale) et la réduction ou suspension des droits et taxes sur l'acquisition des équipements à l'exception des voitures de tourisme. Les avantages fiscaux et financiers spécifiques sont accordés à certains domaines d'activités ou certaines zones de développement régional prioritaires selon des objectifs horizontaux¹⁰⁴, et en particulier le développement des exportations dans le cadre du régime totalement exportateur ou du régime off-shore.

Le régime totalement exportateur concerne les entreprises dont la production est destinée totalement à l'étranger ou celles réalisant des prestations de services à l'étranger ou en Tunisie en vue de leur utilisation à l'étranger ou les entreprises travaillant exclusivement avec des sociétés totalement exportatrices ou avec les sociétés établies dans des parcs d'activités économiques, ainsi qu'avec les organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec des non-résidents. Le régime extraterritorial est considéré comme le plus généreux en terme d'avantages car les sociétés totalement exportatrices ne sont soumises qu'aux paiements des impôts et taxes suivantes :

- Les droits et taxes relatifs aux véhicules de tourisme;
- La taxe unique de compensation sur le transport routier;
- Les taxes d'entretien et d'assainissement;
- Les droits et taxes perçues au titre des prestations directes de services.

En effet, les entreprises totalement exportatrices bénéficient d'une réduction de la totalité des revenus ou bénéfices provenant de l'exportation de l'assiette imposable jusqu'à 2011. Le régime fiscal des entreprises totalement exportatrices se présente comme suit, à compter du 1er janvier 2011 :

¹⁰² Les étrangers peuvent investir dans les projets agricoles et ceci par le biais de l'exploitation par voie de location des terres agricoles. Toutefois, ces investissements ne peuvent en aucun cas entraîner l'appropriation par les étrangers des terres agricoles.

¹⁰³ Notons que la Tunisie est précurseur dans ce domaine dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Par exemple, ce n'est qu'en 2005 que la Jordanie a créé la Jordan Authority for Enterprise (entité gouvernementale visant à coordonner l'ensemble des investissements, des échanges et des opérations de développement des entreprises) et a promulgué en 2008 la loi sur les zones de développement prioritaires.

¹⁰⁴ L'exportation, le développement régional, le développement agricole et de pêche, encouragement des nouveaux promoteurs et PME, investissements de soutien, promotion de la technologie recherche et protection de l'environnement, tourisme et artisanat.

- La déduction des deux tiers des revenus provenant de l'exportation nonobstant le minimum d'impôt pour les personnes physiques;
- L'imposition à l'impôt sur les sociétés au taux de 10 % au titre des bénéfices provenant de l'exportation;
- Les entreprises qui sont en activité au 1er janvier 2011 continuent de bénéficier de la déduction totale des bénéfices ou revenus provenant de l'exportation jusqu'à l'expiration de la période de 10 ans qui leur est impartie.

Des avantages fiscaux et financiers supplémentaires sont accordés au cas par cas et par décret après avis de la Commission supérieure d'investissement et en fonction de critères qui tiennent compte notamment de l'importance du projet pour les zones frontalières ou pour l'économie nationale en termes de volume d'investissement, de création d'emplois, de valeur ajoutée et de taux d'intégration.

Parallèlement au code d'incitation aux investissements, d'autres mécanismes ont été mis en place pour soutenir l'investissement dans plusieurs domaines à travers des mesures incitatives pour le financement et les programmes de soutien aux initiatives de recherche et développement et pour la modernisation de la technologie. Ainsi plusieurs initiatives, ayant pour finalité la création d'emplois, le développement des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'artisanat, ont été développées dans toutes les régions du pays. Ces initiatives ont pris la forme tantôt d'incitations fiscales, douanières et surtout financières, tantôt de mécanismes de financement spécifiques allant de la création d'institutions financières spécialisées à la mise en place de fonds spéciaux pour le financement direct de l'économie sur des ressources budgétaires.

Les calculs effectués au Ministère des finances en Tunisie ont montré que depuis la promulgation du code d'incitation aux investissements en 1994, le coût de l'aide de l'État a presque doublé (173 %). Les avantages fiscaux accaparent la grande part de cette aide avec environ 80 % contre 20 % pour les avantages financiers mais on constate un accroissement plus rapide des montants des avantages financiers (302 %) que ceux des avantages fiscaux (153 %). Les trois instruments les plus utilisés dans l'incitation à l'investissement et qui mobilisent presque la totalité de l'aide de l'État pendant la période en question, sont par ordre décroissant les exonérations en matière d'impôts sur les sociétés (41%), les exonérations des droits et taxes à l'importation (34 %) et les primes d'investissements (13 %)¹⁰⁵.

¹⁰⁵ Le coût de l'aide de l'État consécutif au soutien des avantages fiscaux et financiers liés aux IDE réalisés dans le cadre du code d'incitations aux investissements ont ainsi contribué à alourdir la dette publique (environ 60 % du PIB au cours des trois dernières années).

Annexe 3: Principaux soldes de la balance des paiements

Évolution des recettes et des dépenses au titre des paiements courants
(en milliards de dinars tunisiens)

	Variations en %					
	2010	2011	2012	2013	2012/11	2013/12
Solde courant*	-3.012	-4.766	-5.812	-6.302	-1.046	-490
Recettes	35.268	35.201	38.884	40.463	10,5	4,1
Depenses	38.280	39.967	44.696	46.765	11,8	4,6
Solde Commerical (FOB)*	-6.548	-6.756	-9.535	-9.635	-2.779	-100
Exportations (FOB)	23.159	25.092	26.548	27.701	5,8	4,3
Importation (FOB)	30.067	31.848	36.083	37.336	13,3	3,5
Solde des services*	3.522	2.102	3.053	2.634	951	-419
Recettes	8.310	6.728	8.204	8.176	21,9	-0,3
Depenses	4.788	4.626	5.151	5.542	11,3	7,6
Solde des transports*	-81	-378	-263	-662	115	-399
Recettes	2.202	1.899	2.283	2.059	20,2	-9,8
Depenses	2.283	2.277	2.546	2.721	11,8	6,9
Solde des voyages*	3.003	1.841	2.552	2.462	711	-90
Recettes	3.786	2.695	3.478	3.559	29,1	2,3
Depenses	783	854	926	1.097	8,4	18,5
Solde des operations gouvernementales*	221	219	179	144	-40	-35
Recettes	479	467	503	412	7,7	-18,1
Depenses	258	248	324	268	30,6	-17,3
Solde des autres services*	379	420	585	690	165	105
Recettes	1.843	1.667	1.940	2.146	16,4	10,6
Depenses	1.464	1.247	1.355	1.456	8,7	7,5
Solde des revenus de facteurs et des transferts courants*	14	-112	670	699	782	29
Recettes	3.438	3.381	4.132	4.586	22,2	11,0
Depenses	3.424	3.493	3.462	3.887	-0,9	12,3

Source : Banque centrale de Tunisie, 2014.

Évolution des recettes et des dépenses au titre des opérations en capital et financières (en milliards de dinars tunisiens)

	2010	2011	2011	2013	Variation en %	
					2012/11	2013/12
Solde des opérations en capital et financières*	2.633	2.280	7.829	5.002	5.549	-2.827
Recettes	6.014	7.113	11.609	8.069	63,2	-30,5
Dépenses	3.381	4.833	3.780	3.067	-21,8	-18,9
Solde des opérations en capital*	118	259	701	187	442	-514
Recettes	130	266	708	195	166,2	-72,5
Dépenses	12	7	7	8	0	14,3
Solde des opérations financières*	2.515	2.021	7.128	4.815	5.107	-2.313
Recettes	5.884	6.847	10.901	7.874	59,2	-27,8
Dépenses	3.369	4.826	3.773	3.059	-21,8	-18,9
Solde des investissements étrangers*	1.873	547	2.404	1.850	1.857	-554
Recettes	2.428	1.729	2.602	2.011	50,5	-22,7
Dépenses	555	1.182	198	161	-83,2	-18,7
Solde des autres investissements*	642	1.474	4.724	2.965	3.250	-1.759
Recettes	3.456	5.117	8.299	5.863	62,2	-29,4
Dépenses	2.814	3.643	3.575	2.898	-1,9	-18,9
Opérations d'ajustement (flux nets)*	180	139	151	205	12	54
Solde général*	-199	-2.347	2.168	-1.095	4.515	-3.263

Source : Banque centrale de Tunisie, 2014.

(*) Les opérations en capital concernent les opérations de dons et concours accordés aussi bien dans le cadre de la coopération multilatérale que bilatérale. En revanche, les autres investissements consistent autant en opérations financières ayant trait aux capitaux de prêts-emprunts à moyen et longs termes, qu'en avoirs et engagements à court terme, ainsi qu'en allocations en DTS.

Recettes au titre des investissements étrangers (engagements : en milliards de dinars tunisiens)

Secteur	2009	2010	2011	2012	2013
Energie	1.234	1.317	1.063	886	1.077
Industries manufacturières	772	574	331	532	508
Tourisme et immobilier	85	95	23	77	19
Télécommunications	154	127	194	758	88
Financier	0	43	0	243	99
Autres	34	9	5	8	24
Investissements directs étrangers	2.279	2.165	1.616	2.504	1.815
Investissements de portefeuille	78	253	102	83	180
Total	2.357	2.418	1.718	2.587	1.995

Source : Banque Centrale de Tunisie, 2014.

Annexe 4: Contribution du marché financier dans le financement de l'investissement privé (FBCF privé)

Émissions obligataires privées (en milliards de dinars tunisiens)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Période post-transition (*)
Augmentation de capital en numéraire	70	63,8	164	126,4	251,7	301,3	301,7	94,8
Émissions obligataires privées	103,5	130,8	150,8	313,2	392	675	713,9	273,3
FCC	-	-	50	50	-	-	-	-
Total émissions privées	173,5	194,6	364,8	489,6	643,7	976,3	1015,6	368,1
FBCF privée	4448,7	4633,3	5883,9	6895,8	8252,6	8204,2	8755,2	8764,3
Total émissions privées / FBCF	3,9 %	4,2 %	6,2 %	7,1 %	7,8 %	11,9 %	11,6 %	4,2 %

Source : Ministère des finances et Conseil du marché financier.

(*) Moyenne 2011-2012.

Émissions obligataires publiques (sous forme d'émissions de bons de trésor, en milliards de dinars tunisiens)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Période post-transition (*)
Bons de trésor assimilables (BTA)	1916,4	1136,9	1009,3	944,7	612,3	783,4	469,1	961,8
Bons de trésor cessibles (BTC)	680,4	494,4	485,4	535,6	122,7	241,0	165,5	373,1
Total des émissions publiques	2596,8	1631,3	1494,7	1480,3	735	1024,4	634,6	1334,9
FBCF privée	4565,8	4746,3	5883,9	6994,3	8148,1	8204,2	8755,2	8978,0
Total émissions publiques / FBCF	56,8 %	34,3 %	25,4 %	21,1 %	9,1 %	12,5 %	7,2 %	14,8 %

Source : Ministère des Finances et Conseil du Marché Financier.

(*) Moyenne 2011-2012.

Émissions (privées et publiques)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Période post-transition (*)
Total émissions (privées et publiques)	2770,3	1825,9	1859,5	1969,9	1378,7	2000,65	1650,2	1703
FBCF	4565,8	4746,3	5883,9	6994,3	8148,1	8204,2	8755,2	8978,0
%	60,7 %	38,5 %	31,6 %	28,2 %	16,9 %	24,4 %	18,8 %	19,0 %

Source : Ministère des finances et Conseil du marché financier.

(*) Moyenne 2011-2012.

Annexe 5: Corridors de transferts France-Tunisie (Données collectées en juillet 2014)


140.00 EUR

	Fee	Exchange Rate Margin (%)	Total Cost Percent (%)	Total Cost (EUR)	Total Average Third Quarter 11.77	Total Average Second Quarter 11.43
Bank Average	19.50	0.18	14.11	19.75		
Money Transfer Operator Average	7.11	4.19	9.27	12.99		
Money Transfer Operator / Post office Average	12.00	1.46	10.03	14.05		
Total Average	13.85	1.88	11.77	16.49		
Total Average in Second Quarter	13.94	1.47	11.43	16.00		




















200.00 USD

	Fee	Exchange Rate Margin (%)	Total Cost Percent (%)	Total Cost (USD)	Total Average Third Quarter 11.77	Total Average Second Quarter 11.43
Bank Average	27.86	0.18	14.11	28.21		
Money Transfer Operator Average	10.16	4.19	9.27	18.55		
Money Transfer Operator / Post office Average	17.14	1.46	10.03	20.06		
Total Average	19.78	1.88	11.77	23.55		
Total Average in Second Quarter	19.91	1.47	11.43	22.86		

140.00 EUR

Firm	Product	Fee	Exchange Rate Margin (%)	Total Cost Percent (%)	Total Cost (EUR)
Attijariwafa Bank		1.50	1.61	2.68	3.75
Xendpay		4.99	2.69	6.25	8.75
Western Union		5.00	2.94	6.51	9.11
Moneyglobe		6.00	3.80	8.09	11.33
Western Union		7.90	2.94	8.59	12.03
Western Union		7.90	2.94	8.59	12.03
MoneyGram		12.00	4.21	12.79	17.91
La Poste via Western Union		14.00	2.92	12.92	18.09
Ria		6.00	9.81	14.10	19.74
 Societe Generale		5.00	0.00	3.57	5.00
 La Poste		10.00	0.00	7.14	10.00
 Societe Generale		10.00	0.00	7.14	10.00
 Credit Lyonnais		17.15	0.00	12.25	17.15
 BNP Paribas		21.90	0.00	15.64	21.90
 Banque Populaire		27.00	0.00	19.29	27.01
 Caisse D'Epargne l'ile de France		27.45	0.00	19.61	27.45

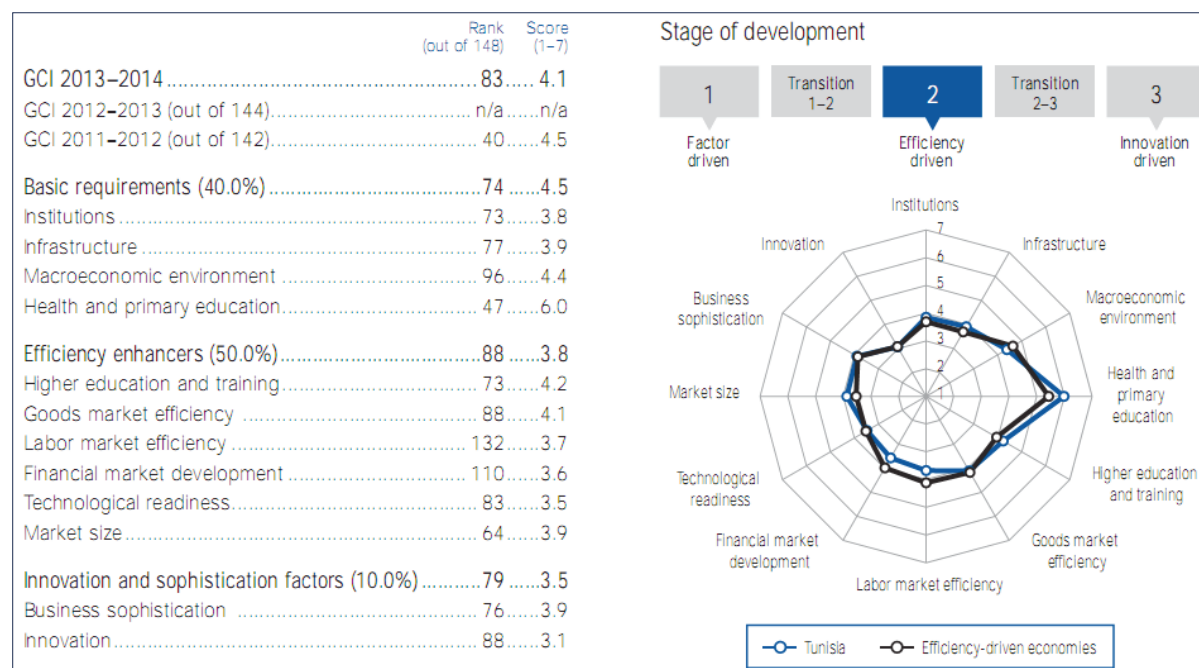
200.00 USD

Firm	Product	Fee	Exchange Rate Margin (%)	Total Cost Percent (%)	Total Cost (USD)
Attijariwafa Bank		2.14	1.61	2.68	5.36
Xendpay		7.13	2.69	6.25	12.50
Western Union		7.14	2.94	6.51	13.01
Moneyglobe		8.57	3.80	8.09	16.19
Western Union		11.29	2.94	8.59	17.19
Western Union		11.29	2.94	8.59	17.19
MoneyGram		17.14	4.21	12.79	25.59
La Poste via Western Union		20.00	2.92	12.92	25.84
Ria		8.57	9.81	14.10	28.20
 Societe Generale		7.14	0.00	3.57	7.14
 La Poste		14.29	0.00	7.14	14.29
 Societe Generale		14.29	0.00	7.14	14.29
 Credit Lyonnais		24.50	0.00	12.25	24.50
 BNP Paribas		31.29	0.00	15.64	31.29
 Banque Populaire		38.57	0.00	19.29	38.59
 Caisse D'Epargne l'ile de France		39.21	0.00	19.61	39.21

Source : Banque mondiale, 2014. « Remittance Prices Worldwide », Annuel.

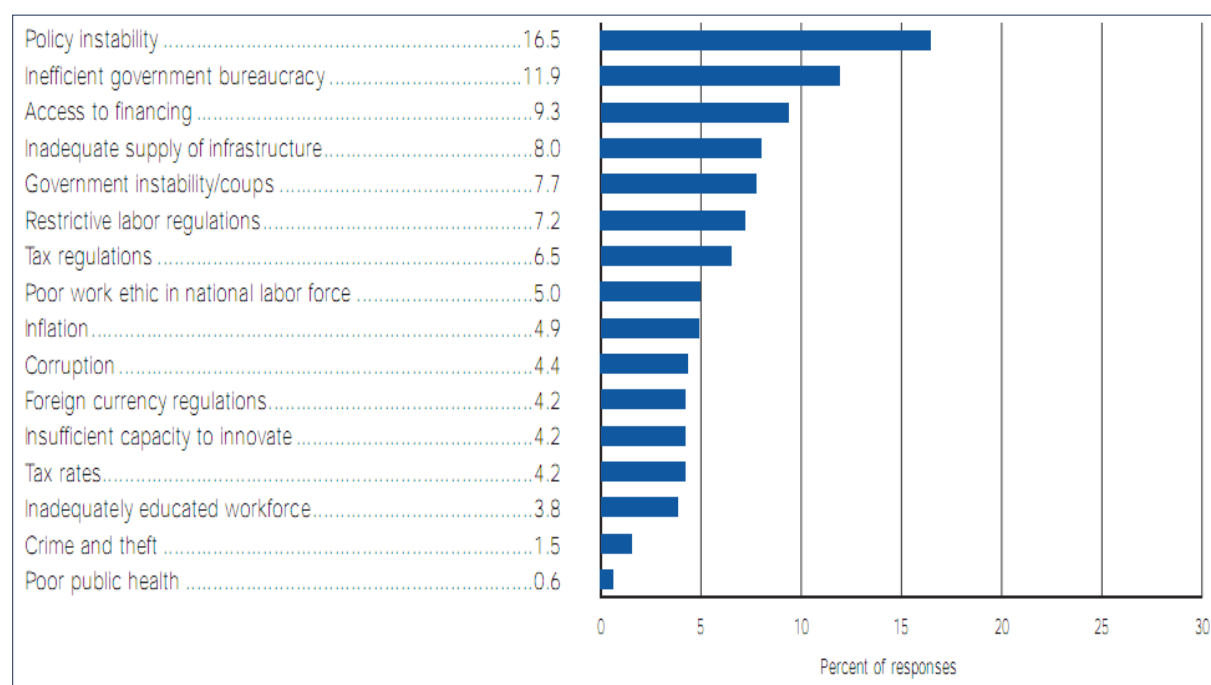
Annexe 6: Compétitivité mondiale-Tunisie: 2013-2014

Indice de compétitivité mondiale



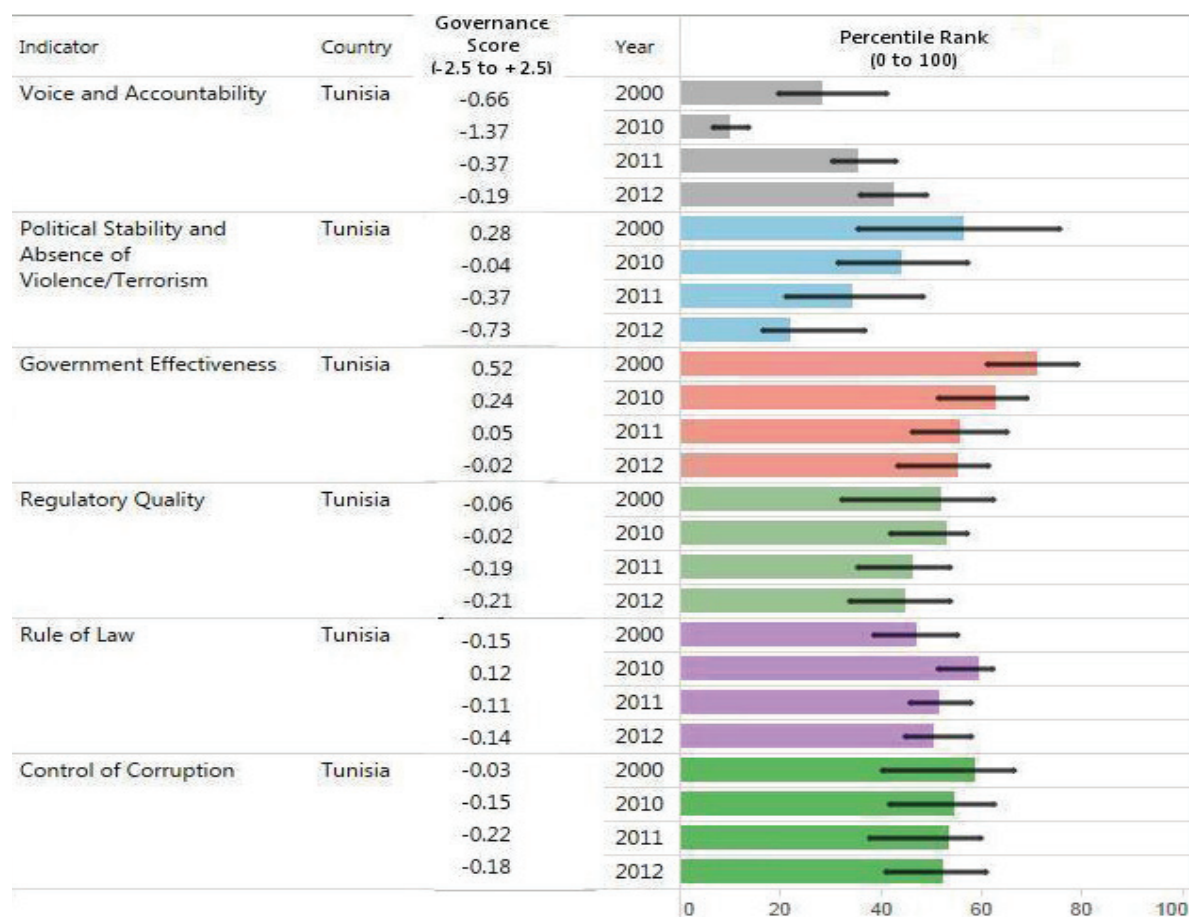
Source : Forum économique mondial, 2013-2014. Rapport sur la compétitivité mondiale 2013-2014.

Pourcentage des chefs d'entreprises jugeant problématiques les principaux facteurs influençant l'investissement



Source : Forum économique mondial, 2013-2014. Rapport sur la compétitivité mondiale 2013-2014

Annexe 7: Indicateurs de gouvernance



Source : Institut de la banque mondiale, 2013.

